

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME**

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*



**ARRETE DE MONSIEUR LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE MONSIEUR LE PREFET**

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE

ARRETE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE MONSIEUR LE PREFET

N°	Date	Titre
2022-GAP-5259	25/11/2022	Arrêté portant tableau d'avancement au grade de lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels



**Sapeurs-Pompiers
de la Seine-Maritime**

**DELIBERATIONS
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 06 décembre 2022

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex**



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/12/22	DBCA-2022-076	Groupe ment de l'Engagement volontaire de citoyen, de la valorisation et de la communication	Ajustement et mise en œuvre de la nouvelle procédure départementale de recrutement des sapeurs-pompiers volontaires
06/12/22	DBCA-2022-077	Groupe ment Opérations	Développement du volontariat : mise en œuvre du dispositif "engagement différencié" au Sdis76
06/12/22	DBCA-2022-078	Groupe ment Ressources humaines	Modifications du tableau des emplois budgétaires
06/12/22	DBCA-2022-079	Groupe ment Formation et activités physiques	Convention cadre de prestation de service relative à l'immersion du Sdis 76 avec l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (Ensosp)
06/12/22	DBCA-2022-080	Groupe ment Formation et activités physiques	Convention de mise à disposition de sites et structures - Base de loisirs et du golf de Jumièges
06/12/22	DBCA-2022-081	Sous-direction Santé et bien-être	Mode de garde en horaires atypiques
06/12/22	DBCA-2022-082	Sous-direction Santé et bien-être	Convention de prise en charge par le Sdis 76 du contrôle de l'aptitude médicale à exercer la fonction de pompier pour des personnels extérieurs au Sdis 76

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/12/22	DBCA-2022-083	Groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques	RC 2022-05 - Demande de prise en charge de réparation



DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 06 décembre 2022

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/12/22	DCA-2022-050	Groupe ment Opérations	Modification du règlement intérieur : création d'un centre de surveillance des baignades et activités nautiques (SBAN) et indemnisation des personnels encadrant du centre SBAN
06/12/22	DBCA-2022-051	Groupe ment Ressources humaines	Modification des compétences des comités de groupement
06/12/22	DBCA-2022-052	Groupe ment Opérations	Cursus de formation dans le cadre de la surveillance des baignades et des activités nautiques
06/12/22	DBCA-2022-053	Groupe ment Finances	Actualisation des durées d'amortissement
06/12/22	DBCA-2022-054	Groupe ment Finances	Ajustement des autorisations de programme votées
06/12/22	DBCA-2022-055	Groupe ment Finances	Budget principal - décision modificative n°3
06/12/22	DBCA-2022-056	Groupe ment Finances	Actualisation de la tarification des prestations des structures de formation

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/12/22	DBCA-2022-057	Groupe ment Finances	Actualisation des tarifs appliqués aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales
06/12/22	DBCA-2022-058	Groupe ment Finances	Actualisation des tarifs et des participations demandés par le Sdis 76 aux bénéficiaires de certaines prestations
06/12/22	DBCA-2022-059	Groupe ment Finances	Actualisation cession de droits d'utilisation des photographies appartenant au Sdis 76
06/12/22	DBCA-2022-060	Groupe ment Finances	Actualisation des tarifs de la restauration
06/12/22	DBCA-2022-061	Groupe ment Finances	Actualisation des tarifications relatives à la présidence des jurys S.S.I.A.P
06/12/22	DBCA-2022-062	Groupe ment Finances	Evolution des ressources et charges prévisibles pour l'année 2023
06/12/22	DBCA-2022-063	Groupe ment Finances	Contributions communales ou intercommunales pour 2023
06/12/22	DBCA-2022-064	Groupe ment Finances	Autorisation d'engager, de liquider et de mandater des dépenses jusqu'à l'adoption du budget primitif 2023



Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime

Le préfet de la région Normandie
Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N° 2022/GAP-5259

LE PREFET DE LA REGION NORMANDIE, PREFET DE LA SEINE-MARITIME

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le Décret n° 2016-2008 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants et lieutenants-colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'arrêté n° AG-2022-021 du 6 mai 2022 portant validation des lignes de gestion par le président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;

Sur proposition du Préfet de la Région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,

ARRÊTENT

Article 1^{er} - Le tableau d'avancement au grade de lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels de la Seine-Maritime est établi, au titre de l'année 2022, dans l'ordre suivant :

n° 1 – **Thomy CHAUVEL**

n° 2 – **Fabrice CAUMONT**

Article 2^e - Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3^e - Le préfet de la Région Normandie, préfet de la Seine-Maritime et le président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Yvetot le, **25 NOV 2022**

le Président du conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

André GAUTIER

le Préfet,

Philippe DORAND

	Nombre de femmes	Nombre d'hommes
Promouvables	0	9
Inscrits	0	2

Annexe 8 : Bordereau de dépôt de documents valant accusé de réception



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE
EXEMPLAIRE

**BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION ***

<p>COLLECTIVITÉ</p> <div style="text-align: center;"></div>	<p>DATE D'ENVOI :</p> <p style="text-align: center; color: blue; font-weight: bold;">- 9 DEC. 2022</p>
---	--

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Ajustement et mise en œuvre de la nouvelle procédure départementale de recrutement des sapeurs-pompiers volontaires	DBCA-2022-076	Bureau du conseil d'administration du 06/12/2022
Développement du volontariat : mise en œuvre du dispositif "engagement différencié" au Sdis 76	DBCA-2022-077	Bureau du conseil d'administration du 06/12/2022
Modifications du tableau des emplois budgétaires	DBCA-2022-078	Bureau du conseil d'administration du 06/12/2022
Convention cadre de prestation de service relative à l'immersion du Sdis 76 avec l'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (Ensosp)	DBCA-2022-079	Bureau du conseil d'administration du 06/12/2022
Convention de mise à disposition de sites et structures - Base de loisirs et du golf de Jumièges	DBCA-2022-080	Bureau du conseil d'administration du 06/12/2022
Mode de garde en horaire atypique	DBCA-2022-081	Bureau du conseil d'administration du 06/12/2022

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Convention de prise en charge par le Sdis 76 du contrôle de l'aptitude médicale à exercer la fonction de pompier pour des personnels extérieurs au Sdis 76	DBCA-2022-082	Bureau du conseil d'administration du 06/12/2022
RC 2022-05 - Demande de prise en charge de réparation	DBCA-2022-083	Bureau du conseil d'administration du 06/12/2022
Modification du règlement intérieur : création d'un centre de surveillance des baignades et activités nautiques (SBAN) et indemnisation des personnels encadrant du centre SBAN	DCA-2022-050	Conseil d'administration du 06/12/2022
Modification des compétences des comités de groupement	DCA-2022-051	Conseil d'administration du 06/12/2022
Cursus de formation dans le cadre de la surveillance des baignades et des activités nautiques	DCA-2022-052	Conseil d'administration du 06/12/2022
Actualisation des durées d'amortissement	DCA-2022-053	Conseil d'administration du 06/12/2022
Ajustement des autorisations de programme votées	DCA-2022-054	Conseil d'administration du 06/12/2022
Budget principal - décision modificative n°3	DCA-2022-055	Conseil d'administration du 06/12/2022

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Actualisation de la tarification des prestations et des structures de formation	DCA-2022-056	Conseil d'administration du 06/12/2022
Actualisation des tarifs appliqués aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales	DCA-2022-057	Conseil d'administration du 06/12/2022
Actualisation des tarifs et des participations demandés par le Sdis 76 aux bénéficiaires de certaines prestations	DCA-2022-058	Conseil d'administration du 06/12/2022
Actualisation cession de droits d'utilisation des photographies appartenant au Sdis 76	DCA-2022-059	Conseil d'administration du 06/12/2022
Actualisation des tarifs de la restauration	DCA-2022-060	Conseil d'administration du 06/12/2022
Actualisation des tarifications relatives à la présidence des jurys S.S.I.A.P	DCA-2022-061	Conseil d'administration du 06/12/2022
Evolution des ressources et charges prévisibles pour l'année 2023	DCA-2022-062	Conseil d'administration du 06/12/2022
Contributions communales ou intercommunales pour 2023	DCA-2022-063	Conseil d'administration du 06/12/2022

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Autorisation d'engager, de liquider et de mandater des dépenses jusqu'à l'adoption du budget primitif 2023	DCA-2022-064	Conseil d'administration du 06/12/2022

CACHET DE LA COLLECTIVITÉ ET SIGNATURE :

Pour le Président et par délégation,
la Cheffe du groupement de l'Administration générale
et des affaires juridiques


Céline LIDOR



CACHET DE RÉCEPTION DE LA PRÉFECTURE :

BUREAU DU COURRIER

9 - DEC. 2022

PRÉFECTURE
DE LA SEINE-MARITIME

** seuls les documents répondant à l'obligation de transmission doivent être communiqués à la préfecture*

N°DBCA-2022-076

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AJUSTEMENT ET MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE PROCEDURE DEPARTEMENTALE DE
RECRUTEMENT DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES**

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Faire de la sécurité civile l'affaire de tous</i>	<i>Porter l'engagement citoyen</i>

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-CA-30 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération n° 2018-BCA-10 du Bureau du conseil d'administration relative à l'ajustement et à la mise en œuvre de la procédure départementale de recrutement des sapeurs-pompiers volontaires.*

*

* *

Dans le cadre de la politique départementale de développement du volontariat, l'évolution du processus de recrutement des sapeurs-pompiers volontaires (SPV) se devait d'être uniformisée sur l'ensemble du département.

Aussi, l'organisation des recrutements devait être revue pour les adapter face à une société en perpétuelle évolution et ainsi pérenniser ces engagements citoyens.

Cette évolution dans notre processus de recrutement répond à plusieurs objectifs :

- disposer d'une vision départementale objective sur les candidats et d'optimiser les coûts d'organisation des recrutements,
- développer les points d'entrée pour les candidatures et permettre à l'établissement d'obtenir des indicateurs,
- harmoniser et simplifier les pratiques sur l'ensemble du département en précisant les modalités de recrutement.

La première étape consiste à rencontrer le futur candidat. Une prise de contact est organisée par le chef de centre afin de mesurer les motivations du candidat. Ces différents éléments vont lui permettre de connaître les attendus et les contraintes de son futur engagement.

Dans un second temps, chaque candidat procède à la constitution de son dossier lequel comprend notamment le certificat d'aptitude médicale réalisé par un médecin de sapeurs-pompiers, étape indispensable afin de participer à une journée d'accueil et de recrutement.

Une première journée expérimentale d'accueil et de recrutement a eu lieu le samedi 1^{er} octobre 2022 pour le Groupement Est, sur le site du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Neufchâtel-en-Bray. 27 recrues de différents centres du groupement Est ont participé aux différents ateliers.

A l'issue de cette journée, il est proposé de retenir l'organisation suivante :

- test de natation 50 mètres,
- parcours adapté opérationnel sapeur-pompier,
- ascension d'une échelle à coulisse supérieure à 6 mètres,
- épreuves écrites de compréhension de texte et de mathématiques,

- échange avec le candidat,
- atelier d'habillement,
- signature de la charte du sapeur-pompier volontaire.

Pour les candidats ayant été identifiés et présentant des difficultés d'ordre opérationnel ou sportif, le service souhaite qu'ils soient accompagnés par le centre de secours support afin de les aider à progresser et atteindre l'objectif. A l'issue, ils pourront se représenter sur une nouvelle session de recrutement.

Le groupement Technique et logistique procède sous trois semaines suivant la journée d'accueil et de recrutement, à l'envoi de l'ensemble des masses d'habillement dans les centres concernés, afin que les nouvelles recrues puissent se présenter en tenue lors de la demi-journée d'intégration départementale. Celle-ci se déroule au sein de la Direction départementale.

Durant cette demi-journée d'intégration, les nouveaux sapeurs-pompiers participent à l'ensemble des activités suivantes :

- rencontre avec le Directeur départemental ou son représentant ;
- signature de leur arrêté d'engagement et remise de l'écusson départemental ;
- quatre ateliers de formation :
 - o présentation du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et de l'Union départementale des sapeurs-pompiers ;
 - o présentation de leur parcours de formation ;
 - o sensibilisation à la qualité de vie au travail, à l'hygiène et aux risques routiers ;
 - o présentation de l'activité opérationnelle et visite du CTA-CODIS.

L'ensemble des réflexions de cette journée d'accueil et de recrutement, associé à la demi-journée d'intégration départementale ont permis de démontrer la cohérence, l'efficacité du dispositif et de faciliter l'intégration des nouvelles recrues au sein du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime.

Le recrutement départemental s'appliquera désormais sur la base de ces tests de façon uniforme sur les groupements territoriaux.

Trois journées d'accueil et de recrutement seront organisées annuellement dans chacun d'eux, et dans la continuité, des demi-journées d'intégration seront prévues au fil de l'eau par le groupement Formation et activités physiques.

Ce dispositif devra faire l'objet d'une évaluation permanente et d'une amélioration continue, notamment au regard des besoins et de la nécessaire pérennité des engagements.

*

* *

Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires a émis un avis favorable à l'unanimité le 17 novembre 2022.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

N°DBCA-2022-077

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DEVELOPPEMENT DU VOLONTARIAT :
MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « ENGAGEMENT DIFFERENCIE » AU SDIS 76**

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *la loi n° 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et son cadre juridique,*
- *le décret n° 2013-412 du 17 mai 2013 modifié relatif aux sapeurs-pompiers volontaires,*
- *l'arrêté du 06 juin 2013 modifié relatif aux activités pouvant être exercées par les sapeurs-pompiers volontaires,*
- *l'arrêté du 22 août 2019 relatif aux formations de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires,*
- *l'instruction ministérielle du 22 août 2019 INTE1921745C,*
- *la délibération du Bureau du Conseil d'administration du 11 mars 2021 portant sur le développement du volontariat – mise en œuvre du dispositif « engagement différencié au Sdis 76 »,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

L'engagement différencié fait l'objet d'une instruction du Ministre de l'Intérieur en date du 22 août 2019. Son objectif est de susciter et de dynamiser le recrutement des sapeurs-pompiers volontaires (SPV).

Il permet de nouvelles possibilités de recrutement, tant dans une population de candidats présentant des aptitudes médicales limitées, qu'auprès de personnes ne souhaitant s'investir que dans un ou plusieurs domaines d'activités (secours à personnes ; secours routier ; protection des personnes, des biens et de l'environnement ; incendie). Ce dispositif élargit donc le potentiel de recrutements de nouveaux sapeurs-pompiers volontaires.

Il a également pour intérêt de permettre l'allongement de la durée d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires, en particulier dans le cadre d'aptitudes limitées.

Ces objectifs entrent dans le cadre du plan d'actions 2019-2021 pour les sapeurs-pompiers volontaires notamment les mesures n°8 et n°9 :

« *Mesure n°8 : Maintenir la lutte contre les incendies comme une mission essentielle des SPV, mais ne plus en faire un postulat pour le recrutement (formation incendie).*

Mesure n°9 : Créer un choc de recrutement en systématisant la possibilité de contracter un engagement différencié à tous les SPV recrutés, en particulier pour le SUAP, et en adaptant les conditions d'aptitude aux missions qui seront réellement exercées, en particulier pour le SUAP. »

Depuis le 05 décembre 2019, date de délibération du Bureau du Conseil d'administration, la formation initiale et donc la période probatoire est modifiée pour les SPV en engagement différencié ; leur engagement est possible au Sdis 76.

Depuis le 11 mars 2021, date de délibération du Bureau du Conseil d'administration, la gestion des sapeurs-pompiers volontaires en situation d'engagement différencié, est précisée (activité, restrictions, compétences, évolutions dans l'engagement, dotation en EPI).

Afin de permettre et garantir l'ouverture des postes de surveillance des plages conformément aux conventions avec les mairies ou EPCI, il convient de faire évoluer l'organisation du dispositif et l'attractivité de cette activité. Le recours au statut de SPV en engagement différencié permet :

- de renforcer le sentiment d'appartenance au Sdis en développant la politique du volontariat ;
- d'optimiser les modalités administratives actuelles (réduction du nombre d'arrêtés d'engagement et de visites médicales) ;
- d'assurer un meilleur suivi en inter saisons ;
- d'améliorer l'attractivité par la prise en charge financière de l'ensemble du cursus de formation.

*

* *

Proposition :

- Au Sdis 76, le dispositif d'engagement différencié a pour objet l'activité Secours d'Urgence Aux Personnes (SUAP) et/ou de surveillance des baignades et des activités nautiques, exclusivement.
- Il est mis en place :
 - dans les Centres d'incendie et de secours (Cis) dont le chef de centre ou le chef de groupement territorial en a fait la demande au Directeur départemental via le groupement Ressources humaines sur la base des besoins opérationnels.
 - dans le Centre Surveillance des Baignades et des Activités Nautiques (Centre SBAN) dont le chef de centre ou le chef de groupement des opérations en a fait la demande au Directeur départemental via le groupement Ressources humaines sur la base des besoins opérationnels.
- Les doubles-statuts SPP/SPV sont exclus de ce dispositif.
- La formation délivrée au sapeur-pompier volontaire en engagement différencié est réalisée par blocs de compétences suivant les fonctions qu'il va réellement exercer.
La formation initiale des SPV en engagement différencié comprend donc les blocs de compétences permettant d'exercer la fonction d'équipier SUAP à laquelle s'ajoute les formations spécifiques à la surveillance des plages pour celui qui souhaite participer aux surveillances de baignade.
La formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès une équipe des SPV en engagement différencié comprend les blocs de compétences permettant d'exercer la fonction de chef d'agrès SUAP.
- Le sapeur-pompier en engagement différencié peut choisir d'évoluer vers un engagement de sapeur-pompier exerçant l'ensemble des domaines d'activité, cible principale d'engagement du Sdis de la Seine-Maritime. Le sapeur-pompier volontaire en engagement différencié fait part par écrit de son souhait d'exercer des missions supplémentaires. L'accord lui est donné, via le groupement Ressources humaines, après avis de son chef de centre et/ou de son chef de groupement de rattachement sur la base des besoins opérationnels. Toutes les transitions progressives sont possibles à l'instar des sapeurs-pompiers volontaires engagés pour toutes les missions. Le parcours de formation est individualisé suivant ce changement de domaines d'activités.
- L'évolution d'un sapeur-pompier volontaire en engagement différencié SUAP est plafonné à la fonction de chef d'agrès une équipe, soit le grade de sergent et l'appellation de sergent-chef.
- Un sapeur-pompier volontaire en engagement différencié SUAP est doté des effets prévus par le règlement de l'habillement du Sdis 76 pour la réalisation de cette activité. Un sapeur-pompier volontaire ne participant qu'à la réalisation des missions de surveillance des baignades et des activités nautiques n'est doté que des effets d'habillement correspondant à cette activité.

De plus, le sapeur-pompier en engagement différencié candidat à la surveillance des plages, s'il le souhaite et selon les besoins du service, pourra également participer à l'activité opérationnelle SUAP au sein d'un Cis, à l'occasion d'un Dispositif Prévisionnel de Secours mis en place par le Sdis lors de manifestations.

Aussi, ces dispositions annulent la délibération du Bureau du Conseil d'administration du 11 mars 2021 portant sur le développement du volontariat – mise en œuvre du dispositif « engagement différencié au Sdis 76 ».

*

* *

Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires a émis un avis favorable à l'unanimité le 17 novembre 2022.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

N°DBCA-2022-078

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2021-DCA-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Tableau n°1 : effectifs au 31 décembre 2022 et au 1^{er} janvier 2023

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

II - Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base des articles L.332-8 à L.332-23 du Code Général de la Fonction Publique :

- Chargé(e) de la gestion du budget, des contrôles et des indemnités, cadre d'emplois des rédacteurs au sein du groupement Ressources humaines,
- Assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement Technique et logistique / Groupement Immobilier,
- Gestionnaire, cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement Sud,
- Assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein de la sous-direction Anticipation et action,

- Expert(e), technicien principal de 2ème classe à ingénieur au sein du groupement Pilotage, évaluation, prospective et système d'information.

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou saisonnier d'activité, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article L.332-23 du Code Général de la Fonction Publique :

- Cuisinier(ère), adjoint technique à agent de maîtrise au sein du groupement Finances ;

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

Grades / cadres d'emplois	Emploi budgétaire au 01/03/2022	Emploi budgétaire au 31/12/2022	Titulaires	Contractuels	MAD*	Postes Pourvus Effectif total	Ecart pourvus/budgétaires
Contrôleur général	1	1	0		1	1	0
Colonel hors classe	1	1	1			1	0
Colonel	1	1	1			1	0
Lieutenant-colonel	12	10	9		1	10	0
Commandant	25	22	18		2	20	-2
Capitaine	28	29	22			22	-7
Lieutenant hors classe	16	12	8			8	-4
Lieutenant de 1re classe	31	36	30		1	31	-5
Lieutenant de 2e classe	38	32	31			31	-1
Adjudant	259	258	249			249	-9
Sergent	147	150	146			146	-4
Caporal-chef	127	113	110			110	-3
Caporal	200	228	210	0		210	-18
Sapeur	21	30	30			30	0
Filière SPP hors SSSM	907	923	865	0	5	870	-53
Médecin de classe exceptionnelle	3	3	2			2	-1
Médecin hors classe	1	1	0	1		1	0
Pharmacien hors classe	1	0	0			0	0
Pharmacien classe normale	0	1	0	1		1	0
Cadre supérieur de santé	1	1	1			1	0
Cadre de santé	2	2	2			2	0
Infirmier hors classe	3	3	3			3	0
Filière SPP SSSM	11	11	8	2	0	10	-1
Administrateur hors classe	1	1				0	-1
Attaché	7	7	6	1		7	0
Rédacteur	39	40	30	6		36	-4
Adjoint administratif	96	95	88	6		94	-1
Filière Administrative	143	143	124	13		137	-6
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	1	1	1			1	0
Filière Sociale	1	1	1	0	0	1	0
Ingénieur	14	15	7	6		13	-2
Technicien	25	24	19	4		23	-1
Agent de maîtrise	34	34	30	1		31	-3
Adjoint technique	39	39	35	2		37	-2
Filière Technique	112	112	91	13	0	104	-8
Somme :	1174	1190	1089	28	5	1122	-68

* Les mises à disposition font l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil

Postes création temporaire pour tuilage	Emploi budgétaire au 01/03/2022	Emploi budgétaire au 31/12/2022	Titulaires	Contractuels	MAD*	Postes Pourvus Effectif total
Attaché		1	1			1
Adjudant		1	1			1

Autres contractuels	Nb
APPRENTI	7
ESC	0
L332 - 13	4
L 332 - 23	3
Somme :	14

Grades / cadres d'emplois	Emploi budgétaire au 31/12/2022	Emploi budgétaire au 01/01/2023	Titulaires	Contractuels	MAD*	Postes Pourvus Effectif total	Ecart pourvus/budgétaires
Contrôleur général	1	1	0		1	1	0
Colonel hors classe	1	1	1			1	0
Colonel	1	1	1			1	0
Lieutenant-colonel	10	10	8		1	9	-1
Commandant	22	22	18		2	20	-2
Capitaine	29	28	22			22	-6
Lieutenant hors classe	12	12	8			8	-4
Lieutenant de 1re classe	36	38	33		1	34	-4
Lieutenant de 2e classe	32	31	31			31	0
Adjudant	258	258	247			247	-11
Sergent	150	150	145			145	-5
Caporal-chef	113	112	109			109	-3
Caporal	228	229	209	0		209	-20
Sapeur	30	30	30			30	0
Filière SPP hors SSSM	923	923	862	0	5	867	-56
Médecin de classe exceptionnelle	3	3	2			2	-1
Médecin hors classe	1	1	0	1		1	0
Pharmacien hors classe	0	0	0			0	0
Pharmacien classe normale	1	1	0	1		1	0
Cadre supérieur de santé	1	1	1			1	0
Cadre de santé	2	2	2			2	0
Infirmier hors classe	3	3	3			3	0
Filière SPP SSSM	11	11	8	2	0	10	-1
Administrateur hors classe	1	1				0	-1
Attaché	7	8	7	1		8	0
Rédacteur	40	39	29	6		35	-4
Adjoint administratif	95	95	86	6		92	-3
Filière Administrative	143	143	122	13		135	-8
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	1	1	1			1	0
Filière Sociale	1	1	1	0	0	1	0
Ingénieur	15	15	7	6		13	-2
Technicien	24	24	19	4		23	-1
Agent de maîtrise	34	34	30	1		31	-3
Adjoint technique	39	39	35	2		37	-2
Filière Technique	112	112	91	13	0	104	-8
Somme :	1190	1190	1084	28	5	1117	-73

* Les mises à disposition font l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil

Autres contractuels	Nb
APPRENTI	7
ESC	0
L332 - 13	4
L 332 - 23	3
Somme :	14

N°DBCA-2022-079

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION CADRE DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE A L'IMMERSION DU SDIS 76
AVEC L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES OFFICIERS DE SAPEURS-POMPIERS (ENSOSP)**

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

<i>Projet d'établissement</i>		
<i>Les Politiques</i>	<i>Les Axes Stratégiques</i>	<i>Les Segments de Travail</i>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*
* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*
* *

Dans le cadre de la formation de lieutenant de 1^{ère} classe, les officiers de sapeurs-pompiers professionnels réalisent des périodes d'immersions professionnelles pour lesquelles une convention cadre est établie entre les Sdis et l'ENSOSP.

En cas d'immersion au sein du Sdis 76, l'ENSOSP remboursera le Sdis 76 des frais de logistique (hébergement et restauration) et de la pédagogie concernant les apprenants pour la période de deux semaines sous conditions tarifaires forfaitaires.

Les transferts entre la gare et le lieu d'hébergement ainsi que les autres transports de la semaine sont à la charge du Sdis 76.

Le Sdis 76 se porte volontaire pour accueillir un stagiaire par an sur la période 2023-2025.

Ainsi, il convient d'autoriser le Président à signer la convention précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,


André GAUTIER

CONVENTION CADRE DE PRESTATION DE SERVICE RELATIVE A L'IMMERSION DU SIS 76 N°2022-241 D

Entre les soussignés :

L'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers,
1070 rue du Lieutenant Parayre - BP 20316 - 13798 Aix-en-Provence cedex 3,
déclaration d'activité enregistrée sous le n° 93.13.14092.13 auprès du Préfet de région de
Provence-Alpes-Côte d'Azur, SIRET n° 180 092 496 000 25, Id.ddd : 0025994 (DATADOCK),
représentée par son directeur, agissant au nom de l'établissement public administratif,
ci-après dénommée « Ensosp »,
d'une part,

ET

Le Service d'incendie et de secours DE LA SEINE MARITIME,
6 RUE DU VERGER, 76192 YVETOT,
Déclaration d'activité enregistrée sous le n°2396 P 00 3576, Siret n°287 600 019 000 49,
représenté par son directeur, agissant au nom de cet établissement public territorial,
ci-après dénommé « Sis 76 »,
d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1

Cette convention a pour but de définir les conditions de prise en charge des officiers des
FILT de 1^{ère} classe en immersion professionnelle.

La présente convention est régie par les documents suivants :

- La présente convention,
- La feuille de présence datée et signée.

Article 2

L'Ensosp prend l'engagement :

- De veiller à ce que les participants respectent et fassent respecter les consignes d'utilisation des locaux, prévues au règlement intérieur du Sis 76 afin d'éviter toute dégradation ;
- De maintenir en état les lieux mis à disposition ;
- D'informer immédiatement le Sis 76 de tout sinistre et de toute dégradation se produisant dans les locaux mis à disposition, même s'il n'en résulte à aucun dommage apparent.

Article 3

L'Ensosp remboursera le Sis 76 des frais de logistique (hébergement, la restauration) et de la pédagogie concernant les apprenants pour la période de deux semaines, aux conditions tarifaires forfaitaires fixées ci-après :

Forfait sans week-end	640€/semaine/stagiaire
Forfait avec week-end	770€/semaine/stagiaire

Les transferts entre la gare et le lieu d'hébergement ainsi que les autres transports de la semaine sont à la charge du Sis 76.

Les immersions réalisées par les apprenants dans leurs Sdtis d'affectation ne donne pas droit à la facturation.

Article 4

Les prestations d'immersion s'effectueront par l'envoi d'un bon de commande de l'Ensosp au Sis 76 avant la prestation.

Article 5

La facture sera envoyée, conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique. La facture ou le titre sera transmis par voie dématérialisée sur la plateforme Chorus-Pro, avec les renseignements suivants :

Les factures seront adressées sur la plateforme Chorus Pro :

- Le numéro SIRET (n° 18 009 249 600 025), qui identifiera l'Ensosp en tant que destinataire de la facture,
- Le code service : DIRETUDES, qui permet de distinguer les différents services de notre structure,
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui figure sur le bon de commande émis par l'Ensosp.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Sis 76.

Le comptable assignataire du paiement des sommes dues en application de la présente convention est l'agente comptable de l'Ensosp.

Le Sis 76 devra signifier tout changement de RIB à l'Ensosp dans les meilleurs délais.

En cas d'accueil mutualisé (sur plusieurs Sdtis, les Sdtis accueillent un groupe d'apprenant), seul le Sdtis référent sera remboursé par l'Ensosp. Il se chargera de la répartition des dépenses et recettes avec le(s) Sdtis partenaire(s).

Article 6

Les informations relatives aux officiers seront communiquées par chaque officier à son arrivée au Sdtis d'immersion.

Le Sis 76 précise les coordonnées de la personne gestionnaire ou du service Finances qui sera destinataire du bon de commande :

Nom, Prénom, tél. :,
email :@.....

Article 7

Chaque partie reconnaît avoir souscrit les polices d'assurances couvrant sa responsabilité civile dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Chaque partie est responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages de toute nature causés à l'autre partie dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Le Sis 76 et l'Ensosp ne peuvent être tenus pour responsables des dommages ou vols d'objets et effets personnels commis à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux d'accueil de la FILT.

Article 8

Le présent article définit les obligations à respecter pour un traitement approprié des données à caractère personnel, conformément aux dispositions légales relative à la protection des données à caractère personnel, et notamment celles prévues par le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (le Règlement général sur la protection des données ou « RGPD »).

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, l'Ensosp est susceptible de collecter des données à caractère personnel qu'elle s'engage à protéger et à assurer la sécurité et la confidentialité conformément au RGPD, notamment en prenant toutes précautions utiles pour empêcher que ces données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Ces données à caractère personnel ne sont conservées que pour une durée strictement nécessaire au regard des finalités de la présente convention.

Conformément au RGPD, les titulaires des données disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données personnelles les concernant.

Pour exercer ces droits, le titulaire doit adresser une demande par courriel en écrivant à l'adresse suivante : dpo@ensosp.fr en indiquant son nom, prénom et adresse email.

Article 9

La présente convention est établie pour la période **du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024.**

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

En cas de non-respect des obligations figurant dans la présente convention, l'une ou l'autre des parties se réserve la faculté de résilier celle-ci, après une mise en demeure, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10

Tout litige portant sur la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, en deux exemplaires, le

Le Directeur du Sis 76

Le Directeur de l'Ensosp

N°DBCA-2022-080

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SITES ET STRUCTURES
BASE DE LOISIRS ET DU GOLF DE JUMIEGES**

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

<i>Projet d'établissement</i>		
<i>Les Politiques</i>	<i>Les Axes Stratégiques</i>	<i>Les Segments de Travail</i>
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail,*
- *la délibération du conseil d'administration n° DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a sollicité la direction d'exploitation de la base de loisirs et du golf de Jumièges dont le siège est à Mesnil-sous-Jumièges afin d'y organiser des exercices d'entraînement dans le cadre des formations que le Sdis 76 organise (formations initiales, formations de maintien et de perfectionnement des acquis, formations de spécialités...).

Dans ce cadre, le Sdis 76 prendra à sa charge la formation et le recyclage PSC 1 ainsi que la formation à l'utilisation des extincteurs des agents du site.

Ainsi, il convient d'autoriser le Président à signer la convention précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,


André GAUTIER



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

BASE DE LOISIRS ET DU GOLF DE JUMIÈGES

ENTRE

Le **SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE LOISIRS ET DU GOLF DE JUMIÈGES** dont le siège est 4 route du manoir – 76480 LE MESNIL SOUS JUMIÈGES

« le cocontractant »

Représenté par Madame Chantal COTTEREAU, agissant en qualité de Présidente,

d'une part,

ET

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YVETOT

« le Sdis 76 »

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation du site de la base de loisirs et du golf de Jumièges appartenant au cocontractant. Ce dernier consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de sites et structures au Sdis 76 afin d'assurer le déroulement de formations de ses personnels.

ARTICLE 2 – Biens mis à disposition et utilisation des biens mis à disposition

Le cocontractant agissant dans les droits du propriétaire des sites et structures (terrains et bâtiments), objet des présentes, met à la disposition des personnels du Sdis 76 l'ensemble de son site à la réalisation de formations, exercices, manœuvres, entraînements...

Les biens mis à disposition, sont situés 4 route du manoir à Mesnil sous Jumièges.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des sites et structures est interdite.

ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès

Les utilisateurs sont les sapeurs-pompiers du Sdis 76 ou d'autres Sdis avec lesquels le Sdis 76 aurait signé une convention de partenariat de formation.

L'accès mis à disposition est réservé aux personnels autorisés à y accéder par le Sdis 76 pendant la durée de validité de la convention.

ARTICLE 4 - Utilisation des biens mis à disposition

Les modalités pratiques de la mise à disposition des bâtiments et extérieurs et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec monsieur Sylvain DAVID, directeur de l'exploitation, ☎ 06.89.14.54.28 afin de ne pas interférer dans l'activité principale du cocontractant et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le délai de prévenance sera de 3 semaines pour toutes les activités sur le site en précisant, le nom du référent, l'heure d'arrivée et de départ, le nombre de personnes concernées ainsi que le nombre de véhicules et leur utilisation, par mail à s.david@basedejumieges.fr.

Le référent de l'activité devra passer par l'accueil à l'arrivée pour prendre les consignes du jour sur le site et au départ pour signaler qu'il quitte le site.

Le Sdis 76 ne pourra employer les sites et structures mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le cocontractant se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans son intérêt.

Le cocontractant autorise le Sdis 76 à installer, à ses frais et sous sa responsabilité, des équipements de sécurité nécessaires à l'utilisation du site sans modifier les installations.

ARTICLE 5 - Obligations et engagements des parties

Le Sdis 76 est responsable du bon déroulement de l'utilisation des sites et structures. Les utilisateurs veillent au bon état des sites et structures mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

ARTICLE 6 – Dispositions administratives

La mise à disposition des sites et structures dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

Toutefois, le Sdis 76 prendra à sa charge la formation et le recyclage PSC 1 ainsi que la formation à l'utilisation des extincteurs des agents du site.

Le Sdis 76 prendra et rendra les sites et structures dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

ARTICLE 7 - Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature et sa validité est de 1 an.

Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 15 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 15 jours ou lorsque le Sdis 76 cesse d'utiliser les locaux.

Enfin, le Sdis 76 et le cocontractant conservent pour leur part la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 8 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

ARTICLE 9 - Assurance et Responsabilité

Le Sdis 76 s'engage à fournir au cocontractant une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le Sdis 76 est responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur les sites et structures.

Le Sdis 76 s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité du cocontractant en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

Les activités du Sdis 76 se feront sous l'entière responsabilité de celui-ci. Le cocontractant dégage toute responsabilité en cas de pratique libre d'activité non encadrée des membres du Sdis 76, ainsi que dans le cas d'utilisation des sites et structures non prévus par la présente convention.

En cas d'accident, la responsabilité du cocontractant ne pourra être engagée.

ARTICLE 10 - Règlement des litiges et attribution de compétence
--

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Fait à Yvetot, en deux exemplaires, le

La Présidente du syndicat mixte de la base de
loisirs et du golf de Jumièges,

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime,

Madame Chantal COTTEREAU

N°DBCA-2022-081

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODE DE GARDE EN HORAIRE ATYPIQUE

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Intégrer la qualité de vie en service et le développement durable dans le fonctionnement du SDIS</i>	<i>Permettre l'épanouissement professionnel</i>

*

* *

Vu :

- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- la délibération n° DBCA-2021-049 du 03 juin 2021 portant mode de garde en horaires atypiques.

*

* *

La mutualité Bretagne Santé Services a développé une offre de service pour répondre aux besoins de mode de garde des parents ayant des horaires atypiques, l'offre de service **MAMHIQUE (Modes d'Accueil Mutualisés en Horaires atypiques)**. Cette offre de service est novatrice et unique en France.

La situation atypique se définit par des horaires de travail tôt le matin, tard le soir, des nuits entières ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Ces horaires peuvent être réguliers ou occasionnels (déplacement professionnels, formation, astreintes...)

Cette offre s'adresse aux couples en horaires atypiques, ou le parent seul, dont l'enfant ou les enfants ont moins de 13 ans.

Cette offre se compose :

1- D'une offre de service assurant :

- ✓ Une étude et une évaluation des besoins d'accueil spécifiques des parents
- ✓ Une évaluation financière du coût du mode de garde
- ✓ Une aide à la recherche des professionnels pouvant répondre à problématique de la garde (assistante maternelle, intervenant au domicile familial...)
- ✓ Une aide à l'élaboration des salaires et à la déclaration sur le site Pajemploi
- ✓ D'aider à l'élaboration du salaire tenant compte, si c'est le cas, des congés payés, congés sans solde, arrêts maladie,
- ✓ D'assurer un soutien à la relation parent employeur / salarié
- ✓ D'assurer un soutien à la parentalité et à la pratique professionnelle des Assistants maternels et Gardes à domicile
- ✓ L'accompagnement relatif à tout changement dans le mode de garde ou la situation de la famille

2- Le calcul et le versement d'une aide financière aux familles pour le compte du Sdis 76 dénommée Indemnités Compensatrices en Horaires Atypiques (ICHA).

*

* *

Par délibération n° DBCA-2021-049, le Sdis 76 a expérimenté ce service depuis septembre 2021 avec la possibilité d'une montée en charge progressive.

Une majorité des agents du Sdis 76 sont en situation d'horaires atypiques de travail (24h/48h ; 12h ; longs trajets domicile/travail...). Ces horaires particuliers peuvent entraîner des difficultés de conciliation vie personnelle/vie professionnelle, notamment lorsque le conjoint est également en horaires atypiques ou pour des familles monoparentales.

En 2021, le Sdis76 comptait 203 agents dans cette situation, dont 17 familles monoparentales avec des enfants de moins de 13 ans.

Sur le département de la Seine-Maritime, les accueils proposés (crèches, assistantes maternelles, garderies scolaires...) ne sont pas adaptés à ces horaires. Quand ils le sont (exemple de la crèche du CHU Charles Nicolle), les places sont restreintes et à destination d'un public ciblé (les salariés du CHU).

Il est donc très difficile pour des parents de trouver des modes de garde adaptés aux horaires atypiques, malgré les tentatives du Service de trouver une affectation qui permette aux parents d'être moins contraints par leurs horaires (garde en 12h, poste en SHR...).

La mise en place de ce dispositif présente différents avantages, à savoir :

- Fidélisation des agents en favorisant la conciliation vie personnelle/vie professionnelle
- Argument de recrutement
- Amélioration de l'égalité homme/femme en permettant aux agents de garde, en situation de séparation, d'accéder plus facilement à une garde alternée par décision de justice.
- Prise en compte de l'évolution sociétale du Sdis concernant l'augmentation des couples de SPP
- Renforcement de l'adaptabilité du service dans l'accompagnement de ses agents en difficultés (séparation, décès du conjoint, maladie, etc...).

*

* *

En octobre 2022, neuf familles sont entrées dans le dispositif dont trois familles sont un couple de SPP. Une famille n'a pas donné suite considérant que le coût de garde, malgré l'aide des CESU, n'était pas compatible avec son budget. Tous les agents concernés relèvent de la catégorie C. Le dispositif concerne 15 enfants dont les âges sont compris entre 1 an et 11 ans.

Pour 2022, l'offre de service était de 1 471.73 €/an/place, celle-ci est portée à 1 508.85€ pour l'année 2023. Ce montant est réactualisé chaque année. Une place équivaut à une place pour la famille, peu importe le nombre d'enfants à faire garder. Si une famille quitte une place dans l'année, une autre famille peut en bénéficier sans coût supplémentaire.

L'aide financière, dite Indemnité Compensatrice des Horaires Atypiques (ICHA) correspond en l'achat de Chèques Emploi Service Universel (CESU). Son montant est variable en fonction d'un quotient familial qui tient compte du revenu fiscal de référence, de la composition de la famille, du nombre d'heures de garde, des aides déjà attribuées par la CAF, etc... Lors de la contractualisation, le montant maximal était de 1 830 €/an et par famille, avec un minimum de 360 €/an. Le montant maximal a été revu au 1^{er} juillet, il est porté à 2 265 €. Le Sdis 76 n'a pas l'obligation d'atteindre ce plafond.

Actuellement le versement moyen est de 85 €/mois et par famille.

*

* *

L'offre de service MAMHIQUE correspond à un réel besoin pour nos personnels dans la recherche d'un mode de garde et dans l'accompagnement des parents « employeurs » d'un mode de garde. Il est également dans l'intérêt du service d'aider les agents à trouver des solutions. Il participe à rendre

équitable les conditions de travail des agents en aidant ceux qui ont le plus besoin de concilier vie personnelle et vie professionnelle.

Cette offre arrive en ultime réponse lorsque le service n'est pas en mesure de trouver des solutions alternatives.

En 2021, le SDIS 76 a contractualisé avec le service MAMHIQUE pour 2 places. La montée en charge se fait doucement.

La projection sur 2022 était de 15 places. Actuellement, 9 familles sont accompagnées ou ont été orientées pour trouver des solutions de mode de garde. 10 places sont à ce jour ouvertes.

A ce stade pour 2023, il n'est pas prévu d'augmenter le nombre de places.

*

* *

Parallèlement, un projet de règlement intérieur définissant les modalités d'attribution des places a été rédigé entre le Sdis 76 et MAMHIQUE.

Ce règlement doit permettre de favoriser:

- Les familles monoparentales,
- Les parents en situation de handicap ou malades,
- Les enfants en situation de handicap ou malades chroniques,
- Les gardes de nuit, les week-ends et jours fériés car ces temps majorent la difficulté pour trouver un mode de garde,
- Le volume moyen des besoins en horaires atypiques.

Ce règlement devra être signé par les agents entrant dans le dispositif.

*

* *

Aussi, il vous est proposé, à compter du 1^{er} janvier 2023, et pour les années suivantes:

- de maintenir l'offre de service à 10 places, et au besoin, de porter l'offre à 15 places,
- de maintenir les ICHA à 1830 € maximum afin de favoriser le nombre de place et par conséquent le nombre d'agents bénéficiaires,
- d'approuver les termes du règlement intérieur joint en annexe.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,

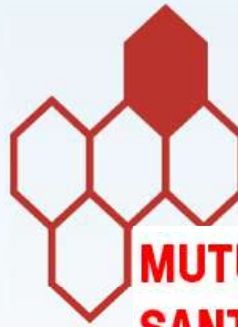


André GAUTIER

Règlement intérieur des modalités d'attribution des places Mamhique



SDIS76



**MUTUALITÉ BRETAGNE
SANTÉ SERVICES**

petite enfance

Mamhique

projet



ACCUEILLIR • ACCOMPAGNER • CONCILIER

Le service Mamhique, mis en œuvre par Mutualité Bretagne Santé Services, permet de répondre à des besoins spécifiques d'accueil des enfants de moins de 13 ans, pour les familles monoparentales ou dont les deux parents travaillent en situation atypique (horaires décalés, travail posté, nuits, week-end, jours fériés...).

Le SDIS 76 a souscrit au dispositif Mamhique afin de proposer à ses agents une solution d'**accueil complémentaire** aux offres d'accueil classiques lorsque celles-ci ne sont pas ou plus adaptées. Il s'agit ainsi, pour les parents-agents, de disposer, selon leurs besoins, d'une solution d'accueil :

- Jusqu'aux 12 ans révolus du plus jeune enfant,
- Tôt le matin,
- Tard le soir,
- Les nuits entières,
- Le samedi,
- Le dimanche,
- Les jours fériés,
- Pour toute situation où, pour des raisons professionnelles, les parents n'ont pas accès à un mode d'accueil standard adapté.

Les parents-agents bénéficient d'une aide financière dite « indemnité compensatrice des horaires atypiques » (ICHA) calculée en fonction d'un quotient familial (voir « g »).

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser les modalités d'occupation des places Mamhique conclues entre le SDIS 76 et Mutualité Bretagne Santé Services et d'en recueillir l'adhésion auprès des parents bénéficiaires du dispositif.

Il s'agit notamment :

- Des critères d'attribution des places
- Des modalités de mise en application de ces critères
- De la considération des demandes d'accueil urgent
- Du délai de réponse des parents suite à la proposition d'une place d'accueil
- Du lien entre l'attribution de la place Mamhique et la position statutaire du parent-agent
- Du changement de situation des parents

1. Les critères d'attribution des places aux familles

Le SDIS 76 a défini les critères d'attributions des places aux familles suivants :

- a) La situation familiale (monoparentalité ou pas)
- b) Les horaires atypiques d'accueil (tôt le matin, tard le soir, le samedi, le dimanche et/ou les jours fériés, la nuit)
- c) L'âge des enfants
- d) Le volume d'heures de garde
- e) La situation de handicap ou maladie chronique d'un des parents
- f) La situation de handicap ou maladie chronique d'un des enfants
- g) Le quotient Marnhique

Ces critères font l'objet d'une attribution de points.

a) Situation familiale

Situation familiale		
Critère	Famille en couple	Famille monoparentale
Nombre de points	0	8

Cette cotation tient compte du fait que la monoparentalité complique l'organisation de la garde des enfants et impacte le coût de garde.

b) Horaires atypiques d'accueil

Horaires d'accueil					
Critères	Accueil tôt le matin	Accueil tard le soir	Accueil le samedi	Accueil le dimanche et /ou les jours fériés	Accueil la nuit
Nombre de points	0,5	0,5	1	1	4

c) Age des enfants

Critères	Age des enfants		
	Moins de 3 ans	Entre 3 et 6 ans	+ de 6 ans
Nombre de points par enfant	0	1	2

Cette cotation tient compte de l'arrêt des aides de la CAF aux 6 ans des enfants.

d) Volume mensuel moyen des besoins d'accueil en horaires atypiques

Critères	Volume mensuel moyen des besoins d'accueil en horaires atypiques		
	Inférieur ou égal à 20 heures atypiques d'accueil par mois	De 21 à 80 heures atypiques d'accueil par mois	Supérieur ou égal à 81 heures atypiques d'accueil par mois
Nombre de points	4	6	8

e) Handicap/maladie chronique d'un des deux parents

- 2 points sont attribués en cas d'handicap ou maladie d'un des deux parents, sur justificatif de l'attestation MDPH ou certificat médical. Cette situation est prise en compte si elle impacte la solution, le volume et/ou le coût de garde. Dans ce cas, une évaluation individuelle de la situation est effectuée conjointement par l'Assistante Sociale du personnel et l'Animatrice Mamhique.

f) Handicap/maladie chronique d'un des enfants

- 10 points sont attribués en cas d'handicap ou maladie d'un des enfants, justifié par un certificat médical ou attestation MDPH.

g) Quotient Mamhique

Le quotient Mamhique s'établit à partir du revenu fiscal de référence divisé par :

- La composition de la famille : nombre d'adultes, nombre d'enfants au foyer (cf. avis d'imposition n-1)
- L'ajout de parts supplémentaires par le service Mamhique, si :
 - o Situation de monoparentalité,
 - o Recours à une garde d'enfant à domicile,

- Non droit ou baisse du CMG (aide versée par la CAF),
- Toute situation permanente engendrant un surcoût de l'accueil, non prise en compte par les situations précédentes (ex. : enfant ou l'un des parents en situation de handicap ou atteint d'une affection de santé de longue durée).

Nous obtenons les tranches de quotients suivantes auxquelles sont attribuées un nombre de points :

Quotient Mamhique	Nombre de points attribués
Inférieur à 7 000 €	1,5
De 7 001 € à 11 500 €	1
De 11 501 € à 15 000 €	0,5
15 001 € et plus	0

2. La mise en application de ces critères

Les familles s'inscrivent auprès l'Assistante Sociale du personnel. Elle est joignable au 02.35.56.31.19 ou au 06.72.27.30.82, ou par mail à sophie.ibba@sdis76.fr.

Les places d'accueil Mamhique sont attribuées aux familles :

- Obtenant le plus de points,
- En fonction d'éléments nécessitant échange et évaluation des situations, lors d'une commission d'attribution composée de l'Assistante Sociale du personnel et de l'Animatrice Mamhique,
- En cas d'égalité de points, la place est attribuée à la famille ayant le plus petit quotient Mamhique,

En cas de liste d'attente, les places peuvent être redistribuées en fonction de l'application de ces critères.

Des familles sont ainsi susceptibles de quitter le dispositif.

En cas d'égalité de points parmi les familles identifiées comme sortantes, la famille ayant le plus petit quotient Mamhique conserve sa place.

Cette sortie du dispositif a pour conséquence l'arrêt des ICHA. Le contrat de travail signé entre les parents et l'assistante maternelle ou la garde à domicile pourra toutefois être maintenu.

Mamhique proposera d'accompagner les familles concernées par une sortie du dispositif, si elles le souhaitent et évaluera l'impact de la sortie du dispositif, notamment au regard de l'organisation et de l'aspect financier. Mamhique en informera ses interlocuteurs du SDIS 76, pour échange et évaluation.

La sortie du dispositif des familles concernées sera réalisée dans un délai de 6 mois maximum.

Les familles bénéficiaires du dispositif depuis moins de 2 ans ne sont pas concernées par une sortie de celui-ci, sur ce motif.

3. Considération des demandes d'accueil urgent quand toutes les places d'accueil sont pourvues

Si une famille relève d'une situation spécifique d'accueil prioritaire et urgent (date de démarrage d'accueil dans un délai de 2 mois), Mamhique intégrera cette famille en surnombre, dans l'attente de la sortie de la famille qui n'est plus prioritaire. Ceci sans surfacturation du coût du service à l'égard du SDIS 76. Les Indemnités Compensatrices en Horaires Atypiques (ICHA), financées par le SDIS 76, pour aider les parents à financer une partie de leur mode d'accueil, seront quant à elles assurées pour ces 2 familles, jusqu'à sortie du dispositif de la première famille.

4. Délai de réponse des parents après proposition de place d'accueil

Les parents qui se voient proposer une place d'accueil Mamhique disposent d'un délai de 2 semaines pour faire part au service s'ils prennent ou non la place. Passé ce délai de 2 semaines, la place est attribuée à une autre famille.

Une fois la place attribuée et la professionnelle trouvée, les parents s'engagent à respecter la date prévue d'accueil.

Dans le cas contraire, la famille perd le bénéfice de l'attribution de la place. Si la famille maintient sa demande, le dossier repassera en commission.

5. Le lien entre l'attribution de la place Mamhique et la position statutaire du parent agent

L'offre de service Mamhique au parent-agent est assujettie à la position statutaire effective liant ce parent-agent au SDIS 76. Le parent agent doit être en position d'activité. Il sortira immédiatement du dispositif en cas de disponibilité (à l'exception de la disponibilité d'office pour raison de santé), de détachement, de mise à disposition, de mutation ou de radiation des cadres quel que soit le motif. L'agent parent contractuel doit être également en position d'activité.

6. Changement de situation

Dès qu'il en a connaissance, le parent agent s'engage à déclarer au service Mamhique ou à l'assistante sociale du personnel tout changement dans sa situation familiale ou tout changement de sa situation de travail ou de la situation de travail de son conjoint, impactant le mode de garde des enfants (passage en SHR, chômage du conjoint, etc...).

Acceptation du règlement intérieur des modalités d'attribution de places Mamhique
pour le SDIS 76

Coupon à signer par le parent bénéficiaire de Mamhique et à retourner à l'animatrice au moment de l'entrée dans le dispositif.

Je soussigné(e)

Madame [Nom, Prénom].....,

Et /ou Monsieur [Nom, Prénom].....,

Bénéficiaire du service Mamhique, déclare avoir pris connaissance des modalités d'occupation des places Mamhique pour le SDIS 76, précisées dans le présent règlement et les accepter sans réserve.

Je certifie travailler, mon conjoint (ma conjointe) et moi, en situation atypique nécessitant un accueil via le service Mamhique.

Je m'engage également, à signaler tout changement de ma situation à l'égard de ces modalités au service Mamhique.

Un point sera fait régulièrement sur votre situation, par l'Animatrice du service Mamhique.

Le [date] :

Signature du parent
précédée de la mention « lu et approuvé »

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONVENTION DE PRISE EN CHARGE PAR LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME DU CONTROLE DE L'APTITUDE MEDICALE A EXERCER LA FONCTION DE POMPIER POUR DES PERSONNELS EXTERIEURS AU SDIS 76

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>S'engager dans une démarche de santé, de sécurité au travail et de qualité de vie en service dynamique</i>

*

* *

Vu :

- la délibération N° 2017-CA-39.4 du 13 décembre 2017 portant autorisation au Président de signer toute convention permettant la prise en charge par le Sdis 76 du contrôle de l'aptitude médicale à exercer la fonction de pompier pour des personnels extérieurs au Sdis 76
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

La présente délibération vise à définir l'organisation générale des visites permettant le contrôle, par le service de santé et de secours médical du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), de l'aptitude médicale à exercer la fonction de pompier pour des personnels extérieurs au Sdis 76.

Ces agents bénéficient des visites suivantes :

- les visites initiales,
- les visites de maintien,
- les visites de reprise.

En contrepartie, le cocontractant s'engage à rémunérer le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sur la base d'un tarif par visite médicale, associé ou non à une visite paramédicale.

Ainsi, il est proposé de bien vouloir :

- autoriser le Président à signer de telles conventions permettant de confier au groupement service de santé et de secours médical (SSSM) du Sdis 76 la prise en charge du contrôle de l'aptitude médicale à exercer la fonction de pompier pour des personnels extérieurs au Sdis 76 sur la base du modèle de convention annexé,
- fixer le tarif de cette prestation à 115 € par visite médicale pour l'année 2023.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

**CONVENTION DE PRISE EN CHARGE PAR LE SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME DU CONTROLE DE
L'APTITUDE MEDICALE DES AGENTS DU SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE
L'AEROPORT ROUEN VALLEE DE SEINE A EXERCER LA FONCTION DE POMPIER
D'AERODROME**

Entre :

LE SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'AEROPORT ROUEN VALLEE DE SEINE dont le siège est 14 B, avenue Pasteur House Norwich - 76000 ROUEN

Représentée par Monsieur Sileymane SOW en exercice, agissant en qualité de Président

d'une part,

ET

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX.

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de la présente convention :

L'ensemble des salariés de l'aéroport Rouen Vallée de Seine bénéficie d'un suivi individuel de leur état de santé assuré par un médecin du travail

En plus de ce suivi, les agents ayant la fonction de pompier d'aéroport affecté au service de secours et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA) justifient d'un suivi spécifique commun à celui des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

L'arrêté du 18 janvier 2007 relatif aux normes techniques applicables au SSLIA ouvre la possibilité réglementaire de faire réaliser les visites médicales des pompiers de l'aéroport Rouen Vallée de Seine par un médecin sapeur-pompier habilité à l'aptitude du service de santé et de secours médical du SDIS 76.

Le Syndicat Mixte de Gestion de l'Aéroport Rouen Vallée de Seine confie au groupement service de santé et de secours médical (SSSM) du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime la prise en charge du contrôle de l'aptitude médicale des pompiers du service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs de l'Aéroport Rouen Vallée de Seine.

Les modalités d'organisation de l'examen médical et les conditions d'aptitude médicale exigées pour la délivrance du certificat médical sont celles définies par le ministre chargé de la sécurité civile pour les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, dans le cadre des missions d'incendie et de secours à personnes

Sur la base de cet arrêté, le suivi individuel des pompiers d'aéroport s'articule autour de visites :

- « initiales », équivalentes des visites de recrutement (VRCRU) des sapeurs-pompiers ;
- de « maintien », équivalentes aux visites de maintien en activité (VMA) des SP, de fréquence annuelle ;
- de reprise d'activité opérationnelle (VRAO), pour tout arrêt supérieur à 21 jours, obligatoires pour les femmes enceintes, obligatoires sauf cas particuliers laissés à l'appréciation du médecin, pour toutes les autres causes d'arrêt.

Une visite de reprise d'activité opérationnelle peut se cumuler avec une visite de maintien en activité.

Pour toutes autres visites, les salariés doivent être adressés au médecin du travail de l'aéroport responsable de leur suivi.

ARTICLE 2 - Organisation :

Le suivi des échéances des visites médicales des agents affectés au SSLIA est de la responsabilité de l'aéroport Rouen Vallée de Seine ; le référent est Monsieur Laurent LE PORT, responsable du groupe des pompiers de l'aérodrome :

- téléphone : 02 35 79 41 18 (poste SSLIA)
- mobile : 06 20 35 54 81 (n° personnel)
- courriel : laurent.leport@rouen.aeroport.fr

Le médecin du travail responsable du suivi des agents de l'aérodrome Rouen Vallée de Seine est le Docteur Véronique AVENEL, Association Médico-Sociale de Normandie (AMSN) :

- secrétariat : 02 76 08 12 61
- courriel : v.avenel@amsn.fr

Les demandes de visites médicales se font auprès du secrétariat du service de santé et de secours médical du groupement Sud, qui en assure l'organisation selon les procédures et modalités habituelles du service de santé.

Les visites se déroulent dans le cabinet médical du groupement Sud, situé à la même adresse :

- CIS Gambetta, boulevard Gambetta, 76000 Rouen,
- téléphone : 02 35 52 33 27 (secrétariat)

- courriel : sssmsud@sdis76.fr

Les VRCRU et les VMA associent dans un même temps une visite paramédicale et une visite médicale ; les VRAO correspondent en général à une consultation médicale unique.

Les visites médicales sont réalisées par des médecins sapeur-pompier (MSP) habilités à l'aptitude.

Les visites paramédicales sont réalisées par des infirmiers sapeur-pompier (ISP) du service de santé et de secours médical validés pour l'aptitude.

ARTICLE 3 - Gestion de l'information médicale

Les dossiers médicaux des agents concernés sont dématérialisés.

La saisie de l'information médicale dans le dossier médical informatisé de santé au travail (DMIST) du SSSM du SDIS 76 obéit aux règles habituelles.

Lors de la création du dossier dans la base de données Antibia, pour qu'il n'y ait aucune interférence avec les agents du SDIS 76, les éléments suivants doivent être appliqués par l'assistante, l'ISP ou le MSP :

- le « CIS » de rattachement est « ENTREPRISES EXTERNES » ;
- « Aéroport Rouen Vallée de Seine » est inscrit au niveau de la zone « adresse ».

Les informations saisies dans le DMIST sont couvertes par le secret médical.

La durée de conservation des dossiers médicaux est équivalente à celle des SP du SDIS 76 (30 ans).

ARTICLE 4 - Contenu des visites :

Le contenu des visites médicales proposées aux pompiers d'aérodrome est identique aux visites médicales correspondantes des SP du SDIS 76 et renvoie aux modes opératoires correspondants ; quelques différences existent, concernant les demandes d'examens spécialisés complémentaires et le certificat médical d'aptitude.

4.1 – Visites de recrutement (VRCRU) et visites de maintien en activité (VMA)

Elles associent visites paramédicale et médicale :

- la visite paramédicale comprend de manière habituelle les examens suivants :
 - biométrie (taille, poids, périmètre abdominal, PA et fréquence cardiaque)
 - audiométrie tonale
 - fonction visuelle
 - exploration fonctionnelle respiratoire
 - électrocardiogramme de repos
 - bandelette urinaire (avec dépistage de cannabis pour les visites de recrutement)
- la visite médicale comprend de manière habituelle les éléments suivants :
 - un interrogatoire avec recherche ou mise à jour des :

- antécédents médicaux personnels appréciant particulièrement les facteurs de risques, respiratoires, cardio-vasculaires, musculo-squelettiques et psychologiques
- antécédents médicaux personnels en lien avec un AT, une MP ou une maladie à caractère professionnel (taux d'IPP)
- antécédents médicaux personnels d'allergies
- antécédents familiaux présentant un intérêt dans le cadre du suivi de la santé de l'agent
- conduites addictives (tabac, alcool, autres substances)
- traitements en cours,
- un contrôle du statut vaccinal en lien avec les vaccinations obligatoires chez les SP
- un examen clinique général
- l'analyse des examens paramédicaux réalisés par l'ISP
- l'analyse des examens complémentaires spécialisés :
 - à fournir par le candidat au recrutement (cf. document des examens à fournir lors d'un recrutement de sapeur-pompier volontaire ou professionnel) :
 - ☞ biologie sanguine
 - ☞ sérologie d'hépatite B
 - ☞ radio pulmonaire de face
 - demandés par le MSP (ces examens sont demandés via le médecin du travail de l'aérodrome qui les prescrit puis en transmet les résultats au MSP demandeur) :
 - ☞ biologies périodiques
 - ☞ en cas de nécessité
 - avec l'accord de l'agent, des résultats d'examens peuvent être échangés entre le médecin du SDIS 76 et le médecin du travail de l'aérodrome
- une conclusion
- la détermination du profil S.I.G.Y.C.O.P.

4.2 – VRAO

La visite se limite en général à une consultation médicale unique, reprenant tout ou partie des éléments de la visite médicale précédemment décrite.

4.3 – Détermination de l'aptitude médicale

Elle s'apprécie en évaluant l'aptitude médicale :

- aux missions et fonctions :
 - ☞ incendie
 - ☞ secours routier
 - ☞ SUAP
 - ☞ opérations diverses
- à la conduite des véhicules :
 - ☞ du groupe léger
 - ☞ du groupe lourd
 - ☞ les MSP habilités à l'aptitude du SDIS 76 sont agréés par la préfecture pour le contrôle médical de l'aptitude à la conduite ; en application de l'arrêté du 18 janvier 2017 précité, ils peuvent rédiger des avis médicaux pour les SP d'aérodrome.
- aux activités physiques et sportives.

Le MSP se prononce sur l'aptitude médicale de la manière suivante :

- « APTE » ;

- « INAPTE ».

Il peut sursoir à statuer sur l'aptitude médicale dans l'attente de résultats d'examens complémentaires demandés auprès du médecin du travail de l'aéroport.

ARTICLE 5 - Edition et circulation du certificat médical d'aptitude :

Le modèle utilisé est celui de la DGAC ; les pompiers de l'aéroport arrivent en consultation munis de ce certificat, établi à leur nom ; le MSP se prononce sur l'aptitude médicale de la manière suivante :

- « APTÉ » ;
- « INAPTE ».

Après avoir été renseignée, signée et tamponnée par le médecin, une version dématérialisée du CMA est enregistrée par l'assistante, dans le DMIST.

La circulation du certificat médical obéit ensuite aux règles particulières suivantes :

- une version dématérialisée est adressée par mail :
 - ✉ au médecin du travail référent ;
 - ✉ au référent des pompiers de l'aérodrome ;
- puis, le CMA est remis à l'agent qui lui-même le remettra à son autorité d'emploi.

En cas de contestations, les agents peuvent faire appel auprès d'une commission *ad hoc* de la DGAC (à laquelle participe un médecin du service de santé et de secours médical du SDIS du domicile du demandeur, différent de celui ayant réalisé la visite médicale).

ARTICLE 6 – Suivi d'activité et facturation :

Le suivi de cette activité spécifique est assuré par l'assistante du secrétariat du service de santé et de secours médical du groupement Sud en reprenant :

- le cabinet de consultation ;
- le jour ;
- la date ;
- le MSP ;
- l'ISP ;
- le nom des agents ;
- les visites réalisées en différenciant :
 - visites initiales ;
 - visites de maintien ;
 - visites de reprise.

Le bilan est adressé chaque fois que nécessaire au secrétariat du service de santé et de secours médical de la direction pour facturation auprès de l'aéroport Rouen Vallée de Seine.

La facturation s'établit selon les règles suivantes :

- visite médicale, associée ou non à une visite paramédicale : 115 € par visite, tarif en vigueur pour l'année 2023.
- Le tarif de la convention est découpé comme suit :

Dénomination	Coût	Répartition
Charge en personnel (Médecin, Infirmier, Assistante)	52.47	45%
Coût d'amortissement des équipements (Contrat de maintenance des équipements biomédicaux, Frais de fonctionnement du cabinet, Coût d'entretien du cabinet. Consommables)	62.53	55 %

Actualisation du tarif :

Le Sdis 76 transmettra au contractant, via le recueil des actes administratifs consultable sur le site <https://www.sdis76.fr/ressources/actes-administratifs> au courant de chaque mois de janvier, le nouveau tarif.

La modalité d'actualisation des tarifs sera basée comme suit :

- pour les charges en personnel, qui représentent 45% du coût de la prestation : revalorisation au réel selon l'augmentation de l'indemnisation des sapeurs-pompiers (dernier arrêté de référence au jour de signature de la présente convention : Arrêté du 9 juin 2021 fixant le montant de l'indemnité horaire de base des sapeurs-pompiers volontaires)
- pour les charges courantes inhérentes à cette prestation, qui représentent 55 % du coût de la prestation : évolution selon le taux d'indice des prix à la consommation du mois de septembre.

L'adresse de facturation de l'aéroport Rouen Vallée de Seine sera la suivante :

Régie d'exploitation de l'aéroport Rouen Vallée de Seine
Rue Maryse BASTIE – BP87-76520 BOOS
SIRET : 257 604 819 00033
TVA : FR 462 576 04 819
CODE NAF : 5110Z

Les factures pourront être transmises de manière dématérialisée sur le portail chorus-pro sur l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> ou par mail à l'adresse : facturation@rouen.aeroport.fr.

Toute visite dont l'annulation n'a pas été effectuée 48 heures à l'avance sera facturée.

ARTICLE 7- Entrée en vigueur, renouvellement et fin de convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et sa validité est d'un an. Le renouvellement de la présente interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de six années

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 2 mois après la date d'envoi, le cachet de la poste faisant foi.

Si aucun des contractants ne se manifeste avant l'échéance, la convention prend fin naturellement au lendemain de la date d'échéance.

ARTICLE 8 - Droit applicable et juridiction compétente

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Fait en deux exemplaires originaux, le

Pour le Syndicat Mixte de gestion de
L'Aéroport Rouen Vallée de Seine,
Le Président du Syndicat Mixte de gestion,

Sileymane SOW

Pour le Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,
Le Président du Conseil d'administration,

André GAUTIER

N°DBCA-2022-083

Membres théoriques :

5

Membres en exercice :

5

- Membres présents :

4

- Votants :

4



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RC-2022-05 – DEMANDE DE PRISE EN CHARGE DE REPARATION

Le 06 décembre 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président

ETAIT ABSENT

- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

*

* *

Vu :

- l'article 1240 du code civil,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Le 12 novembre 2021, le CTA-CODIS reçoit un appel de mondial assistance pour une personne ne répondant pas aux appels avec demande d'ouverture de porte.

L'adresse communiquée par la société de téléalarme mentionne le nom d'une rue à Saint Martin en Campagne, l'opérateur alerte le requérant en précisant que sur la commune de Saint-Martin-en Campagne, il s'agit d'une avenue portant le nom mentionné et non d'une rue, et qui, elle est localisée sur la commune de Berneval-le-Grand, commune mitoyenne à celle de Saint-Martin-en-Campagne.

Un VTU est donc engagé sur la commune de Saint-Martin-en-Campagne au numéro de l'avenue donnée par la téléassistance.

Alors que les sapeurs-pompiers essayaient de pénétrer dans le logement, après avoir cassé le volet, pour effectuer une levée de doute, un des voisins est intervenu pour informer les sapeurs-pompiers qu'ils n'étaient pas à la bonne adresse.

Dans son compte-rendu d'intervention, le chef d'agrès indique que contrairement aux indications données par la téléassistance, les sapeurs-pompiers devaient intervenir au 40 et non au 16.

Le 06 mai 2022, l'assureur de la maison fracturée à tort demande au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) le remboursement de la franchise.

Le Sdis 76 a opposé un refus arguant que le volet a été cassé conformément aux instructions du requérant, qu'il n'y a donc pas de faute de la part du Service, sa responsabilité ne pouvant donc pas être engagée.

Le 22 juin 2022, le propriétaire de la maison conteste la réponse faite à son assureur et précisant que depuis quelques mois, le numéro de l'adresse de la victime a été modifié, ce n'est plus le 16 mais le 40.

Le 19 août 2022 nouvelle décision de refus du Service au même motif que les précédents courriers.

Le 28 septembre 2022, le propriétaire de la maison a déposé une requête auprès du TA de Rouen et produit une facture téléphonique de la victime où le numéro de téléphone et l'adresse sont ceux transmis par le requérant lors de l'appel. Il demande le remboursement de 147,14€ correspondant à 125€ de franchise et 22.14€ pour ses frais engagés dans le cadre du contentieux.

Après de nouvelles recherches, il apparaît que la rue située à Berneval-le-Grand est dans le prolongement de l'avenue du même nom sis à Saint-Martin-en-Campagne.

Le numéro de maison de la victime ayant changé (de 16 à 40), les sapeurs-pompiers ont cherché le 16 et se sont arrêtés au 16 sur la commune de Berneval-le-Grand.

Bien qu'un comportement fautif puisse être reproché au requérant, les sapeurs-pompiers ont également commis une faute en se déportant sur la commune de Berneval-le-Grand depuis la commune de Saint-Martin-en-Campagne.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est assuré en responsabilité civile auprès de la Société hospitalière d'assurances mutuelles (SHAM) avec un montant de franchise de 1000 €.

- Aussi, au regard du montant réclamé, et du temps agent nécessaire pour défendre au contentieux un tel dossier, il vous est proposé de bien vouloir prendre en charge la somme de 147.12€ et par conséquent de mettre fin au contentieux.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR : CREATION D'UN CENTRE DE SURVEILLANCE
DES BAINADES ET ACTIVITES NAUTIQUES (SBAN) ET INDEMNISATION DES PERSONNELS
ENCADRANT DU CENTRE SBAN**

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	<i>Permettre l'épanouissement professionnel</i>

*

* *

Vu :

- *le code général de la fonction publique,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *la délibération du Bureau du conseil d'administration n°2022-BCA-049 du 25 juillet 2022 portant indemnisation des sapeurs-pompiers volontaires pour la saison de surveillance baignades et activités nautiques au titre de l'année 2022.*

*

* *

Ce rapport s'inscrit dans la suite des rapports relatifs aux engagements différenciés.

Pour rappel, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) assure la surveillance des plages en Seine-Maritime au travers de 23 postes de secours.

Chaque année, le Sdis 76 est confronté à des difficultés pour recruter, former et planifier les ressources en surveillants de plage.

De plus, pour répondre aux nouvelles sollicitations des collectivités pour assurer cette prestation, au souhait du Conseil départemental de développer l'attractivité touristique des communes du littoral et anticiper l'accroissement de l'affluence des plages lié au réchauffement climatique, il est nécessaire de développer la ressource de surveillants de plage.

A ce titre, il convient de faire évoluer l'organisation du dispositif pour permettre et garantir l'ouverture des postes conformément aux conventions.

Ainsi, il est proposé la création d'un Centre SBAN (Surveillance des Baignades et des Activités Nautiques) dont l'objectif est d'assurer l'accompagnement et la gestion des surveillants de plages en continu au sein du Sdis. Cela permettra également, de renforcer le sentiment d'appartenance au Sdis 76, fidéliser les agents et susciter des vocations.

Les sapeurs-pompiers volontaires recrutés en tant que sapeurs-pompiers volontaires en engagement différencié SUAP et SBAN sont affectés à ce centre.

L'organigramme type du Centre SBAN est joint en annexe. Les agents affectés au Centre SBAN seront à dominante volontaire.

Le Centre SBAN est rattaché au groupement Opérations et les dossiers relatifs à ce centre pourront être présentés lors des comités de groupements territoriaux afin de fluidifier les recrutements et planifier les sessions de formation de manière homogène.

Afin de permettre l'indemnisation de la chefferie de centre et de l'encadrement, le 3 du VI de l'annexe 13 du Règlement intérieur est modifiée comme suit :

3-Encadrement et activités

3-1-Indemnités d'encadrement

Une indemnité annuelle calculée sur la base de l'article III.1 de l'annexe 13 du Règlement intérieur sera versée :

- au chef de centre,
- à l'adjoint au chef de centre,
- aux référents de centre (qualité d'officier ou sous-officier de centre),
- aux chefs de secteur (qualité d'officier ou sous-officier de centre).

3-2-Indemnités d'activités

Le montant sera calculé sur la base de l'article III.1 ainsi que sur la base de l'article IV.1 "fonctionnement du Cis" de l'annexe 13 du Règlement intérieur. Les sapeurs-pompiers volontaires seront indemnisés sur la base du déclaratif du chef de centre SBAN en fonction de leur activité.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATION DES COMPETENCES DES COMITES DE GROUPEMENT

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

Vu :

- le code de la sécurité intérieure,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2016-CA-11 du 29 avril 2016 portant création des comités de groupement de sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté n° 2016/GAP-1951 modifié du 30 mai 2016 portant création des comités de groupement,
- l'arrêté du 15 juillet 2022 portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires,
- le Règlement intérieur du CCDSPV.

*

* *

Le décret n°2022-557 du 14 avril 2022 modifiant diverses dispositions relatives aux sapeurs-pompiers a modifié les compétences du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) et des comités de groupement prévus respectivement aux articles R. 723-73 et R. 723-74 du code de la sécurité intérieure.

L'arrêté du 15 juillet 2022 portant organisation du Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires définit ses règles de composition et de fonctionnement, impactant de facto les compétences des comités inter-centres dits comités de groupement. Ces derniers ont été créés par la délibération n° 2016-CA-11 du 29 avril 2016 et l'arrêté n° 2016/GAP-1951 modifié du 30 mai 2016.

Ces modifications réglementaires et les évolutions organisationnelles du Service (création du centre Surveillance des Baignades et des Activités Nautiques – centre SBAN) impliquent de revoir la composition et les compétences dévolues à ces comités de groupement définies dans le Règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours.

Il convient donc de modifier le Règlement intérieur pour intégrer ces nouvelles dispositions.

TITRE 6 : DISPOSITIONS PROPRES AUX SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Chapitre 4 : Comité de groupement :

Article 6400-1

En application de l'article R.723-74 du code de la sécurité intérieure, il est créé dans chaque groupement territorial un comité inter-centres dit comité de groupement.

Le comité est consulté pour avis sur les propositions d'engagement de sapeurs-pompiers volontaires, ~~les propositions d'avancement de grade, les propositions de refus de renouvellement d'engagement et les propositions de validation de l'expérience.~~ Un arrêté du Président du Conseil d'administration crée ces comités et fixe leur composition.

Article 6400-2

Les comités de groupement sont composés comme suit :

- un élu siégeant au Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires, représentant l'administration, président du comité,
- le chef de groupement territorial, suppléé, le cas échéant, par son adjoint,
- un sapeur-pompier volontaire siégeant au CCDSPV,
- un chef de centre mixte,
- un chef de centre volontaire,
- un adjoint au chef de centre volontaire,
- un membre du SSSM,
- un représentant du groupement territorial, sans voix délibérative, chargé du secrétariat.

Pour les recrutements du centre SBAN (Surveillance des Baignades et des Activités Nautiques), chaque comité de groupement territorial pourra être compétent et le chef de groupement Opérations ou son adjoint sera membre de droit.

A l'exception du chef de groupement et de son suppléant, membre de droit, le Président du Conseil d'administration du Sdis désigne les membres titulaires et suppléants qui composent le comité.

Les représentants sapeurs-pompiers volontaires sont désignés après tirage au sort parmi les candidatures reçues.

Les maires des communes ou leur représentant, relevant des Centres d'incendie et de secours dont les dossiers sont évoqués lors du comité, sont invités aux réunions des comités (R723-74 du code de la sécurité intérieure). Ils n'ont pas voix délibérative.

*

* *

Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est réuni le 17 novembre 2022 et les membres ont rendu un avis favorable à l'unanimité.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CURSUS DE FORMATION DANS LE CADRE DE LA SURVEILLANCE DES BAINNADES ET DES
ACTIVITES NAUTIQUES**

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code de la sécurité intérieure,*
- *le code de l'éducation,*
- *le code du travail.*

*

* *

Dans le cadre de la surveillance des baignades et des activités nautiques, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) prend en charge les frais liés au cursus de formation au brevet national de sauvetage et de sécurité aquatique (BNSSA) et au stage spécifique en milieu naturel. Le coût de la formation s'élève à ce jour en fonction du taux de vacation horaire d'un sapeur de sapeurs-pompiers volontaires à 1 017,68 € par personne.

La délibération n° 2016-BCA-20 prévoit que : « *les frais engagés par le Sdis 76 à l'occasion du BNSSA sont remboursés par le bénéficiaire, si après l'obtention du diplôme, celui-ci ne sert pas dans le corps départemental des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime au moins 3 années consécutives, en qualité de sapeur-pompier volontaire ou au moins 3 saisons consécutives, en qualité de sapeur-pompier volontaire saisonnier, à raison d'un minimum de 8 jours de surveillance par saison. En cas de défaillance, un titre de recette sera émis. Le titulaire du BNSSA sera débiteur d'un montant calculé au prorata du nombre d'années non effectuées sur la base du coût de formation majoré de 35 € de frais administratifs* ».

Il est proposé les modifications suivantes :

« *Les frais engagés par le Sdis 76 à l'occasion du cursus de formation dans le cadre de la surveillance des baignades et des activités nautiques sont remboursés par le bénéficiaire, si après l'obtention de ces formations, celui-ci ne sert pas dans le corps départemental des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime au moins 20 jours de surveillance la première année. En cas de défaillance, un titre de recette sera émis. Le titulaire de ces formations sera débiteur d'un montant calculé au prorata du nombre de surveillances non effectuées sur la base du coût de la formation majoré des frais administratifs selon la tarification en vigueur* ».

La délibération n° 2016-BCA-20 du Bureau du conseil d'administration du 03 mars 2016 est abrogée et remplacée par la présente délibération.

*

* *

Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est réuni le 17 novembre 2022 et les membres ont rendu un avis favorable à l'unanimité.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ACTUALISATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Moderniser et valoriser le patrimoine	Optimiser la gestion financière du patrimoine

*

* *

Vu :

- le Code Général des Collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61, version en vigueur au 1^{er} janvier 2018,
- la délibération n°1 du 11 février 2004 du Conseil d'administration portant sur la mise en œuvre de la M61,
- la délibération n°2011-CA-41 du 15 décembre 2011 du Conseil d'administration portant les durées d'amortissement,
- la délibération n°2015-CA-54 du 17 décembre 2015 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°2016-CA-54 du 14 décembre 2016 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°2017-CA-35 du 15 décembre 2017 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°2018-CA-35 du 13 décembre 2018 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°DCA-2019-050 du 05 décembre 2019 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement,
- la délibération n°DCA-2021-042 du 02 décembre 2021 du Conseil d'administration portant l'actualisation des durées d'amortissement.

*

* *

Les Services départementaux d'incendie et de secours sont soumis à l'obligation d'amortir les biens immobilisés acquis depuis le 1^{er} janvier 2004, qu'ils soient corporels ou incorporels. L'objectif poursuivi est d'améliorer la sincérité des comptes par la constatation comptable de l'amoindrissement de la valeur de chacun des éléments intégrés à l'actif de l'Etablissement ; amoindrissement résultant notamment de l'usage, du temps ou encore d'un changement d'ordre technique.

La durée de vie probable du bien considéré permet de cerner au mieux cette notion de dépréciation et va donc servir d'assise dans le temps au mécanisme d'amortissement qui sera initié à partir de l'exercice suivant la mise en service dudit bien.

Les durées d'amortissement doivent être fixées par le Conseil d'administration.

Des évolutions d'ordre technique, tant dans l'utilisation de certains matériels qu'en termes d'acquisition, rendent nécessaires l'actualisation de certaines durées d'amortissement.

Le tableau constitutif de l'annexe 1 présente les différentes durées d'amortissement proposées pour l'ensemble des catégories représentatives de biens susceptibles d'être acquis par le Service.

Ces durées d'amortissement proposées s'appliqueront aux acquisitions effectuées à compter du 1^{er} janvier 2022¹, se substituant donc aux dispositions des délibérations prises antérieurement.

Il en va de même de l'application des principes suivants prévus par l'instruction M61 :

- l'application du mode d'amortissement linéaire (répartition égale de la dépréciation sur la durée de vie du bien),
- la fixation à 500 € TTC, du seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations s'amortissent en 1 an, sauf si les achats constituent un ensemble homogène acquis par lot,
- la sortie de l'actif, des biens de faible valeur amortis sur 1 an, au 31 décembre de l'année suivant leur acquisition,
- la sortie de l'actif des biens acquis par lot, dont la valeur unitaire est différente, selon la méthode du coût moyen pondéré.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

¹ Et donc un impact sur le montant de la dotation aux amortissements 2023.

Immobilisations incorporelles - Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Frais d'études (non suivies de réalisation)		5 ans	5 ans
Frais de recherche et de développement (en cas de réussite du projet)		5 ans	5 ans
Frais d'insertion (en cas d'échec du projet)		5 ans	5 ans
Logiciels	Logiciels bureautiques	3 ans	3 ans
	Prologiciels métiers	10 ans	10 ans
	Système d'alerte	12 ans	12 ans
Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Matériel de transmission et de téléphonie	Récepteurs d'ordres (Récepteur Individuel d'Appel Sélectif, Transmetteur Individuel d'Appel Sélectif)	5 ans	5 ans
	Terminaux de téléphonies (téléphones IP, Numériques et DECT complexes)	8 ans	8 ans
	Terminaux de radio (portatifs, mobiles, bases)	8 ans	8 ans
	Infrastructures (autocommutateurs)	10 ans	10 ans
	Matériels USSH (balises GPS, VHF portatives, casques de transmission)	8 ans	8 ans
	Autres matériels de transmissions	8 ans	8 ans
	Smartphones	2 ans	2 ans
	Equipements véhicule satellitaire	6 ans	6 ans
	Autres matériels de téléphonie	8 ans	8 ans
Matériel bureautique	PC fixes	5 ans	5 ans
	PC portables	3 ans	3 ans
	Tablettes	3 ans	3 ans
	Ecrans	5 ans	5 ans
	Fax	3 ans	3 ans
	Imprimantes	1 an	1 an
	Imprimantes externes avec fonctionnalités spécifiques (ECG...)	3 ans	3 ans
Matériel informatique	Serveurs	6 ans	6 ans
	Matériel réseau	4 ans	4 ans
	Copieurs	5 ans	5 ans
Moyens élévateurs automobiles	Bras Elévateurs Aériens (BEA)	20 ans	20 ans
	Echelles Pivotantes Séquentielles (EPS)	20 ans	20 ans
Véhicules sanitaires	Véhicules de Secours Aux Victimes (VSAV)	10 ans	10 ans
	Véhicules de Soutien Sanitaire (VSS) / SSO	20 ans	20 ans
Engins pompes et de secours routiers	Camions Citernes Forestiers Moyens (CCFM) / Camions Citernes Industriels (CCI et CCGC)	25 ans	25 ans
	Camions Citernes Ruraux (CCR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Légers (FPTL) / Véhicules Première Intervention (VPI)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne (FPT)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Grande Puissance (FPTGP)	20 ans	20 ans
	Fourgons Pompe Tonne Secours Routiers (FPTSR)	20 ans	20 ans
	Fourgons Mousse Grande Puissance (FMOGP)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Secours Routier Moyen (VSRM)	20 ans	20 ans
	Dévidoirs Automobiles (DA)	25 ans	25 ans
Engins de balisage et opérations diverses	Véhicules de Balisage et Signalisation (VBS)	20 ans	20 ans
	Véhicule Ateliers (VARI)	10 ans	10 ans
	Véhicules Tous Usages (VTU) / Véhicules Tous Usages option Balisage et Signalisation (VTU-BS) / Véhicules LOGistiques (VLOG)	20 ans	20 ans
	Véhicules de Maintenance (VMA)	10 ans	10 ans
	Véhicules Légers (VL)	10 ans	8 ans
Véhicules de liaison, de reconnaissance et de transport	Véhicules légers (VL) électriques	10 ans	8 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance (VLR)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Groupe (VLRCG) / Véhicules Légers de Reconnaissance Chefs de Colonne (VLHRC)	12 ans	12 ans
	Véhicules Légers de Reconnaissance Tout Chemin (VLRTC)	12 ans	12 ans
	Véhicules légers Hors Route (VLHR)	25 ans	25 ans
	Véhicule de transport de personnes (VTP)	15 ans	15 ans
	Voiturette de transport de matériels	10 ans	10 ans
	Tracteur polyvalent	10 ans	10 ans
	Véhicule Groupe de Reconnaissance et Intervention en Milieu Périlleux (VGRIMP)	20 ans	20 ans
Engins spécialisés	Fourgon Risques Technologiques (FRT) / Fourgon et véhicules Risques Nucléaires Radiologiques Bactériologiques Chimiques (FNRBC - VNRBC)	20 ans	20 ans
	Véhicule de Secours Aquatique (VSAQ)	10 ans	10 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCS) site	20 ans	20 ans
	Véhicule poste de commandement (VPCC) colonne	12 ans	12 ans
	Véhicule satellitaire (châssis)	12 ans	12 ans
	Véhicule Porte-Cellules (VPCE)	25 ans	25 ans
Porte-cellules		25 ans	25 ans
Cellules spécialisées	Toutes cellules	25 ans	25 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Remorques	Moto-Pompes Remorquables (MPR) / Remorques Epuisement (REP)	20 ans	20 ans
Matériels nautiques	Bateaux de Sauvetage Léger (BSL)	10 ans	10 ans
	Bateaux pour navigation en Seine		12 ans
Equipement des véhicules	Boitiers de commande / Combinés haut parleur	10 ans	10 ans
	Roues	12 ans	12 ans
	Echelles	10 ans	10 ans
	Porte échelle	10 ans	10 ans
	Aménagement	suit la catégorie d'appartenance	suit la catégorie d'appartenance
Petit matériel de sauvetage et de lutte contre les incendies et les risques courants	Incendie	10 ans	10 ans
	Sauvetage	10 ans	10 ans
	Désincarcération	15 ans	15 ans
	Drône léger	5 ans	3 ans
	Drône moyen	5 ans	4 ans
	Drône lourd	5 ans	5 ans
	Accessoires drones léger	-	3 ans
	Accessoires drones moyen	-	4 ans
	Accessoires drones lourd	-	5 ans
	Epuisement (dont matériels d'obturation)	15 ans	15 ans
	Kit de lutte contre les frelons asiatiques	10 ans	10 ans
Petit matériel de secours à personne	Matériel biomédical	8 ans	8 ans
	Matériel d'immobilisation	4 ans	4 ans
	Bagagerie	4 ans	4 ans
	Dispositif de transport	8 ans	8 ans
Equipement de protection des personnels (hors équipes spécialisées)	Tenue de protection textile	10 ans	10 ans
	Tenue F1/ Polos / Gants	2 ans	2 ans
	Bottes d'intervention et chaussures de sécurité	7 ans	7 ans
	Chaussants non incendie	2 ans	2 ans
	Casques	15 ans	15 ans
	ARI	10 ans	10 ans
	Masques et visières de protection	1 an	1 an
	Bouteilles sous pression	15 ans	15 ans
Matériels et équipement dédiés aux équipes spécialisées	<u>Spécialité risques technologiques :</u>		
	Tenues à usage limité	5 ans	5 ans
	Tenues lourdes	10 ans	10 ans
	Appareils de détection	10 ans	10 ans
	Sondes	5 ans	5 ans
	Aspirateur de récupération des effluents et poussières	15 ans	15 ans
	Barrages flottants	10 ans	10 ans
	Ecran de protection des rayonnements	15 ans	15 ans
	Citernes souples	10 ans	10 ans
	Détecteurs gazeux	5 ans	5 ans
	Valise de détection toxique de guerre	3 ans	3 ans
	Douche de décontamination SAS	10 ans	10 ans
	Pinces à distance	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité sauvetage déblaiement :</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Vibraphones et vibrascopes	10 ans	10 ans
	Elingues textiles	7 ans	7 ans
	Elingues et câbles acier	10 ans	10 ans
	<u>Spécialité intervention à bord des navires :</u>		
	Tenues Feux de navire et sous-combinaisons	10 ans	10 ans
	Tenues de survie en mer	7 ans	7 ans
	Bottes Feux de navire	7 ans	7 ans
	<u>Spécialité aquatique :</u>		
	Combinaisons humides et semi-sèches	5 ans	5 ans
	Combinaisons étanches	7 ans	7 ans
	Instruments d'éclairage (lampes...)	5 ans	5 ans
	Gilets de sauvetage ou de stabilisation	7 ans	7 ans
	Instruments de mesure (montres, profondimètres...)	10 ans	10 ans
	Matériel de relevage (bouée de palier, parachutes...)	10 ans	10 ans
	Ceintures de lestage et plomb	10 ans	10 ans
	Détendeurs	10 ans	10 ans
	Paddle board	15 ans	15 ans
	<u>Spécialité Groupe de Reconnaissance et d'Intervention en Milieu Périlleux :</u>		
	Combinaisons	3 ans	3 ans
	Treuiis	15 ans	15 ans
	Barquettes	20 ans	20 ans
	Civière	10 ans	10 ans

Immobilisations corporelles : Famille de biens	Type de biens	Durée d'amortissement	
		actuelle	proposée
Mobilier, matériel et outillages techniques	Sièges	5 à 15 ans	5 à 15 ans
	Mobilier		
	Audiovisuel		
	Outillages		
	Autres		
Immobilier	Construction bâtiment	40 ans	40 ans
	Réhabilitation bâtiment	20 ans	20 ans
	Travaux de voirie	10 ans	10 ans
	Travaux de toiture	20 ans	20 ans
	Pylônes	15 ans	15 ans
	Installations, matériels et outillage technique attachés aux bâtiments	10 ans	10 ans
	Subventions d'équipement versées	durée d'amortissement du bien ou 30 ans	durée d'amortissement du bien ou 30 ans
Reconditionnement de véhicules	Aménagements complémentaires modifiant la catégorie d'appartenance du bien	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance - durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance	durée d'amortissement de la nouvelle catégorie d'appartenance - durée d'amortissement pratiquée sous l'empire de la précédente catégorie d'appartenance
Subventions	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs équipements	durée d'amortissement du bien ou 5 ans	durée d'amortissement du bien ou 5 ans
	Subventions reçues visant à financer un ou plusieurs biens immobiliers	durée d'amortissement du bien ou 30 ans	durée d'amortissement du bien ou 30 ans

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15



**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENT DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VOTEES

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL – représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Moderniser et valoriser le patrimoine du Sdis	Adapter le Patrimoine Optimiser la gestion financière du patrimoine

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L3312-4,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n°2 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 autorisant la gestion en AP/CP et approuvant, le règlement financier du Sdis, modifiée,
- la délibération du Conseil d'administration n°DCA-2019-003 approuvant le plan pluriannuel d'équipement (PPE) 2019-2022 du Sdis 76, modifiée,
- les différentes délibérations de création d'autorisation de programme modifiées.

*

* *

Le présent rapport vise à exposer l'ajustement des crédits de paiement (CP) des autorisations de programme (AP) votées par le Service.

Ces éléments seront intégrés dans le cadre de la décision modificative n°3, objet d'un rapport spécifique.

Les ajustements proposés retracent exclusivement les retards de livraison constatés sur le Plan Pluriannuel d'Equipement et qui ne pourront donner lieu à un décaissement sur l'exercice 2022.

Aussi, il vous est proposé de prolonger la durée de vie des AP et de relisser les crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels non opérationnels (AP 1901)

Matériels non-opérationnels du PPE	Crédits de paiement					Montant global
	2019	2020	2021	2022	2023	
Précédent vote				818 723,20 €	- €	1 855 523,00 €
Nouvelle proposition	309 309,56 €	443 750,59 €	283 739,65 €	668 723,20 €	150 000,00 €	1 855 523,00 €


Autorisation de programme relative à l'acquisition de matériels d'intervention courants (AP 1902)

Matériels d'intervention courants du PPE	Crédits de paiement					Montant global
	2019	2020	2021	2022	2023	
Précédent vote				1 154 825,48 €	- €	5 008 924,00 €
Nouvelle proposition	1 241 614,11 €	1 639 749,09 €	972 735,32 €	1 131 825,48 €	23 000,00 €	5 008 924,00 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRINCIPAL – DECISION MODIFICATIVE N°3

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Toutes	Tous	Tous

*

* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment l'article, L2313-1,
- l'instruction budgétaire et comptable M61,
- la délibération n°DCA-2021-029 portant délégations du Conseil d'administration au Président,
- la délibération n°DCA-2022-011 portant approbation du budget primitif principal pour l'exercice 2022,
- la délibération n°DCA-2022-038 portant approbation du budget supplémentaire du budget principal pour l'exercice 2022,
- la délibération n°DCA-2022-044 portant approbation de la décision modificative n°2 du budget principal pour l'exercice 2022,
- la délibération n°DCA-2022-054 approuvant l'ajustement des autorisations de programme (AP) voté à cette même séance.

*

* *

La présente Décision Modificative (DM) permet de procéder à des ajustements de crédits à hauteur des réalisations prévisionnelles et à des mouvements en rapport avec des décisions approuvées par les instances délibératives de l'établissement tant en section de fonctionnement qu'en investissement.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	- €	- €	- €
68 "Dotations amortissements et provisions"	8 416,79 €		8 416,79 €
022 "Dépenses imprévues"	- 8 416,79 €		- 8 416,79 €
Investissement			
Dépenses	- €	- €	- €
Dépenses d'équipements et de travaux	- 173 000,00 €		- 173 000,00 €
020 "dépenses imprévues"	173 000,00 €		173 000,00 €

I) Section d'investissement

La décision modificative proposée traite uniquement des ajustements de crédits de paiement en lien avec des autorisations de programme (AP) votées dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Équipement (PPE) ; objet d'un rapport dédié.

En effet, le PPE était établi sur la période 2019-2022. Cependant, des décalages de livraison nécessitent de prolonger la durée des AP pour permettre le paiement des fournisseurs à réception des matériels.

L'équilibre de la section est assuré par l'inscription de crédits en dépenses imprévues.

II) Section de fonctionnement

La règle prudentielle en matière comptable impose de constituer des provisions pour risques lorsque ceux-ci sont avérés.

Le Payeur départemental a établi une liste des titres non recouvrés pour lesquels il a demandé l'admission en non-valeur pour un montant total de 8 416,79 €.

Lors de la séance du 17 novembre dernier, le Conseil d'administration n'a pas validé la demande du Payeur départemental mettant en exergue la volonté de mettre en œuvre des critères communs.

Toutefois, les titres en question présentent un fort risque d'irrecouvrabilité.

Aussi, il vous est proposé de constituer une provision pour risques et charges de fonctionnement à hauteur du montant total de la liste proposée.

L'équilibre de la section est assuré par l'inscription de crédits en dépenses imprévues.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent ce dossier par 13 voix pour et 2 abstentions.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
SDIS de la Seine-Maritime**

Numéro SIRET : 28760001900049

POSTE COMPTABLE : SDIS76 PAR PAIERIE DEPART.76

M. 61

Décision modificative 3 (1)

BUDGET : Budget Principal (2)
Agrégé au budget principal de (3)

ANNEE 2022

(1) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal (du SDIS) ou libellé du budget annexe.

(3) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	11
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	12
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	15
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	16
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	17
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	18
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	36
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	37
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	38
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	39
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	40
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	41
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	42
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	43
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	44

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées	Sans Objet
A3 - Etat des provisions	45
A4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B4 - Etat des engagements donnés	Sans Objet
B5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B6 - Situation des autorisations de programme	46
B7 - Situation des autorisations d'engagement	Sans Objet

C - Autres éléments d'information

C1 - Etat du personnel	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	47
--------------------------	----

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
 - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
 - avec (2) les programmes listés sur l'état II-B1.2.
 - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.

IV – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	0,00	0,00	(1) 0,00	0,00
Fonctionnement	0,00	0,00	(2) 0,00	0,00

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT	B

	RESTES A REALISER			RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses	Recettes	Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II 0,00	III + IV 0,00	0,00	0,00
Investissement	I 0,00	III 0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	II 0,00	IV 0,00	0,00	0,00

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		0,00	0,00

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00

+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		0,00	0,00

TOTAL DU BUDGET (4)		0,00	0,00
---------------------	--	------	------

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A2.1

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
74	Contributions et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
Total gestion des services		0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
68	Dotations amortissements et provisions	8 416,79	
022	Dépenses imprévues	-8 416,79	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 0,00	II 0,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES :	0,00
(Recettes réelles – Dépenses réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 :	0,00
---	-------------

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V 0,00	VI 0,00
---	---------------	----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V 0,00	II+IV+VI 0,00
----------------------------	---------------------	----------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER-SECTION D'INVESTISSEMENT	A2.2

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)**OPERATIONS REELLES**

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) -17 000,00	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) -156 000,00	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 0,00	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	173 000,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 0,00	II 0,00

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT :	0,00
(Dépenses réelles – Recettes réelles)	

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040	0,00
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)	

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 0,00	VI 0,00
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 0,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 0,00	II + IV + VI + VII 0,00
----------------------------	-------------------------	--------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-DEPENSES	B1

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	8 416,79	0,00	8 416,79
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	-8 416,79		-8 416,79
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement –Total		0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement	-173 000,00		-173 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	173 000,00		173 000,00
Dépenses d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE-RECETTES	B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement –Total		0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)	0,00
--	-------------

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE						A

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	13 929 322,00	0,00	0,00	0,00	13 929 322,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	13 929 322,00	0,00	0,00	0,00	13 929 322,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	70 788 983,00	0,00	0,00	0,00	70 788 983,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 361 557,00	0,00	0,00	0,00	1 361 557,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	1 361 557,00	0,00	0,00	0,00	1 361 557,00
66	Charges financières	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
67	Charges exceptionnelles	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
68	Dotations amortissements et provisions	0,00		8 416,79	8 416,79	8 416,79
022	Dépenses imprévues	6 384 934,70		-8 416,79	-8 416,79	6 376 517,91
023	Virement à la section d'investissement	8 100 000,00		0,00	0,00	8 100 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections	8 200 000,00		0,00	0,00	8 200 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		108 844 796,70	0,00	0,00	0,00	108 844 796,70

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	108 844 796,70
---	----------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 915 297,00	0,00	0,00	0,00	1 915 297,00
74	Contributions et participations	87 913 279,00	0,00	0,00	0,00	87 913 279,00
75	Autres produits de gestion courante	32 010,00	0,00	0,00	0,00	32 010,00
013	Atténuations de charges	674 027,00	0,00	0,00	0,00	674 027,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	17 800,00	0,00	0,00	0,00	17 800,00
78	Reprises amortissements et provisions	4 058 804,00		0,00	0,00	4 058 804,00
042	Opérations d'ordre entre sections	2 378 130,00		0,00	0,00	2 378 130,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		96 989 347,00	0,00	0,00	0,00	96 989 347,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)	11 855 449,70
--	---------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	108 844 796,70
---	----------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES				A1
Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	13 929 322,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	130 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 805 000,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	30 200,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 632 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	46 683,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	151 612,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 852 793,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	335 354,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	48 400,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	45 300,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	10 000,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	297 291,00	0,00	0,00
6067	Produits d'intervention	37 260,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	379 205,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	107 900,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	293 806,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	77 242,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 554,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	90 000,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	284 590,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	20 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	881 441,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	371 311,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	946 244,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	672 538,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	80 000,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	260 200,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	32 350,00	0,00	0,00
61821	Abonnements	26 519,00	0,00	0,00
61828	Autres	4 847,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	546 288,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	6 850,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	63 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	26 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	16 000,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	46 077,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	21 890,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	12 200,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	7 600,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	350 456,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	6 500,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	38 219,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	442 140,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	7 800,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	517 000,00	0,00	0,00
62872	Remboursement de frais au budget annexe	138 774,00	0,00	0,00
6288	Autres remboursements de frais	576 046,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	1 094,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	12 600,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	200,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	136 948,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	70 788 983,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	12 434,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	346 270,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	133 408,00	0,00	0,00
6333	Particip. employeurs format. prof. cont.	181 500,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	468 611,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	26 159 017,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	559 828,00	0,00	0,00
64113	NBI	160 124,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	14 958 565,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	2 001 467,00	0,00	0,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	9 211 704,00	0,00	0,00
64145	Vacations versées aux employeurs	15 000,00	0,00	0,00
64146	Service de santé	60 000,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	87 766,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	4 449 182,00	0,00	0,00

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
6453	Cotisations aux caisses de retraites	9 582 188,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	81 993,00	0,00	0,00
646	Allocations de vétéran	803 908,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	42 699,00	0,00	0,00
6473	Allocations de chômage	47 538,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	301 380,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	52 610,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	785 496,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	286 295,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 361 557,00	0,00	0,00
6512	Droits d'utilisat° informatique en nuage	203 241,00	0,00	0,00
6518	Autres	69 475,00	0,00	0,00
6521	Déficit des budgets annexes	544 617,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	44 224,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	8 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	256 000,00	0,00	0,00
656	Participations	80 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	98 000,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	53 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		86 079 862,00	0,00	0,00
66	Charges financières (B)	45 000,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	25 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	20 000,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C)	35 000,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	10 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	17 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	8 000,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	8 416,79	8 416,79
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	8 416,79	8 416,79
022	Dépenses imprévues (E)	6 384 934,70	-8 416,79	-8 416,79
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		92 544 796,70	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	8 100 000,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	8 200 000,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	8 200 000,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		16 300 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		108 844 796,70	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	0,00
----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	108 844 796,70
--	-----------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	22 262,78
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-2 262,78
= Différence ICNE N - ICNE N-1	20 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040

(3) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES				A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 915 297,00	0,00	0,00
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	847 714,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	125 000,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	897 347,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	45 236,00	0,00	0,00
74	Contributions et participations	87 913 279,00	0,00	0,00
744	FCTVA	44 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	1 563 000,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	47 231 000,00	0,00	0,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	37 693 962,00	0,00	0,00
7478	Participation autres organismes	1 381 317,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	32 010,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	32 010,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	674 027,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	268 957,00	0,00	0,00
6459	Remboursement charges SS et prévoyance	8 842,00	0,00	0,00
6479	Remboursement autres charges sociales	396 228,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		90 534 613,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	17 800,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	5 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	3 000,00	0,00	0,00
7788	Autres produits exceptionnels	9 800,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	4 058 804,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. ch. fonctionnement courant	3 848 804,00	0,00	0,00
7875	Rep. prov. risques et charges exception.	210 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		94 611 217,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	2 378 130,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	150 000,00	0,00	0,00
7768	Neutralisation des amortissements	1 980 000,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	248 130,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		2 378 130,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		96 989 347,00	0,00	0,00

RESTES A REALISER N-1 (3)		0,00
----------------------------------	--	-------------

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)		11 855 449,70
---	--	----------------------

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		108 844 796,70
--	--	-----------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Dépenses d'équipement	38 246 124,49	0,00	-173 000,00	-173 000,00	38 073 124,49
- Non individualisées en programmes d'équipement	22 024 253,00	0,00	0,00	0,00	22 024 253,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	22 024 253,00	0,00	0,00	0,00	22 024 253,00
- Individualisées en programmes d'équipement	16 221 871,49	0,00	-173 000,00	-173 000,00	16 048 871,49
- Avec AP / CP	16 221 871,49	0,00	-173 000,00	-173 000,00	16 048 871,49
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	2 695 637,06	0,00	173 000,00	173 000,00	2 868 637,06
040 Opérations d'ordre entre sections	2 378 130,00		0,00	0,00	2 378 130,00
041 Opérations patrimoniales	170 000,00		0,00	0,00	170 000,00
Dépenses d'investissement - Total	44 089 891,55	0,00	0,00	0,00	44 089 891,55

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	44 089 891,55
---	----------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Budget de l'exercice (BP + BS + DM) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration III	TOTAL IV = I + II + III
Recettes d'équipement	13 304 072,50	0,00	0,00	0,00	13 304 072,50
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	1 309 001,00	0,00	0,00	0,00	1 309 001,00
Opérations d'ordre entre sections	16 300 000,00		0,00	0,00	16 300 000,00
041 Opérations patrimoniales	170 000,00		0,00	0,00	170 000,00
Recettes d'investissement - Total	31 083 073,50	0,00	0,00	0,00	31 083 073,50

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	11 606 818,05
--	----------------------

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)	1 400 000,00
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	44 089 891,55
---	----------------------

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT					B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		22 024 253,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)	410 628,70	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	64 995,10	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	14 633,60	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	331 000,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 337 074,09	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	188 813,77	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	384 899,56	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	60 753,01	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	4 410,72	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	76 000,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	5 960,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	2 179 569,23	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	622 003,84	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	239 562,19	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	24 380,57	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage technique	21 036,50	0,00	0,00	0,00
216	Collections et oeuvres d'art	775,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	98 521,97	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	25 100,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	295 725,45	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	100 072,37	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 009 489,91	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 276 550,21	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	85 767,95	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	10 057 514,11	0,00	0,00	0,00
2317312	Centres incendie et secours mise à dispo	84 000,00	0,00	0,00	0,00
23188	Autres	49 268,15	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.2

DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

N°	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		0,00	-173 000,00	-173 000,00
2013000002	MODERNISATION DES OUTILS	0,00	0,00	0,00
2014000012	LE HAVRE SUD	0,00	0,00	0,00
2017000004	CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	0,00	0,00	0,00
2018000001	SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS	0,00	0,00	0,00
2018000002	TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	0,00	0,00	0,00
2018000003	RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	0,00	0,00	0,00
2019000001	MATERIELS NON-OPERATIONNELS	0,00	-150 000,00	-150 000,00
2019000002	MATERIELS D'INTERVENTION COURANT	0,00	-23 000,00	-23 000,00
2019000003	MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	0,00	0,00	0,00
2019000004	MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET	0,00	0,00	0,00
2019000005	MATERIELS DU SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	0,00	0,00	0,00
2019000006	E-SECOURS	0,00	0,00	0,00
2019000007	RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES	0,00	0,00	0,00
2019000008	CIS MALAUNAY-MONTVILLE	0,00	0,00	0,00
2020000001	RECONSTRUCTION BOSC LE HARD	0,00	0,00	0,00
2022000001	REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS	0,00	0,00	0,00
2022000002	SECURISATION DES SITES	0,00	0,00	0,00
2022000003	SYSTEME DE GESTION DES DONNEES DE REFERENCE ET SYSTEME D'INFORM	0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2013000002
LIBELLE : MODERNISATION DES OUTILS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1302

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets...	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 168 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2014000012

LIBELLE : LE HAVRE SUD

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1412

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. départements	0,00	0,00	0,00
1315	Group. coll et coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2017000004

LIBELLE : CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR

AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1704

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
217318	Autres bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000001
LIBELLE : SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1801

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000002
LIBELLE : TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1802

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2018000003**LIBELLE : RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP****AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1803****DEPENSES**

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000001

LIBELLE : MATERIELS NON-OPERATIONNELS

AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1901

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		0,00	a 0,00	-150 000,00	b -150 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	-17 000,00	-17 000,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	0,00	0,00	-17 000,00	-17 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	-133 000,00	-133 000,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Ateliers	0,00	0,00	-4 000,00	-4 000,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	-8 000,00	-8 000,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	-3 000,00	-3 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	-108 000,00	-108 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)			150 000,00
--------------------------------------	--	--	-------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000002

LIBELLE : MATERIELS D'INTERVENTION COURANT

AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1902

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		0,00	a 0,00	-23 000,00	b -23 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	-23 000,00	-23 000,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux de transmission	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'alerte	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	-6 480,00	-6 480,00
21562	Matériel non mobile incendie et secours	0,00	0,00	-12 750,00	-12 750,00
21578	Autre matériel et outillage technique	0,00	0,00	-540,00	-540,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	-3 230,00	-3 230,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	23 000,00
--------------------------------------	------------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000003
LIBELLE : MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1903

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1,3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000004
LIBELLE : MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1904

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000005
LIBELLE : MATERIELS DU SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1905

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres install., mat et outill. techn.	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000006

LIBELLE : E-SECOURS

AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1906

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations Incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000007
LIBELLE : RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1907

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
23184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
23188	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. départements	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. transf. communes	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)			0,00
--------------------------------------	--	--	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2019000008

LIBELLE : CIS MALAUNAY-MONTVILLE

AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 1908

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. transf. communes	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2020000001

LIBELLE : RECONSTRUCTION BOSC LE HARD

AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2001

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. départements	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. transf. communes	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2022000001
LIBELLE : REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2201

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Centres incendie secours (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2022000002

LIBELLE : SECURISATION DES SITES

AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2202

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
231311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT				B1.3

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N° : 2022000003
LIBELLE : SYSTEME DE GESTION DES DONNEES DE REFERENCE ET SYSTEME D'INFORM
AFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 2203

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)		c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)	0,00
--------------------------------------	-------------

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT	B1.4

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER					B2

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	600 000,00	0,00	0,00	0,00
20413	Subv. public - Projet Infrastructure	600 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES	B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	2 695 637,06	0,00	173 000,00	173 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	181 000,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	181 000,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 514 637,06		173 000,00	173 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT					B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		13 304 072,50	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	3 304 072,50	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. départements	2 237 216,80	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. transf. communes	407 855,70	0,00	0,00	0,00
1315	Group. coll et coll. statut particulier	500 000,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	159 000,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES	B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	2 709 001,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 709 000,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 309 000,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

III – VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS				B7

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	2 378 130,00	0,00	0,00
13911	Sub. transf. cpte rés. Etat, étab. nat.	7 264,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf. cpte résult. régions	4 365,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf. cpte résult. départements	93 696,00	0,00	0,00
13918	Autres sub. transf. équipement	142 805,00	0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements	1 980 000,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	150 000,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	16 300 000,00	0,00	0,00
040	Opérations d'ordre entre sections	8 200 000,00	0,00	0,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	8 200 000,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	8 100 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES	B8

Chap. / Art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	170 000,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	170 000,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	170 000,00	0,00	0,00
21312	Centres d'incendie et de secours	170 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	B9.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 2 943 767,06	173 000,00	II 173 000,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		181 000,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	181 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 762 767,06	173 000,00	173 000,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	248 130,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	2 514 637,06	173 000,00	173 000,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	3 116 767,06	0,00	0,00	3 116 767,06

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 17 609 001,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		1 309 000,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 309 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b)		16 300 001,00	0,00	0,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	8 200 000,00	0,00	0,00
481...	Charges à répartir			
024	Produits des cessions d'immobilisations	1,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	8 100 000,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1063 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	17 609 001,00	0,00	11 606 818,05	1 400 000,00	30 615 819,05

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 3 116 767,06
Ressources propres disponibles	VIII 30 615 819,05
Solde	IX = VIII – IV (4) 27 499 051,99

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES							A3
Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D	
Provisions pour risques et charges (2)	208 416,79		9 658 032,73	9 866 449,52	6 021 276,61	3 845 172,91	
Provisions pour litiges et contentieux	0,00		1 644 792,73	1 644 792,73	806 482,61	838 310,12	
PROTOCOLE SOCIETE SYSTEL MARCHÉ 20090023	0,00	15/12/2011	10 000,00	10 000,00	10 000,00	0,00	
CONTENTIEUX CIS BOLBEC	0,00	05/02/2016	200 000,00	200 000,00	200 000,00	0,00	
CONTENTIEUX CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	0,00	14/12/2016	1 434 792,73	1 434 792,73	596 482,61	838 310,12	
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour grosses réparations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques	208 416,79		8 013 240,00	8 221 656,79	5 214 794,00	3 006 862,79	
PROVISION AUTO-ASSURANCE	0,00	05/02/2016	117 000,00	117 000,00	0,00	117 000,00	
CONTENTIEUX TEMPS DE TRAVAIL	0,00	16/02/2018	150 500,00	150 500,00	11 700,00	138 800,00	
PROTOCOLE DE NEGOCIATION SYNDICALE	0,00	04/06/2019	4 500 000,00	4 500 000,00	1 757 354,00	2 742 646,00	
COMPTE PERSONNEL DE FORMATION	200 000,00	10/10/2019	3 245 740,00	3 445 740,00	3 445 740,00	0,00	
ADMISSIONS EN NON VALEURS	8 416,79	06/12/2022	0,00	8 416,79	0,00	8 416,79	
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL	208 416,79		9 658 032,73	9 866 449,52	6 021 276,61	3 845 172,91	

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP voctée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délimitations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Credit de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	58 717 431,00	0,00	58 717 431,00	19 042 742,22	18 948 871,49	9 497 865,23	15 337 001,46
2013-1302 1302 - MODERNISATION DES OUTILS INFORMATIQUES	1 675 000,00	0,00	1 675 000,00	1 584 574,76	50 000,00	40 425,24	0,00
2014-1412 1412 - LE HAVRE SUD	10 200 000,00	0,00	10 200 000,00	2 348 329,65	6 396 000,00	1 456 670,35	0,00
2017-1701 1701 - TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION	1 468 000,00	0,00	1 468 000,00	0,00	0,00	140 000,00	1 328 000,00
2017-1704 1704 - CONSTRUCTION CIS DE DUCLAIR	2 830 000,00	0,00	2 830 000,00	468 322,84	58 000,00	987 000,00	1 318 677,16
2018-1801 1801 - SECURITE DANS LES ETABLISSEMENTS DU SDIS	600 000,00	0,00	600 000,00	468 254,98	113 745,02	0,00	0,00
2018-1802 1802 - TRAVAUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'ECONOMIES D'ENERGIE	1 400 000,00	0,00	1 400 000,00	931 644,24	468 355,76	0,00	0,00
2018-1803 1803 - RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP	6 415 000,00	0,00	6 415 000,00	78 774,40	310 000,00	350 000,00	5 675 225,60
2019-1901 1901 - MATERIELS NON-OPERATIONNELS	1 855 523,00	0,00	1 855 523,00	1 038 799,80	688 723,20	150 000,00	0,00
2019-1902 1902 - MATERIEL D'INTERVENTION COURANT	5 008 924,00	0,00	5 008 924,00	3 864 088,52	1 131 825,48	23 000,00	0,00
2019-1903 1903 - MATERIELS ROULANTS ET NAVIGANTS	9 695 600,00	0,00	9 695 600,00	6 376 935,17	2 918 665,00	399 999,83	0,00
2019-1904 1904 - MATERIELS DE FORMATION ET DE PRATIQUE DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES	138 836,00	0,00	138 836,00	103 248,06	35 587,94	0,00	0,00
2019-1905 1905 - MATERIELS DU SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL	315 098,00	0,00	315 098,00	227 128,91	87 969,09	0,00	0,00
2019-1906 1906 - E-SECOURS	1 312 500,00	0,00	1 312 500,00	801 728,27	246 000,00	264 771,73	0,00
2019-1907 1907 - RECONSTRUCTION CIS LES GRANDES VENTES	3 010 000,00	0,00	3 010 000,00	558 001,92	2 445 000,00	6 998,08	0,00
2019-1908 1908 - CIS MALAUNAY - MONTVILLE	4 100 000,00	0,00	4 100 000,00	132 830,54	216 000,00	2 050 000,00	1 701 169,46
2020-2001 2001 - RECONSTRUCTION BOSQ LE HARD	2 975 000,00	0,00	2 975 000,00	56 070,76	260 000,00	2 410 000,00	248 929,24
2022-2201 2201 - REFECTION DES TOITURES ET FACADES DES BATIMENTS	3 771 000,00	0,00	3 771 000,00	0,00	50 000,00	750 000,00	4 180 000,00
2022-2202 2202 - SECURISATION DES SITES	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	0,00	453 000,00	380 000,00	767 000,00
2022-2203 2203 - GRD-SD SYSTEME DE GESTION DES DONNEES DE REFERENCE ET SYSTEME D'INFORMATION DECISIONNEL	350 000,00	0,00	350 000,00	0,00	140 000,00	90 000,00	120 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session

A , le

Les membres du conseil d'administration,

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice 20
 Nombre de membres présents 15
 Nombre de suffrages exprimés 15

VOTES :

Pour 13
 Contre 0
 Abstentions 2

Date de convocation : 18/11/2022

Présenté par le Président, M. GAUTIER André,

à YVETOT, le 06 Décembre 2022

Le président

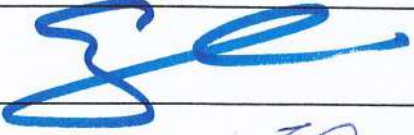
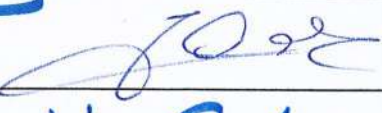
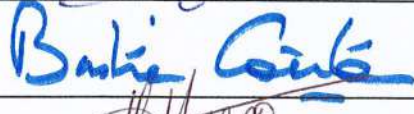
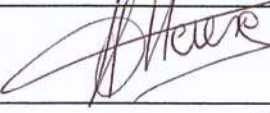
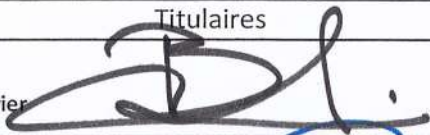

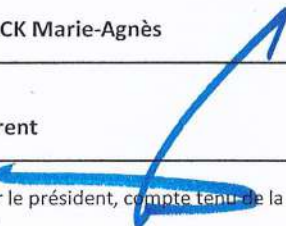

 André GAUTIER

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session, à YVETOT,

le 06 Décembre 2022

Membres représentant le département

Le président	Suppléante
Monsieur GAUTIER André	Monsieur ROCHE Olivier
Titulaires	Suppléants
Madame COUPPEY Louisa	Madame DURANDE Florence
Madame CANU Pierrette	Monsieur MARTOT Stéphane
Madame COTTEREAU Chantal	Madame RENOU Patricia
Monsieur DEMAZURE Julien	Madame DURAME Delphine
Madame GUEROULT Claire	Monsieur BAZILLE Alain
Madame LUCOT-AVRIL Virginie	Monsieur DECOUDRE Joël
Monsieur METOT Dominique	Madame FLAVIGNY Catherine
Madame MOREL Christine	Monsieur JACQUES Laurent
Monsieur ROULY Nicolas	Monsieur RASSE-LAMBRECQ Valentin
Monsieur TERRIER Didier	Madame BILOQUET Armelle
Madame TESSIER Dominique	Monsieur LHEUREUX Jérôme

Membres représentant les communes	
Titulaires	Suppléants
Monsieur BERTRAND Nicolas 	Monsieur PICARD Eric
Monsieur COLIN Gérard 	Madame CLABAUT Anne-Sophie
Monsieur CORITON Bastien 	Monsieur GUERARD Hervé
Monsieur THEVENOT Jean-Pierre 	Monsieur HERMAND Thomas
Membres représentant les EPCI	
Titulaires	suppléants
Monsieur BUREAUX Olivier 	Monsieur BRUMENT Antoine
Monsieur COUTEY Guillaume 	Monsieur MAUGER Jean-Michel
Madame POUSSIER-WINSBACK Marie-Agnès	Monsieur AUBRY Pierre
Monsieur SAINT-MARTIN Florent 	Monsieur BRUNEAU Alban

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture le
et de la publication le

A YVETOT, le.....

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DE LA TARIFICATION DES PRESTATIONS ET DES STRUCTURES
DE FORMATION**

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOÜ.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	Permettre l'épanouissement professionnel

*

**

Vu :

- la loi n° 96-369 du 03 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, notamment le Titre III, articles 37-38 et 39,
- la délibération n° 4 du Conseil d'administration du 08 février 2000 approuvant les tarifs journalier de formation, modifiée,
- la délibération n° DBCA-2022-041 approuvant le tarif des repas pris auprès des prestataires extérieurs lors des formations déconcentrées organisées par le Sdis 76.

*

**

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) dispose d'un agrément lui permettant de former les sapeurs-pompiers professionnels et volontaires de notre département, mais également des stagiaires notamment d'autres départements.

Outre ces prestations de formation, le Sdis 76 peut fournir des prestations de locations de salles ou de matériels aux autres Sdis, ainsi qu'à d'autres organismes publics, comme privés.

Le Sdis 76 propose d'actualiser l'ensemble des tarifs sur la base de la progression de l'indice des prix à la consommation (soit +5,6 %, avec arrondi au dixième), pour les conventions conclues à compter du 1^{er} janvier 2023.

Vous trouverez ci-dessous le détail des tarifs hors taxe (HT).

FRAIS DE RESTAURATION

Restauration dans nos structures départementales				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Petit-déjeuner	Par personne	2,30 €	2,43 €	/
Déjeuner	Par personne	9,86 €	10,41 €	/
Dîner	Par personne	9,86 €	10,41 €	/

Restauration en dehors de nos structures départementales				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Petit-déjeuner	Par personne	5,28 €	5,58 €	/
Déjeuner	Par personne	12,65 €	15,00 €	Tarif délibération DBCA-2022-041
Dîner	Par personne	12,65 €	15,00 €	

FRAIS D'HEBERGEMENT

Hébergement dans nos structures départementales				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Nuitée en chambre double ou collective	Par personne	35,50 €	37,50 €	/
Nuitée en chambre simple (sur demande expresse)	Par personne	52,50 €	55,50 €	/

Hébergement en dehors de nos structures départementales				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Nuitée en chambre double ou collective	Par personne	64,00 €	67,50 €	/
Nuitée en chambre simple (sur demande expresse)	Par personne	79,00 €	83,50 €	/

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS PEDAGOGIQUES, TECHNIQUES ET LOGISTIQUES

Action de formation dans nos structures départementales (hors frais de restauration et d'hébergement)				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Forfait journée-stagiaire – Formations de tronc commun (hors frais de restauration et d'hébergement)	Journée	143,50 €	151,50 €	/
	1/2 journée	72,00 €	76,00 €	
Forfait journée-stagiaire – Formations spécialisées (hors frais de restauration et d'hébergement)	Journée	179,50 €	189,50 €	/
	1/2 journée	90,00 €	95,00 €	
Surcoût pour frais de mise à disposition de structures spécifiques de formations (hors frais de restauration et d'hébergement) :				
		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Formations avec feu réel STRUCTURE VULCAIN	Journée	2 064,50 €	2 180,00 €	A ajouter, le cas échéant, au forfait journée-stagiaire adapté
	1/2 journée	1 071,50 €	1 131,50 €	
Formations avec feu réel CAISSONS FEU BOIS COEPT	Journée	260,50 €	275,00 €	
	1/2 journée	130,00 €	137,50 €	
Formations avec feu réel CAISSON FEU GAZ	Journée	65,00 €	68,50 €	
	1/2 journée	33,00 €	35,00 €	
Formations STRUCTURE MULTI-ACTIVITE TOUR « ULMA » PARCOURS ARI	Journée	269,00 €	284,00 €	
	1/2 journée	134,00 €	141,50 €	
Formations en CIS	Journée	269,00 €	284,00 €	
	1/2 journée	134,00 €	141,50 €	
Dispositif ENEDIS	Journée	20,00 €	21,00 €	/
	1/2 journée	10,00 €	10,50 €	/
Consommables pour simulation de feux	Journée	50,00 €	53,00 €	/
	1/2 journée	25,00 €	26,50 €	/
Caisson d'attaque 20 pieds	Journée	30,00 €	31,50 €	/
	1/2 journée	15,00 €	16,00 €	/
Caisson d'attaque 40 pieds	Journée	60,00 €	63,50 €	/
	1/2 journée	30,00 €	31,50 €	/

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Plastrons Tous statuts et grades confondus	A l'heure	12,50 €	13,00 €	/
VSUAP, engins pompe, moyens nautiques et moyens élévateurs aériens	A l'heure	56,50 €	59,50 €	/
VTU / VLHR	A l'heure	63,00 €	66,50 €	/
VL	A l'heure	47,50 €	50,00 €	/
Expert - spécialiste (base officier catégorie A)	A l'heure	65,00 €	65,00 €	/
Sous-officier (du grade de sergent à adjudant-chef)	A l'heure	28,50 €	30,00 €	/
Officier catégorie B (de lieutenant 2 ^{ème} classe à lieutenant hors classe)	A l'heure	33,50 €	35,50 €	/
Officier catégorie A (de capitaine à colonel)	A l'heure	43,00 €	45,50 €	/

LOCATION DES SALLES DE FORMATION

		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Salle de formation de 20 personnes	Journée	214,50 €	226,50 €	Système de vidéo-projection, tableau blanc compris
	1/2 journée	108,50 €	114,50 €	
Salle de formation de 50 personnes	Journée	430,00 €	454,00 €	
	1/2 journée	216,50 €	228,50 €	Système de vidéo-projection, tableau blanc et système de sonorisation compris
Amphithéâtre de 190 personnes	Journée	849,00 €	896,50 €	
	1/2 journée	270,00 €	285,00 €	
Forfait mise à disposition Quizbox	Journée	61,00 €	64,50 €	/
	1/2 journée	31,00 €	32,50 €	

FRAIS DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS SPORTIFS

		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Forfait de mise à disposition de l'ensemble parcours sportif (hors frais de transport de l'équipement)	Semaine	643,00 €	679,00 €	Berce, accompagnement et personnel requis
Mise à disposition d'installations ou de dispositifs sportifs	Journée	1 071,50 €	1 131,50 €	/

FRAIS DIVERS

		Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Commentaires
Frais de dossier	Par facture émise	39,50 €	41,50 €	/
Frais de constitution d'une formation personnalisée		392,50 €	414,50 €	/

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur. Différents taux de TVA pourront s'appliquer selon le type de prestation proposée.

Le président du Conseil d'administration est autorisé à conclure les conventions se rapportant au modèle approuvé en annexe.

Les mises à disposition à titre gracieux font l'objet de conventions spécifiques soumises à l'approbation du Bureau du conseil d'administration.

Les dispositions contraires des délibérations antérieures sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente délibération.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15



**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DES TARIFS APPLIQUES AUX NON RESTITUTION DES EFFETS
D'HABILLEMENT OU RESTITUTION D'EFFETS SALES**

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Adapter les équipements au besoin	Doter le Sdis d'équipements efficaces, efficients, simples et résistants

*

* *

Vu :

- le règlement intérieur du Sdis, notamment son article 4-1,
- la délibération n° 2017-CA-39.3 instaurant une tarification applicable aux non restitution des effets d'habillement ou restitution d'effets sales, modifiée.

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a institué un tarif applicable en cas de non restitution des effets d'habillement ou de restitution d'effets sales.

Les prestations remboursées sur la base des tarifs des fournisseurs sont actualisées suivant les dispositions propres à chaque marché.

Seuls les frais de gestion sont à réviser. Il est proposé d'appliquer une augmentation de 5,6 %, progression constatée de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée, arrondie à l'euro supérieur.

Les tarifs appliqués à compter du 1^{er} janvier 2023 sont les suivants :

LIBELLE	FACTURATION
Non restitution d'effets ou restitution d'effets détériorés	A la valeur de remplacement
Cession d'effets en lien avec une mutation	A la valeur actuelle des effets
Restitution d'effets sales	Frais de nettoyage et désinfection mis en œuvre
Frais de gestion par facture émise (non remboursables)	43,00 euros

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,


 André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION DES TARIFS ET DES PARTICIPATIONS DEMANDES PAR LE SDIS 76
AUX BENEFICIAIRES DE CERTAINES PRESTATIONS**

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOUE.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*
* *

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.1424-42 et L.1424-2,
- la délibération n° 10 du Conseil d'administration du 12 janvier 2010 instaurant les nouvelles pratiques de tarification des interventions payantes,
- la délibération n° 2014-CA-09 portant sur l'actualisation des tarifs et des participations demandés par le Sdis76 aux bénéficiaires de certaines formations, modifiée.

*
* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a institué des tarifs applicables aux bénéficiaires de certaines prestations.

Il est proposé d'actualiser les tarifs existants sur la base de la progression constatée de l'indice des prix à la consommation (soit +5,6 %, avec arrondi à l'euro supérieur).

A compter du 1^{er} janvier 2023, les tarifs sont fixés comme suit :

Type de sortie non urgente (hors secours à personne)	MOINS DE 2 HEURES FORFAIT		PLUS DE 2 HEURES OU SANS FORFAIT	
	Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur
Ouverture de porte	281 €	297 €	Sans objet	
Inondation de locaux	281 €	297 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, hors lieux publics qui restent gratuits < 5M	115 €	122 €	115 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *	122 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, hors lieux publics qui restent gratuits > 5M < 15 M	228 €	241 €	115 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *	122 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Destruction d'insectes par carence d'entreprises privées spécialisées, hors lieux publics qui restent gratuits > 15 M	394 €	417 €	115 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *	122 € + En fonction des moyens engagés et sur la base des tarifs de mobilisation des matériels ci-dessous *
Pollution	281 €	297 €	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Réquisitions de l'autorité judiciaire	Sans objet	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Ascenseurs	281 €	297 €	Sans objet	
Service de sécurité	281 €	Sans objet	En fonction des moyens engagés sur la base du tarif de mobilisation des matériels ci-dessous *	
Prestation d'assistance au remorquage ou à la récupération d'objet flottant	281 €	297 €	Sans objet	
FRAIS DE GESTION par facture émise	40 €	43 €	40 €	43 €

La facturation des moyens engagés sera calculée sur la base des éléments suivants :

TARIF DE MOBILISATION DES MOYENS			
TARIF HORAIRE DES MOYENS MATERIELS ET DU PERSONNEL NECESSAIRE A L'ENGAGEMENT			
<i>La durée est calculée de l'heure de départ à l'heure de retour au CIS. Toute heure commencée est due.</i>			
Type d'engin	Tarifs antérieurs	Tarifs en vigueur	Observations
FPT	281 €	297 €	Y compris engins assimilés
EPS / BEA	281 €	297 €	
CCF	281 €	297 €	Y compris engins assimilés (CCR, CCI...)
MPE	179 €	190 €	Y compris tous les moyens légers d'épuisement ... (VTU + REP)
HYDROSUB (CEDGP)	391 €	413 €	
VTU	115 €	122 €	
VRT	281 €	297 €	Tous les engins risques technologiques (FRT, Cellule Dépollution...)
Autres véhicules (VSAV, VPC, VSAQ, Cellule...)	281 €	297 €	
VL / VLR / VLHR / VLRTC	116 €	123 €	
FMOGP	391 €	413 €	
TARIF HORAIRE DES MOYENS HUMAINS SUPPLEMENTAIRES			
<i>La durée est calculée de l'heure de départ à l'heure de retour au CIS. Toute heure commencée est due.</i>			
75 % du taux de base de l'indemnité des sapeurs-pompiers volontaires selon le grade			
MATERIELS DETERIORES ET CONSOMMABLES			
Au coût de leur valeur de remplacement			

Les dispositions contraires des délibérations antérieures sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente délibération.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ACTUALISATION CESSION DE DROITS D'UTILISATION DES PHOTOGRAPHIES APPARTENANT
AU SDIS 76**

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

<i>Projet d'établissement</i>		
<i>Les Politiques</i>	<i>Les Axes Stratégiques</i>	<i>Les Segments de Travail</i>
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité juridique</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

*

* *

Vu :

- *le code de la propriété intellectuelle et notamment ses articles L. 11-1, L. 121-7-1 et L. 131-3-1 à L. 131-3-3,*
- *les dispositions du code électoral,*
- *la délibération n° DBCA-2021-043 relatif à la cession de droits d'utilisation des photographies appartenant au Sdis 76.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a instauré un tarif relatif aux photographies appartenant au Service et prises par les agents de l'établissement dans le cadre de leurs missions.

Il est proposé d'appliquer une augmentation de 3,5 % de ce dernier pour tenir compte de l'évolution du point d'indice du personnel.

A compter du 1^{er} janvier 2023, le tarif appliqué au lot de 10 photographies est fixé à 32 €, arrondi à l'euro inférieur.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,


 André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA RESTAURATION

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

<i>Projet d'établissement</i>		
<i>Les Politiques</i>	<i>Les Axes Stratégiques</i>	<i>Les Segments de Travail</i>
<i>Ressources et moyens</i>	-	-

*

* *

Vu :

- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9,*
- *la délibération n° 3 du 28 juin 2000 approuvant les tarifs de la restauration, modifiée.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) propose un service de restauration administrative dont les tarifs sont actualisés chaque année.

Il est proposé d'appliquer une augmentation de 5,6 % à compter du 02 janvier 2023.

Le détail des nouveaux tarifs vous est présenté en annexe.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) s'appliquera en fonction de la réglementation en vigueur.


Les dispositions contraires des délibérations antérieures sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente délibération.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,


 André GAUTIER

Catégorie de prix	Précisions	TARIFS RESTAURANTS ADMINISTRATIFS											
		TARIF REDUIT						TARIF PLEIN					
		Tarifs antérieurs			A compter du 02/01/2023			Tarifs antérieurs			A compter du 02/01/2023		
		HT		TTC	HT		TTC	HT		TTC	HT		TTC
		calculés** (3 chiffres)	retenus		calculés** (3 chiffres)	retenus		calculés** (3 chiffres)	retenus		calculés** (3 chiffres)	retenus	
Petit déjeuner	Jus de fruit, boisson chaude (café, thé, chocolat), pain, beurre, confiture	0,832	0,83	0,91	0,879	0,88	0,97	2,303	2,30	2,53	2,432	2,43	2,67
Hors d'Oeuvre 2	Crudités (carottes, céleris, concombre, betteraves, tomates,...) œuf dur, pâté foie et campagne	0,641	0,64	0,70	0,677	0,68	0,75	1,651	1,65	1,82	1,744	1,74	1,91
Hors d'Oeuvre 3	Charcuterie composée, salade composée (petite), avocat, coleslow, surimi, jambon fumé, fruits de mer... entrée sur grande assiette / toutes les autres	0,832	0,83	0,91	0,879	0,88	0,97	2,197	2,20	2,42	2,321	2,32	2,55
Plat 1	Fonction du prix d'achat, affichage le jour même	1,662	1,66	1,83	1,756	1,76	1,94	4,283	4,28	4,71	4,523	4,52	4,97
Plat 2	Précision : Tous les plats composés comme choucroute, paëlla, tartiflette, ... = Plat 3 + Légumes en accompagnement	2,098	2,10	2,31	2,216	2,22	2,44	5,374	5,37	5,91	5,675	5,68	6,25
Plat 3		2,491	2,49	2,74	2,631	2,63	2,89	6,475	6,48	7,13	6,838	6,84	7,52
Légumes ou légumes et féculents en accompagnement		0,641	0,64	0,70	0,677	0,68	0,75	1,651	1,65	1,82	1,744	1,74	1,91
Féculents en accompagnement		0,417	0,42	0,46	0,441	0,44	0,48	1,106	1,11	1,22	1,168	1,17	1,29
Assiette de légumes ou assiette de légumes et féculents		1,245	1,25	1,38	1,315	1,32	1,45	3,253	3,25	3,58	3,436	3,44	3,78
Salade	Salade nature	0,417	0,42	0,46	0,441	0,44	0,48	1,106	1,11	1,22	1,168	1,17	1,29
Jambon		1,246	1,25	1,38	1,316	1,32	1,45	3,180	3,18	3,50	3,359	3,36	3,70
Fromage 1	Saint Paulin et Camenbert	0,417	0,42	0,46	0,441	0,44	0,48	1,106	1,11	1,22	1,168	1,17	1,29
Fromage 2	Tous les autres fromages	0,641	0,64	0,70	0,677	0,68	0,75	1,651	1,65	1,82	1,744	1,74	1,91
Dessert 1	Yaourt nature et fromage blanc nature en pot (100/125g) , 1 pomme, 1 orange	0,417	0,42	0,46	0,441	0,44	0,48	1,106	1,11	1,22	1,168	1,17	1,29
Dessert 2	Yaourt aux fruits (125g) / Kiwi, banane, poire : à l'unité	0,641	0,64	0,70	0,677	0,68	0,75	1,651	1,65	1,82	1,744	1,74	1,91
Dessert 3	Fruits de saison (exp fraises) et salade de fruits / Yaourts de 150g et plus (type gourmands) / fromage blanc en barquette ou coupe	0,886	0,89	0,98	0,936	0,94	1,03	2,303	2,30	2,53	2,432	2,43	2,67
Dessert 4	Glaces, pâtisseries et entremets (exp mousse chocolat, crème brûlée)	1,145	1,15	1,27	1,210	1,21	1,33	2,990	2,99	3,29	3,158	3,16	3,48
Soda ou eau gazeuse		0,588	0,59	0,65	0,621	0,62	0,68	1,544	1,54	1,69	1,631	1,63	1,79
Eau plate 50 cl		0,311	0,31	0,34	0,329	0,33	0,36	0,773	0,77	0,85	0,817	0,82	0,90
Eau 1l		0,513	0,51	0,56	0,542	0,54	0,59	1,319	1,32	1,45	1,393	1,39	1,53
Sandwich	Jambon, beurre ou mayonnaise	1,911	1,91	2,10	2,019	2,02	2,22	3,842	3,84	4,22	4,058	4,06	4,47
Repas école	Entrée, plat, fromage et dessert	3,479	3,49	3,84	3,674	3,68	4,05	9,876	9,86	10,85	10,430	10,41	11,45
Repas sans encaissement direct par la régie	Entrée, plat, fromage et dessert (boisson non comprise)							9,876	9,86	10,85	10,430	10,41	11,45
Perte ou non restitution badge *		3,278	3,28	3,94	3,462	3,46	4,15						
Remplacement badge *													

TVA au taux de 10% sauf * à 20%

** A titre indicatif et nouvelle base de calcul des prochaines révisions

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ACTUALISATION DES TARIFICATIONS RELATIVES A LA PRESIDENCE DES JURYS S.S.I.A.P

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i>	<i>Garantir la qualité des interventions de secours</i>

*

* *

Vu :

- *l'article L.1424-42 du Code des collectivités territoriales,*
- *l'arrêté du 02 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, notamment son article 9, modifié,*
- *la délibération n° DBCA-2021-031 relatif à l'actualisation des tarifications de présidence de Jurys des Services de sécurité incendie et d'assistance aux Personnes (SSIAP).*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) assure une mission de contrôle de la certification des personnels permanents des services de sécurité incendie et d'assistance aux personnes (SSIAP) facturée aux centres de formation organisateur.

Il est proposé d'appliquer une augmentation de 5,6 % des différents tarifs sur la base de l'indice des prix à la consommation sur l'année écoulée, arrondie à l'euro supérieur.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2023, les tarifs sont établis comme suit :

Tarifs appliqués en 2022	Tarifs applicables en 2023
<ul style="list-style-type: none"> • Jury d'examen et co-signature des diplômes des lauréats : <ul style="list-style-type: none"> - SSIAP 1 équipier : 522 € - SSIAP 2 chef d'équipe : 573 € - SSIAP 3 chef de service : 726 € • Co-signature de diplômes par équivalence : 26 € l'unité 	<ul style="list-style-type: none"> • Jury d'examen et co-signature des diplômes des lauréats : <ul style="list-style-type: none"> - SSIAP 1 équipier : 552 € - SSIAP 2 chef d'équipe : 606 € - SSIAP 3 chef de service : 767 € • Co-signature de diplômes par équivalence : 28 € l'unité

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

EVOLUTION DES RESSOURCES ET CHARGES PREVISIBLES POUR L'ANNEE 2023

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Toutes</i>	<i>Tous</i>	<i>Tous</i>

*

* *

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L1424-35,*

*

* *

Comme les collectivités territoriales de plus de 3 500 habitants, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) est soumis à une préparation budgétaire intégrant une phase de débats dans le cadre de la présentation du rapport d'orientations budgétaires pluriannuel puis un vote du budget primitif annuel.

En parallèle, conformément à l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Sdis 76 doit conduire une démarche destinée à permettre à ses principaux financeurs d'inscrire dans leurs budgets respectifs les crédits nécessaires à son financement.

Ainsi, il doit adopter deux délibérations :

- une première portant sur l'évolution de ses ressources et de ses charges prévisibles qui doit être transmise au Conseil départemental afin qu'il vote sa contribution au Sdis,
- une seconde portant fixation du montant prévisionnel des contributions des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui doit être notifiée avant le 1^{er} janvier de l'exercice concerné.

Le présent rapport traite de l'évolution des ressources et des charges prévisibles du Sdis 76 pour l'exercice 2023.

Le vote du budget primitif interviendra courant mars prochain. Les orientations budgétaires interviendront dans les deux mois qui le précède, conformément à la réglementation.

Cette première étape du cycle budgétaire 2023 a pour objet d'évoquer les principales évolutions des dépenses prévisionnelles ainsi que les financements, notamment en provenance du Conseil départemental.

Ce rapport développera les évolutions des ressources (I) et des charges (II) prévisionnelles telles qu'elles se profilent pour 2023, tant en section de fonctionnement que d'investissement.

Cela permettra de visualiser les grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis76 pour l'exercice à venir (III).

I – Les recettes prévisionnelles

A – Les recettes de fonctionnement

En millions d'euros	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Contribution du Département	47,231	48,231	1,000	2,12%
Contribution des communes et EPCI	37,694	38,825	1,131	3,00%
Autres recettes	6,842	5,049	-1,793	-26,21%
Ressource d'ordre en provenance de la section d'investissement	0,150	0,150	0,000	0,00%
Sous-total	91,917	92,255	0,338	0,37%

Les recettes d'exploitation annuelles du Sdis 76 devraient progresser de près de 338 K € en 2023, soit une progression globale de 0,37 %.

Le fonctionnement du Sdis 76 est principalement financé par les collectivités qui l'administrent.

S'agissant du bloc communal, le montant des contributions est plafonné par le niveau de l'inflation. L'indice des prix à la consommation de septembre, utilisé pour le calcul des contributions, s'établit à 5,6 %.

Les contributions

Les contributions du Département, des communes et des EPCI représentent près de 92 % des recettes de fonctionnement de l'établissement.

- La contribution du Département :

Le Département est le principal partenaire et financeur du Service. Une première convention a permis d'entériner ce partenariat sur la précédente période, 2018-2022.

Les services respectifs travaillent aujourd'hui les contours d'un nouveau partenariat dont les engagements mutuels se dessinent au gré des différents échanges.

Ce dernier se structure aujourd'hui sur la base d'une relation de confiance entre les deux entités. Aussi, conscient des enjeux pour l'établissement, le Conseil départemental soutient le Sdis 76, notamment dans sa volonté de renforcer les effectifs pour atteindre à terme des effectifs à hauteur des enjeux de couverture opérationnelle d'un Sdis de catégorie A.

Parallèlement, pleinement conscient du contexte économique qui pèse aujourd'hui sur les collectivités, le Département, en augmentant l'évolution de sa contribution de 233% (+700 K €), porte à sa charge une partie de l'inflation pour atténuer le poids du bloc communal.

Enfin, le partenariat pourrait se traduire par une participation du Département aux frais inhérents à la surveillance des pages, dont les modalités restent à confirmer.

- les contributions apportées par le bloc communal :

Les contributions appelées auprès des communes et intercommunalités constituent la seconde source de financement du Sdis 76.

Conscient des effets de cette évolution sur les budgets contraints et compte tenu des éléments évoqués supra, il est proposé, dans le rapport relatif aux contributions communales et intercommunales, de minorer le poids de l'inflation à 3% contre 5,6 %, soit une baisse des contributions appelées de 980 K €.

Ainsi, la contribution du bloc communal s'établit à 38,825 M €, en application de ce taux.

Les autres recettes

Les autres recettes réelles affichent une baisse de 1,793 M €. En effet, au cours du précédent exercice, le Service a perçu des recettes exceptionnelles en provenance de la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC) dans le cadre de la mise en œuvre des centres de vaccination relatifs au COVID-19.

A ce stade, les recettes réelles, autres que les contributions, devraient rester marginales dans la mesure où elles représentent 5,47 % des recettes d'exploitation du Sdis.

Elles sont principalement rythmées, d'une part, par les interventions soumises à facturation ; notamment celles relatives aux carences et la facturation des prestations de formation auprès des autres Sdis.

D'autre part, elles tiennent compte de la reprise de provision réalisée dans le cadre du protocole d'accord syndical dont le dimensionnement s'effectue sur la base des dépenses prévisionnelles au terme de l'exercice 2022.

Les opérations d'ordre

La valorisation de l'action des agents du service sur le patrimoine du Sdis76 devrait être identique à l'exercice passé et les crédits inscrits dans le cadre des travaux en régie seraient donc stabilisés à 150 K €.

B – Les recettes d'investissement

En millions d'euros	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
FCTVA	1,309	3,301	1,992	152,18%
Subventions	2,129	3,915	1,786	83,89%
<i>Dont en provenance du CD</i>	<i>1,094</i>	<i>2,515</i>	<i>1,421</i>	<i>129,89%</i>
<i>Dont en provenance du bloc communal</i>	<i>0,876</i>	<i>1,199</i>	<i>0,323</i>	<i>36,87%</i>
<i>Dont autres partenaires</i>	<i>0,159</i>	<i>0,201</i>	<i>0,042</i>	<i>26,42%</i>
Virement en provenance de la section de fonctionnement	2,100	0,000	-2,100	-100,00%
Emprunts	6,188	8,202	2,014	32,55%
Sous-total	11,726	15,418	3,692	31,49%

Le Sdis 76 poursuit sa démarche de diversification de ses modes de financement.

Le fonds de compensation de la TVA

Le montant du FCTVA est estimé à 3,301 M €. Ce montant correspond à 16,404 % du montant prévisionnel des dépenses d'investissement réalisées sur l'exercice 2022 et éligibles au dispositif. Il a pour objet la compensation par l'état aux collectivités et à leurs établissements de la charge de TVA supportée sur les dépenses réelles d'investissement de l'exercice antérieur.

Les subventions

Seules les subventions ayant d'ores et déjà été attribuées ou ayant fait l'objet d'un accord de principe de nos partenaires institutionnels (Centres Nucléaires de Production d'Electricité de Penly et Paluel,

Grand Port Maritime du Havre et de Rouen) sont projetées sur l'exercice 2023 pour un montant de 151 K €.

De plus, le Service a mené des actions en matière de cybersécurité, dans le cadre du plan France Relance, donnant lieu au versement d'une subvention de 90 K €, dont 50 K € interviendront en 2023.

Par ailleurs, dans le cadre des programmes d'investissement tant sur la partie immobilière que mobilière, les versements des participations du bloc communal et du Conseil départemental sont attendus pour un montant prévisionnel de 3,714 M €, respectivement à hauteur de 1,199 M € et 2,515 M €.

Pour mémoire, le Conseil Départemental s'engage à financer les travaux réalisés dans le cadre de la programmation immobilière, à hauteur de 20 % du montant HT des opérations.

S'agissant de la couverture opérationnelle du territoire de la métropole rouennaise, un partenariat a été formalisé au travers de la réhabilitation, construction ou reconstruction de Centres d'incendie et de secours (Cis).

Dans ce cadre, les deux collectivités s'engagent à soutenir financièrement le Service à hauteur de 20 % du montant HT des opérations.

Virement en provenance de la section de fonctionnement

A ce stade, aucun virement en provenance de la section de fonctionnement n'est envisagé.

Lors de l'intégration des résultats de l'exercice 2022, cet autofinancement pourrait être ajusté.

Les emprunts

Dans l'attente de la reprise du résultat lors du vote du budget primitif 2023.

L'emprunt est calibré de manière à équilibrer la section d'investissement.

II – Les dépenses prévisionnelles

Au regard de la situation économique et de l'inflation sur les matières premières, le Sdis 76 veille à contenir ses dépenses tout en restant attentif à l'évolution de certains postes de dépenses sous tension.

A – Les charges de fonctionnement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 011 - charges à caractère général	11,482	13,160	1,678	14,61%
Chapitre 012 - charges de personnel	69,989	71,435	1,446	2,07%
Chapitre 65 - autres charges courantes	1,206	1,341	0,135	11,19%
Chapitre 67 - charges exceptionnelles	0,018	0,008	-0,010	-55,56%
Chapitre 68 - provisions	0,200	0,000	-0,200	-100,00%
Chapitre 023 - virement à la section d'investissement	2,100	0,000	-2,100	-100,00%
Dépenses imprévues	0,930	0,227	-0,703	-75,59%
Sous-total	85,925	86,171	0,246	0,29%

L'évolution des différents postes de dépenses devrait être la suivante :

Les charges à caractère général

Les charges à caractère général retracent les dépenses majoritairement dites incompressibles de l'établissement : carburant, fluides, entretien des bâtiments et des véhicules.

Ce chapitre est pleinement impacté à la fois par les effets encore présents de la crise sanitaire mais surtout par le contexte économique mondial.

Ainsi, les charges à caractère général représentent près de 15 % des dépenses d'exploitation.

Parallèlement, le groupement Formation et activités physiques étoffe son offre de formation au bénéfice des agents de la structure et engage une démarche de coaching managérial.

Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses de la section de fonctionnement et représentent ainsi près de 83 % des dépenses d'exploitation.

Ce chapitre affiche une progression de plus de 2 % ; cela s'inscrit dans la volonté poursuivie par l'établissement en matière d'effectifs. En effet, l'objectif du Sdis 76 est de renforcer progressivement les unités opérationnelles à hauteur de 15 sapeurs-pompiers professionnels (SPP) et un emploi support par an, pour les 6 années à venir.

En fonction des besoins, l'établissement pourrait être amené à ajuster les effectifs des services supports.

Parallèlement, ce chapitre tient compte des évolutions réglementaires en faveur du personnel :

- l'évolution du point d'indice,
- l'évolution du taux horaire des indemnités de sapeur-pompier volontaire,
- la revalorisation du SMIC,
- la revalorisation des grilles indiciaires.

De plus, dans le cadre des évolutions à venir au sein de la Centrale de Production d'Electricité (CNPE) de Penly, le Service projette une augmentation des effectifs en vue d'assurer la sécurité du site. Aussi, un renfort de l'ordre 21 SPP et un officier coordinateur est envisagé.

Les frais de fonctionnement occasionnés seront intégralement compensés par la participation d'EDF.

Afin d'assurer la réponse opérationnelle dans les zones rurales, il est proposé de passer les centres de Sapeurs-Pompiers Volontaires, actuellement en disponibilité, en astreinte à compter du 1^{er} janvier 2023. L'impact budgétaire de cette mesure est estimé à 375 K€.

Par ailleurs, d'autres mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat ont été entérinées par le Conseil d'administration le 17 novembre dernier.

Ainsi, le Régime Indemnitaires tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) a été augmenté de 3,5% pour s'assurer d'une équité de traitements les sapeurs-pompiers professionnels pour lesquels l'évolution du point d'indice se répercute sur le régime indemnitaire.

De plus, dès le 1^{er} janvier 2023, la valeur faciale du titre-restaurant est portée à 8,10 €, contre 6,75 € avec une participation du Service à hauteur de 50 %.

Les autres charges courantes

Elles sont projetées en hausse de plus de plus de 11 %. Cette évolution s'explique pour partie par une augmentation de la subvention d'équilibre au budget annexe ; en lien avec les évolutions de prix des matières premières et l'impact de ces derniers sur les objectifs de la loi Egalim (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable et accessible à tous).

Par ailleurs, outre la subvention d'équilibre, ce chapitre flèche les dépenses relatives aux droits informatiques en nuage. Au cours de l'exercice 2022, le Service a déployé le télétravail et généralisé les adresses mails à destination de l'ensemble du personnel nécessitant l'accès à un logiciel de management des comptes.

Les charges exceptionnelles

Bien que peu prévisibles, le Sdis 76 travaille à la maîtrise des crédits employés à faire face au versement d'intérêts moratoires en cas de retard de paiement, aux annulations de titres d'exercices antérieurs ou aux éventuelles remises gracieuses.

Le Service se réserve la possibilité de recourir aux dépenses imprévues pour régulariser les éventuelles dépenses ou indemnités à verser dans le cadre de contentieux.

Les provisions

Le recours au compte personnel de formation est dorénavant maîtrisé et intégré dans la programmation budgétaire du Groupement Formation et Activités Physiques ; de fait, cela ne donne plus lieu à constitution d'une provision.

Le virement à la section d'investissement

Le montant de cet autofinancement de la section d'investissement pourra être déterminé lors à l'occasion de l'intégration du résultat de l'exercice 2022.

Les dépenses imprévues

Leur montant permettra de faire face rapidement à des aléas budgétaires. Il sera calibré lors du vote du budget au regard du solde de la section d'exploitation sans pouvoir dépasser 7,5 % des dépenses réelles de fonctionnement.

B – Les dépenses d'investissement (hors frais financiers et amortissements)

En millions d'euros	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Crédits de paiement des autorisations de programme	14,987	19,693	4,706	31,40%
Dépenses hors autorisations de programme	2,280	0,200	-2,08	-91,23%
Travaux en régie et autres opérations d'ordre	0,150	0,150	0	0,00%
Dépenses imprévues	0,100	0,500	0,400	400,00%
Sous-total	17,517	20,543	3,026	17,27%

L'essentiel des dépenses de cette section est consacré au plan pluriannuel d'investissement (PPI) du Sdis. Ces dépenses sont majoritairement intégrées dans des autorisations de programme (AP), tant pour les dépenses mobilières qu'immobilières.

Des crédits hors AP pour 200 K € sont prévus pour d'une part, les frais d'insertion et d'autre part, le versement d'un acompte de 175 K € dans le cadre du déploiement du nouveau système de gestion opérationnel NexSIS 18-112.

Par ailleurs, un plan pluriannuel d'équipement (PPE) avait été établi pour la période 2019-2022. Dans le cadre du vote du budget primitif 2023, en mars prochain, un nouveau plan pluriannuel sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration pour la période 2023-2028.

Ce dernier se déclinera comme suit :

- les dépenses afférentes au Plan pluriannuel d'Equipeement (PPE),
- les dépenses afférentes au Plan Pluriannuel Numérique (PPN),
- les dépenses portant sur les bâtiments, qu'elles relèvent ou non de la nouvelle politique immobilière (NPI) et du territoire de la Métropole Rouen Normandie.

Face aux enjeux nouveaux liés à l'évolution du digital, notamment en matière de sécurité, il apparaît nécessaire de distinguer les investissements numériques du renouvellement des matériels.

Une partie des crédits de paiement (CP) pour 2023 sont déjà approuvés par le Conseil d'administration et s'établissent comme suit, après d'éventuels ajustements d'ici au vote du budget 2023, comme suit :

N°d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2023
2013000002	Modernisation des outils informatiques	40 425,24 €
2019000001	Matériels non opérationnels	150 000,00 €
2019000002	Matériels d'intervention courants	23 000,00 €
2019000003	Matériels roulants et naviguants	399 999,83 €
2019000006	Projet e-Secours	264 771,73 €
2022000003	Système de gestion des données de référence et système d'information décisionnel	90 000,00 €
Total équipement divers		968 196,80 €

N°d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2023
2022000001	Toitures et façades	750 000,00 €
2022000002	Sécurisation des sites	380 000,00 €
Sous-total Immobilier hors NPI		1 130 000,00 €
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	1 455 670,35 €
2017000001	Travaux au Centre Départemental de Formation	140 000,00 €
2017000004	Construction CIS Duclair	987 000,00 €
2018000003	Construction CIS Fécamp	350 000,00 €
2019000007	Construction CIS Les-Grandes-Ventes	6 998,08 €
2019000008	Construction Malaunay Montville	2 050 000,00 €
2020000001	Construction Bosc-Le-Hard	2 410 000,00 €
Sous-total NPI		7 399 668,43 €

Les dépenses relatives à la NPI progressent à concurrence de l'évolution des différents chantiers. On peut noter la réception prévisionnelle du Cis Le Havre Sud à l'automne prochain, le démarrage des travaux de Bosc-le-Hard fin 2022, Malaunay-Montville et Duclair au cours de l'année 2023.

Par ailleurs, dans le cadre du partenariat conclu avec la Métropole Rouen Normandie, il sera proposé la création des AP pour les opérations de Saint-Martin-de-Boscherville, Le Grand-Quevilly et Sotteville-lès-Rouen.

De nouvelles AP devraient être proposées pour répondre aux enjeux de formation, de modernisation et résilience opérationnelle. De plus, les travaux donnant lieu à des « petites » réhabilitations et des travaux d'amélioration des conditions de travail dans les bâtiments du Sdis 76 seront également intégrés dans les prévisions 2023.

Enfin, les frais afférents à la sécurité de la CNPE de Penly seront intégralement pris en charge par EDF.

Les dépenses imprévues

En cas d'aléas ou pour faire face à des besoins nouveaux, un montant de 500 K € est prévu sur ce chapitre.

C – Les amortissements, leur neutralisation et les opérations d'ordre patrimoniales

En millions d'euros	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Amortissements des dépenses	8,200	8,213	0,013	0,16%
Amortissements des recettes	0,248	0,392	0,144	58,06%
Neutralisation de l'amortissement des opérations en lien avec des biens immobiliers	1,980	2,055	0,075	3,79%
Opérations d'ordre patrimoniales en dépenses	0,170	0,150	-0,02	-11,76%
Opérations d'ordre patrimoniales en recettes	0,170	0,150	-0,020	-11,76%
Sous-total	5,972	5,766	-0,206	-3,45%

La dotation aux amortissements est une opération d'ordre destinée à permettre l'autofinancement du renouvellement des équipements structurants.

L'amortissement des subventions d'équipements ainsi que la neutralisation des amortissements des opérations immobilières et des subventions d'équipements versées permettent au contraire d'atténuer l'impact de la dotation sur la section de fonctionnement.

D – Les annuités d'emprunts

En millions d'euros	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Chapitre 16 - remboursement du capital	0,181	0,641	0,46	254,14%
Chapitre 66 - paiement des intérêts	0,020	0,318	0,298	1490,00%
Sous-total	0,201	0,959	0,758	377,11%

Au 31 décembre 2021, le Sdis76 était endetté à hauteur de 2,21 M €, soit le capital restant dû sur les emprunts souscrits au titre des programmes de travaux 2016 et 2019.

Au terme de l'exercice 2022, le Sdis 76 va mobiliser un emprunt de 10 M €.

En effet, au regard du contexte inflationniste, le Service souhaite disposer des conditions financières connues ; d'autant qu'un nouveau taux d'usure devrait intervenir d'ici au 1^{er} janvier 2023.

Les charges sont estimés à 959 K € ; les éléments définitifs seront connus à la signature des contrats.

III – Les grands équilibres prévisionnels du budget du Sdis 76 pour 2023

Aujourd'hui, le budget prévisionnel pour 2023 s'établit comme suit :

Section de fonctionnement				
En millions d'euros	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Charges de fonctionnement	85,925	86,171	0,246	0,29%
Intérêts des emprunts	0,020	0,318	0,298	1490,00%
Amortissements dépenses	8,200	8,213	0,013	0,16%
Total	94,145	94,702	0,557	0,59%

	Budget 2022	2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Total des recettes de fonctionnement	94,145	94,702	0,557	0,59%

Ainsi, les dépenses de fonctionnement devrait s'élever à 94,702 M €.

Retraité des dépenses imprévues, le budget de fonctionnement s'établirait à près de 94,5 M €.

Le Sdis76 devra, néanmoins, resté vigilant sur la maîtrise de ses charges de gestion dans un contexte toujours inflationniste. L'établissement devra s'assurer de respecter les engagements mutuels qu'il coconstruit dans le cadre de la nouvelle convention de partenariat avec le Conseil départemental.

Les dépenses d'investissement se projettent à 23,781 M €.

Section d'investissement				
En millions d'euros	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Equipements et travaux	17,687	20,693	3,006	17,00%
Capital des emprunts	0,181	0,641	0,46	254,14%
Neutralisation	1,980	2,055	0,075	3,79%
Amortissements recettes	0,248	0,392	0,144	58,06%
Total	20,096	23,781	3,685	18,34%

	Budget 2022	Perspectives 2023	Evolution en valeur	Evolution en pourcentage
Total des recettes d'investissement	20,096	23,781	3,685	18,34%

Pour assurer l'équilibre de la section d'investissement, les recettes d'emprunt sont temporairement abondées dans l'attente de la reprise des résultats par anticipation lors du vote du budget 2023.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
 - Pouvoir :
-
 - Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONTRIBUTIONS COMMUNALES OU INTERCOMMUNALES POUR 2023

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Sociétale</i>	<i>Assurer un service de qualité sur le territoire</i>	-
<i>Ressources et moyens</i>	-	-

*

* *

Vu :

- *le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.1424-35 et R.1424-32,*
- *la loi n°2015-991 modifiée du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,*
- *la délibération n°2018-CA-38 relative aux modalités de répartitions des contributions communales ou intercommunales,*
- *la délibération n° DCA-2021-043 relative aux contributions communales pour 2022.*

*

* *

L'enveloppe des contributions des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) est révisée chaque année sur la base de la progression de l'indice des prix à la consommation constatée sur une année ; pour le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) l'indice de référence est celui de septembre.

Pour 2023, l'inflation constatée s'établit à 5,6 % (Septembre 2021 - Septembre 2022).

Conscient du contexte économique qui pèse notamment sur les collectivités, le Conseil départemental a fait part de son souhait de soutenir son territoire.

Aussi, il est proposé de minorer à 3 % l'inflation retenue pour les contributions appelées auprès des communes et EPCI.

Le Conseil départemental, premier contributeur du Sdis 76, portera la charge d'une partie de l'inflation.

Le montant total des contributions 2022 s'élevait à 37 693 962 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2022
Enveloppe zone A	18 153 656 €
Enveloppe zone B	11 965 942 €
Enveloppe zone C	7 574 364 €

En conséquence, le montant total des contributions 2023, après application de l'inflation, est arrêté à 38 824 794 € ; soit les montants d'enveloppes de zone suivants :

	Contribution brute 2023
Enveloppe zone A	18 698 266 €
Enveloppe zone B	12 324 925 €
Enveloppe zone C	7 801 603 €

Au vu des éléments de calculs indiqués en annexes n° 1 et 2, le montant des contributions individuelles 2023 de chaque contributeur est indiqué en annexe n° 3.

Le montant de cette dépense obligatoire sera notifié aux maires et aux présidents d'EPCI avant le 1^{er} janvier 2023.

A l'instar de l'année passée, les contributeurs auront le choix, d'ici au 16 janvier 2023, entre deux options de paiement (sans mandatement préalable) selon la modalité suivante :

- soit le paiement mensuel d'1/12^{ème}, le 27 janvier 2023 puis aux alentours du 20 de chaque mois jusqu'à décembre 2023,
- soit le paiement unique au 20 février 2023.

En l'absence de réponse à cette échéance, un débit d'office unique à la date du 20 février 2023 sera opéré.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Allouville-Bellefosse	C	1 188	26 570 €	27 096 €
Alvimare	C	633	8 202 €	8 595 €
Ambrumesnil	C	495	7 669 €	7 952 €
Amfreville-la-Mi-Voie	B	3 352	105 715 €	108 504 €
Amfreville-les-Champs	C	179	1 817 €	1 937 €
Anceaumeville	C	689	10 550 €	10 947 €
Ancourt	C	659	20 700 €	20 879 €
Ancourteville-sur-Héricourt	C	352	3 975 €	4 204 €
Ancretierville-Saint-Victor	C	382	4 890 €	5 128 €
Ancretteville-sur-Mer	C	183	3 042 €	3 143 €
Angerville-Bailleul	C	192	3 032 €	3 141 €
Angerville-la-Martel	C	1 133	12 715 €	13 455 €
Angerville-l'Orcher	C	1 430	20 741 €	21 586 €
Angiens	C	602	10 060 €	10 391 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	C	132	1 996 €	2 072 €
Anglesqueville-l'Esneval	C	663	8 197 €	8 616 €
Anneville-Ambourville	C	1 226	36 555 €	36 924 €
Anneville-sur-Scie	C	445	6 939 €	7 192 €
Annouville-Vilmesnil	C	484	6 748 €	7 039 €
Anquetierville	C	354	5 111 €	5 321 €
Anvéville	C	322	4 321 €	4 518 €
Ardouval	C	174	2 398 €	2 503 €
Arelaune-en-Seine	C	2 611	44 480 €	45 898 €
Argueil	C	362	5 467 €	5 677 €
Arques-la-Bataille	C	2 649	80 664 €	81 430 €
Aubéguimont	C	194	3 016 €	3 127 €
Aubermesnil-aux-Érables	C	212	3 412 €	3 531 €
Aubermesnil-Beaumais	C	511	13 610 €	13 795 €
Auberville-la-Manuel	C	164	2 297 €	2 395 €
Auberville-la-Renault	C	472	6 169 €	6 461 €
Aumale	B	2 074	72 264 €	73 860 €
Auppegard	C	723	11 322 €	11 733 €
Authieux-Ratiéville	C	412	5 916 €	6 161 €
Autigny	C	317	4 027 €	4 225 €
Auvilliers	C	115	1 804 €	1 870 €
Auzebosc	C	1 492	17 513 €	18 472 €
Auzouville-l'Esneval	C	373	5 931 €	6 141 €
Auzouville-sur-Ry	C	719	10 069 €	10 501 €
Auzouville-sur-Saône	C	157	2 471 €	2 560 €
Avesnes-en-Bray	C	312	4 438 €	4 624 €
Avesnes-en-Val	C	306	4 128 €	4 315 €
Avremesnil	C	1 073	16 155 €	16 778 €
Bacqueville-en-Caux	C	1 993	29 679 €	30 842 €
Bailleul-Neuville	C	246	3 118 €	3 272 €
Baillolet	C	123	1 895 €	1 965 €
Bailly-en-Rivière	C	548	8 435 €	8 749 €
Baons-le-Comte	C	356	5 992 €	6 186 €
Bardouville	C	643	19 184 €	19 378 €
Barentin	B	12 670	257 539 €	270 771 €
Baromesnil	C	229	3 815 €	3 941 €
Bazinval	C	446	5 407 €	5 690 €
Beaubeac-la-Rosière	C	526	6 956 €	7 280 €
Beaumont-le-Hareng	C	271	3 416 €	3 586 €
Beaurepaire	C	529	6 887 €	7 215 €
Beaussault	C	451	6 372 €	6 641 €
Beautot	C	154	1 993 €	2 089 €
Beauval-en-Caux	C	500	7 907 €	8 191 €
Beauvoir-en-Lyons	C	688	8 493 €	8 928 €
Bec-de-Mortagne	C	681	10 492 €	10 883 €
Belbeuf	B	2 296	67 105 €	69 116 €
Bellencombre	C	650	11 806 €	12 145 €
Bellengreville	C	499	6 909 €	7 210 €
Belleville-en-Caux	C	757	10 552 €	11 008 €
Belmesnil	C	458	7 160 €	7 421 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Bénarville	C	279	3 457 €	3 633 €
Bénesville	C	199	2 562 €	2 686 €
Bénouville	C	225	2 368 €	2 518 €
Bernières	C	652	9 836 €	10 214 €
Bertheauville	C	109	2 130 €	2 184 €
Bertreville	C	126	2 286 €	2 352 €
Bertreville-Saint-Ouen	C	360	5 764 €	5 966 €
Bertrimont	C	224	3 527 €	3 654 €
Berville	C	702	8 558 €	9 003 €
Berville-sur-Seine	C	558	16 074 €	16 253 €
Beuzeville-la-Grenier	C	1 270	17 783 €	18 545 €
Beuzeville-la-Guéard	C	243	2 745 €	2 904 €
Beuzevillette	C	650	9 787 €	10 164 €
Bézancourt	C	436	4 581 €	4 871 €
Bierville	C	330	4 483 €	4 684 €
Bihorel	B	8 475	273 970 €	280 896 €
Biville-la-Baignarde	C	683	10 223 €	10 621 €
Biville-la-Rivière	C	113	1 706 €	1 772 €
Blacqueville	C	736	9 625 €	10 079 €
Blainville-Crevon	C	1 244	19 719 €	20 423 €
Blangy-sur-Bresle	C	2 969	55 257 €	56 781 €
Blosseville	C	325	6 685 €	6 839 €
Bois-d'Ennebourg	C	565	8 668 €	8 993 €
Bois-Guilbert	C	317	3 427 €	3 636 €
Bois-Guillaume	B	15 102	444 588 €	457 756 €
Bois-Hérault	C	190	2 521 €	2 637 €
Bois-Himont	C	481	6 754 €	7 043 €
Bois-l'Évêque	C	612	6 703 €	7 106 €
Boissay	C	418	4 864 €	5 133 €
Bolbec	B	11 818	285 046 €	296 539 €
Bolleville	C	585	9 026 €	9 362 €
Bonsecours	B	6 610	213 602 €	219 005 €
Boos	B	3 977	114 087 €	117 611 €
Bordeaux-Saint-Clair	C	727	9 822 €	10 265 €
Bornambusc	C	264	4 091 €	4 242 €
Bosc-Bérenger	C	204	2 987 €	3 107 €
Bosc-Bordel	C	463	7 368 €	7 629 €
Bosc-Édeline	C	373	4 968 €	5 197 €
Bosc-Guéard-Saint-Adrien	C	1 059	13 477 €	14 139 €
Bosc-Hyons	C	469	5 575 €	5 875 €
Bosc-le-Hard	C	1 562	32 301 €	33 042 €
Bosc-Mesnil	C	330	3 828 €	4 042 €
Bosville	C	648	12 397 €	12 724 €
Boudeville	C	218	3 144 €	3 273 €
Bouelles	C	300	4 160 €	4 341 €
Bourdainville	C	471	5 760 €	6 059 €
Bourville	C	346	4 874 €	5 081 €
Bouville	C	1 006	14 904 €	15 493 €
Brachy	C	765	12 127 €	12 559 €
Bracquetuit	C	341	5 361 €	5 554 €
Bradiancourt	C	225	2 524 €	2 671 €
Brametot	C	219	3 023 €	3 155 €
Bréauté	C	1 406	20 195 €	21 029 €
Brémontier-Merval	C	615	6 032 €	6 450 €
Bretteville-du-Grand-Caux	C	1 424	19 654 €	20 515 €
Bretteville-Saint-Laurent	C	165	2 706 €	2 797 €
Buchy	C	2 973	45 964 €	47 667 €
Bully	C	957	13 649 €	14 219 €
Bures-en-Bray	C	346	4 246 €	4 465 €
Butot	C	292	4 602 €	4 768 €
Butot-Vénesville	C	278	6 381 €	6 501 €
Cailleville	C	296	5 560 €	5 711 €
Cailly	C	771	16 112 €	16 474 €
Callengeville	C	531	7 791 €	8 103 €
Calleville-les-Deux-Églises	C	332	5 234 €	5 422 €
Campneuseville	C	507	7 630 €	7 925 €
Canehan	C	393	5 295 €	5 535 €
Canouville	C	379	6 271 €	6 481 €
Canteleu	B	14 242	498 371 €	509 292 €
Canville-les-Deux-Églises	C	373	5 196 €	5 420 €
Cany-Barville	B	3 199	76 695 €	79 815 €
Carville-la-Folletière	C	431	4 092 €	4 388 €
Carville-Pot-de-Fer	C	109	1 866 €	1 925 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Catenay	C	684	10 931 €	11 316 €
Caudebec-lès-Elbeuf	B	10 043	335 226 €	343 233 €
Cauville-sur-Mer	C	1 632	21 486 €	22 492 €
Cideville	C	411	4 911 €	5 173 €
Clais	C	273	3 584 €	3 752 €
Clasville	C	370	5 691 €	5 904 €
Claville-Motteville	C	290	4 028 €	4 203 €
Cléon	B	4 957	166 897 €	170 822 €
Clères	C	1 399	23 513 €	24 278 €
Cleuville	C	209	2 207 €	2 346 €
Cléville	C	160	2 516 €	2 607 €
Cliponville	C	269	4 185 €	4 339 €
Colleville	C	796	19 563 €	19 881 €
Colmesnil-Manneville	C	118	3 236 €	3 277 €
Compainville	C	187	1 899 €	2 025 €
Conteville	C	517	7 752 €	8 053 €
Contremoulins	C	171	3 009 €	3 100 €
Cottévrard	C	483	6 041 €	6 345 €
Crasville-la-Mallet	C	179	3 302 €	3 394 €
Crasville-la-Rocquefort	C	250	3 981 €	4 122 €
Criel-sur-Mer	C	3 783	47 703 €	50 074 €
Criquebeuf-en-Caux	C	420	7 697 €	7 915 €
Criquetot-le-Mauconduit	C	195	4 178 €	4 268 €
Criquetot-l'Esneval	C	2 678	42 470 €	43 984 €
Criquetot-sur-Longueville	C	228	3 298 €	3 433 €
Criquetot-sur-Ouville	C	830	10 844 €	11 357 €
Criquiers	C	735	10 318 €	10 759 €
Critot	C	473	7 603 €	7 868 €
Croisy-sur-Andelle	C	544	8 835 €	9 139 €
Croixdalle	C	341	4 104 €	4 321 €
Croix-Mare	C	769	10 469 €	10 936 €
Cropus	C	258	3 805 €	3 956 €
Crosville-sur-Scie	C	254	3 753 €	3 902 €
Cuverville	C	363	5 043 €	5 262 €
Cuverville-sur-Yères	C	218	3 059 €	3 190 €
Cuy-Saint-Fiacre	C	695	9 309 €	9 734 €
Dampierre-en-Bray	C	470	6 476 €	6 760 €
Dampierre-Saint-Nicolas	C	473	8 034 €	8 292 €
Dancourt	C	247	3 889 €	4 029 €
Darnétal	B	9 944	315 664 €	323 900 €
Daubeuf-Serville	C	425	5 623 €	5 884 €
Dénestanville	C	274	3 966 €	4 128 €
Déville-lès-Rouen	B	10 764	341 770 €	350 684 €
Dieppe	A	30 560	1 062 612 €	1 100 895 €
Doudeauville	C	106	1 395 €	1 461 €
Doudeville	C	2 574	43 619 €	45 021 €
Douvrend	C	548	7 973 €	8 296 €
Drosay	C	220	4 506 €	4 611 €
Duclair	B	4 148	137 449 €	140 776 €
Écalles-Alix	C	523	8 423 €	8 716 €
Écrainville	C	1 017	15 848 €	16 428 €
Écretteville-lès-Baons	C	393	6 227 €	6 449 €
Écretteville-sur-Mer	C	175	1 721 €	1 840 €
Ectot-l'Auber	C	713	7 876 €	8 344 €
Ectot-lès-Baons	C	399	6 409 €	6 633 €
Elbeuf	B	16 488	551 282 €	564 411 €
Elbeuf-en-Bray	C	434	6 221 €	6 478 €
Elbeuf-sur-Andelle	C	493	5 224 €	5 552 €
Életot	C	686	9 358 €	9 775 €
Ellecourt	C	162	2 518 €	2 610 €
Émanville	C	725	9 098 €	9 553 €
Envermeu	C	2 195	40 499 €	41 632 €
Envronville	C	360	5 595 €	5 800 €
Épinay-sur-Duclair	C	518	15 591 €	15 744 €
Épouville	B	2 701	53 309 €	56 160 €
Épretot	C	794	11 019 €	11 498 €
Épreville	C	1 039	21 546 €	22 037 €
Ermenouville	C	167	2 340 €	2 440 €
Ernemont-la-Villette	C	209	2 982 €	3 106 €
Ernemont-sur-Buchy	C	296	3 433 €	3 625 €
Esclavelles	C	394	5 366 €	5 605 €
Eslettes	C	1 639	23 750 €	24 719 €
Esteville	C	501	6 655 €	6 963 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Étaimpuis	C	842	11 826 €	12 331 €
Étainhus	C	1 241	17 092 €	17 842 €
Étalleville	C	458	6 378 €	6 654 €
Étalondes	C	1 075	24 935 €	25 393 €
Étoutteville	C	849	8 161 €	8 742 €
Étretat	B	1 885	54 831 €	56 488 €
Eu	B	7 099	282 176 €	286 981 €
Fallencourt	C	197	2 626 €	2 747 €
Fécamp	A	18 957	460 102 €	487 617 €
Ferrières-en-Bray	C	1 709	43 335 €	43 994 €
Fesques	C	142	1 915 €	2 002 €
Flamanville	C	504	6 220 €	6 538 €
Flamets-Frétils	C	185	2 409 €	2 524 €
Flocques	C	731	11 056 €	11 480 €
Fongueusemare	C	201	2 902 €	3 021 €
Fontaine-en-Bray	C	184	2 878 €	2 983 €
Fontaine-la-Mallet	B	2 694	51 146 €	54 027 €
Fontaine-le-Bourg	C	1 829	29 664 €	30 686 €
Fontaine-le-Dun	C	944	26 924 €	27 231 €
Fontaine-sous-Préaux	C	561	14 863 €	15 068 €
Fontenay	C	1 551	17 229 €	18 245 €
Forges-les-Eaux B	B	3 660	82 656 €	86 322 €
Forges-les-Eaux C	C	494	10 154 €	10 390 €
Foucarmont	C	820	16 967 €	17 356 €
Foucart	C	373	5 435 €	5 655 €
Franqueville-Saint-Pierre	B	6 308	206 029 €	211 144 €
Fréauville	C	154	2 151 €	2 243 €
Freneuse	C	975	27 005 €	27 338 €
Fresles	C	250	2 707 €	2 873 €
Fresnay-le-Long	C	336	5 015 €	5 211 €
Fresne-le-Plan	C	586	8 093 €	8 447 €
Fresnoy-Folny	C	724	10 812 €	11 233 €
Fresquiennes	C	1 033	16 374 €	16 959 €
Freulleville	C	382	5 714 €	5 936 €
Frichemesnil	C	411	6 749 €	6 976 €
Froberville	C	1 243	24 099 €	24 718 €
Fry	C	155	2 340 €	2 430 €
Fultot	C	257	2 920 €	3 087 €
Gaillefontaine	C	1 274	22 696 €	23 369 €
Gainneville	B	2 561	45 002 €	47 810 €
Gancourt-Saint-Étienne	C	249	3 637 €	3 784 €
Ganzeville	C	489	10 381 €	10 608 €
Gerponville	C	414	5 366 €	5 623 €
Gerville	C	446	8 009 €	8 244 €
Goderville	B	2 927	42 667 €	46 042 €
Gommerville	C	745	10 951 €	11 388 €
Gonfreville-Caillet	C	373	4 653 €	4 888 €
Gonfreville-l'Orcher	B	9 228	445 418 €	450 176 €
Gonnetot	C	197	3 282 €	3 390 €
Gonneville-la-Mallet	C	1 406	20 495 €	21 324 €
Gonneville-sur-Scie	C	529	7 219 €	7 540 €
Gonzeville	C	135	1 705 €	1 789 €
Goupillières	C	431	6 324 €	6 578 €
Gournay-en-Bray	B	6 175	136 850 €	143 084 €
Gouy	C	906	24 374 €	24 696 €
Graimbouville	C	635	8 589 €	8 976 €
Grainville-la-Teinturière	C	1 127	24 741 €	25 248 €
Grainville-sur-Ry	C	450	7 863 €	8 103 €
Grainville-Ymauville	C	451	6 706 €	6 969 €
Grand-Camp	C	768	11 021 €	11 477 €
Grand-Couronne	B	9 966	325 713 €	333 791 €
Grandcourt	C	369	5 595 €	5 808 €
Graval	C	163	1 829 €	1 935 €
Grèges	C	866	23 760 €	24 060 €
Grémonville	C	451	6 037 €	6 314 €
Greuville	C	402	6 025 €	6 259 €
Grigneuseville	C	383	5 568 €	5 795 €
Gruchet-le-Valasse	B	3 226	79 349 €	82 458 €
Gruchet-Saint-Siméon	C	749	11 257 €	11 692 €
Grugny	C	1 015	16 154 €	16 727 €
Grumesnil	C	454	6 914 €	7 176 €
Guerville	C	482	7 032 €	7 316 €
Gueures	C	577	8 876 €	9 208 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Gueutteville	C	90	1 347 €	1 400 €
Gueutteville-les-Grès	C	460	7 588 €	7 843 €
Harcanville	C	545	7 096 €	7 433 €
Harfleur	B	8 445	183 060 €	191 664 €
Hattenville	C	740	9 767 €	10 222 €
Haucourt	C	213	3 473 €	3 591 €
Haudricourt	C	440	7 382 €	7 623 €
Haussez	C	336	4 187 €	4 399 €
Hautot-l'Auvray	C	353	8 129 €	8 280 €
Hautot-le-Vatois	C	365	4 727 €	4 953 €
Hautot-Saint-Sulpice	C	705	9 739 €	10 165 €
Hautot-sur-Mer	B	2 078	65 960 €	67 682 €
Hautot-sur-Seine	C	412	11 436 €	11 576 €
Héberville	C	131	1 956 €	2 033 €
Hénouville	C	1 343	37 166 €	37 625 €
Héricourt-en-Caux	C	983	14 792 €	15 362 €
Hermanville	C	123	1 861 €	1 932 €
Hermeville	C	380	6 166 €	6 378 €
Héronnelles	C	150	1 641 €	1 740 €
Heugleville-sur-Scie	C	653	9 686 €	10 068 €
Heuqueville	C	737	10 573 €	11 011 €
Heurteauville	C	323	5 150 €	5 332 €
Hodeng-au-Bosc	C	593	18 747 €	18 906 €
Hodeng-Hodenger	C	305	3 675 €	3 869 €
Houdetot	C	203	2 418 €	2 548 €
Houpeville	C	2 961	82 471 €	83 473 €
Houquetot	C	348	5 028 €	5 234 €
Hugleville-en-Caux	C	434	5 222 €	5 499 €
Illois	C	422	4 842 €	5 116 €
Imbleville	C	323	5 068 €	5 252 €
Incheville	C	1 284	25 700 €	26 325 €
Ingouville	C	337	6 421 €	6 591 €
Isneauville	B	3 620	90 661 €	94 118 €
Jumièges	C	1 773	54 199 €	54 708 €
La Bellière	C	59	1 140 €	1 169 €
La Bouille	C	744	22 541 €	22 758 €
La Cerlangue	C	1 395	22 886 €	23 660 €
La Chapelle-du-Bourgay	C	129	2 066 €	2 138 €
La Chapelle-Saint-Ouen	C	147	1 348 €	1 450 €
La Chapelle-sur-Dun	C	239	3 221 €	3 367 €
La Chaussée	C	559	8 752 €	9 070 €
La Crique	C	352	5 008 €	5 218 €
La Ferté-Saint-Samson	C	492	6 163 €	6 472 €
La Feuillie	C	1 372	18 725 €	19 558 €
La Fontelaye	C	30	544 €	560 €
La Frénaye	B	2 141	36 871 €	39 233 €
La Gaillarde	C	430	6 348 €	6 600 €
La Hallotière	C	242	2 713 €	2 872 €
La Haye	C	390	4 773 €	5 021 €
La Houssaye-Béranger	C	543	8 404 €	8 715 €
La Londe	C	2 415	70 265 €	71 025 €
La Neuville-Chant-d'Oisel	C	2 419	68 393 €	69 193 €
La Poterie-Cap-d'Antifer	C	498	5 738 €	6 061 €
La Remuée	C	1 303	19 757 €	20 511 €
La Rue-Saint-Pierre	C	792	6 937 €	7 491 €
La Trinité-du-Mont	C	861	11 203 €	11 736 €
La Vaupalière	C	1 149	25 698 €	26 206 €
La Vieux-Rue	C	590	7 309 €	7 682 €
Lamberville	C	203	3 014 €	3 133 €
Lammerville	C	341	5 439 €	5 632 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	C	139	2 024 €	2 106 €
Lanquetot	C	1 180	17 155 €	17 851 €
Le Bocasse	C	668	11 890 €	12 243 €
Le Bois-Robert	C	367	5 241 €	5 459 €
Le Bourg-Dun	C	541	6 870 €	7 208 €
Le Catelier	C	284	3 986 €	4 157 €
Le Caule-Sainte-Beuve	C	511	7 028 €	7 337 €
Le Grand-Quevilly	A	26 357	882 496 €	916 156 €
Le Hanouard	C	277	5 702 €	5 833 €
Le Havre	A	172 238	8 449 853 €	8 619 045 €
Le Héron	C	258	3 941 €	4 090 €
Le Houlme	B	4 146	132 369 €	135 789 €
Le Mesnil-Durdent	C	34	715 €	731 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Le Mesnil-Esnard	B	8 257	270 431 €	277 113 €
Le Mesnil-Lieubray	C	119	1 399 €	1 475 €
Le Mesnil-Réaume	C	812	8 172 €	8 720 €
Le Mesnil-sous-Jumièges	C	641	18 822 €	19 020 €
Le Petit-Quevilly	A	22 334	791 575 €	819 269 €
Le Thil-Riberpré	C	239	3 202 €	3 348 €
Le Tilleul	C	728	10 719 €	11 146 €
Le Torp-Mesnil	C	464	4 370 €	4 689 €
Le Trait	B	4 950	170 412 €	174 261 €
Le Tréport	B	6 075	171 724 €	177 156 €
Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen	C	1 293	37 406 €	37 817 €
Les Cent-Acres	C	68	1 066 €	1 105 €
Les Grandes-Ventes	C	1 848	36 764 €	37 667 €
Les Ifs	C	80	1 661 €	1 698 €
Les Loges	C	1 181	24 972 €	25 522 €
Les Trois-Pierres	C	791	12 024 €	12 481 €
Les-Hauts-de-Caux	C	1 401	22 833 €	23 614 €
Lestanville	C	99	1 453 €	1 511 €
Lillebonne	B	8 984	362 850 €	368 822 €
Limésy	C	1 556	22 466 €	23 388 €
Limpville	C	400	5 801 €	6 037 €
Lindebeuf	C	401	5 103 €	5 354 €
Lintot	C	479	6 472 €	6 764 €
Lintot-les-Bois	C	201	2 946 €	3 064 €
Londinières	C	1 327	19 365 €	20 147 €
Longmesnil	C	56	1 355 €	1 378 €
Longroy	C	657	16 461 €	16 718 €
Longueil	C	624	9 487 €	9 848 €
Longuerue	C	338	4 795 €	4 997 €
Longueville-sur-Scie	C	1 023	15 239 €	15 836 €
Louvetot	C	757	10 017 €	10 483 €
Lucy	C	215	2 327 €	2 469 €
Luneray	B	2 248	37 702 €	40 201 €
Malaunay	B	6 198	194 832 €	200 002 €
Malleville-les-Grès	C	245	3 593 €	3 737 €
Manéglise	C	1 260	19 893 €	20 607 €
Manéhouville	C	236	3 479 €	3 617 €
Maniquerville	C	496	9 224 €	9 479 €
Manneville-ès-Plains	C	361	6 379 €	6 571 €
Manneville-la-Goupil	C	1 061	15 860 €	16 478 €
Mannevillette	C	906	11 879 €	12 438 €
Maromme	B	10 834	363 830 €	372 427 €
Marques	C	265	3 636 €	3 797 €
Martainville-Épreville	C	728	11 991 €	12 394 €
Martigny	C	436	13 405 €	13 529 €
Martin-Église	C	1 753	47 088 €	47 714 €
Massy	C	352	4 843 €	5 056 €
Mathonville	C	333	3 219 €	3 447 €
Maucombe	C	420	5 627 €	5 884 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	C	1 027	15 372 €	15 969 €
Mauny	C	181	2 353 €	2 465 €
Mauquenchy	C	375	4 884 €	5 116 €
Mélamare	C	943	15 658 €	16 178 €
Melleville	C	282	4 357 €	4 519 €
Ménerval	C	187	2 997 €	3 102 €
Ménonval	C	238	3 053 €	3 201 €
Mentheville	C	304	2 942 €	3 149 €
Mésangueville	C	180	2 498 €	2 607 €
Mesnières-en-Bray	C	1 201	18 339 €	19 031 €
Mesnil-Follemprise	C	126	1 880 €	1 954 €
Mesnil-Mauger	C	264	3 844 €	4 000 €
Mesnil-Panneville	C	739	9 204 €	9 670 €
Mesnil-Raoul	C	1 099	12 960 €	13 665 €
Meulers	C	571	7 085 €	7 445 €
Millebosc	C	258	4 113 €	4 258 €
Mirville	C	352	5 362 €	5 565 €
Molagnies	C	206	2 580 €	2 710 €
Monchaux-Soreng	C	657	10 557 €	10 926 €
Monchy-sur-Eu	C	603	8 503 €	8 864 €
Mont-Cauvaire	C	862	10 260 €	10 812 €
Montérolier	C	610	8 630 €	8 994 €
Montigny	C	1 299	18 873 €	19 640 €
Montvilliers	B	15 852	345 518 €	361 632 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Montmain	C	1 375	41 989 €	42 384 €
Montreuil-en-Caux	C	514	8 146 €	8 436 €
Montroty	C	313	3 739 €	3 939 €
Mont-Saint-Aignan	A	20 054	681 337 €	706 761 €
Montville	B	4 626	85 314 €	90 310 €
Morgny-la-Pommeraye	C	1 097	15 266 €	15 926 €
Morienne	C	220	2 742 €	2 880 €
Mortemer	C	89	1 544 €	1 592 €
Morville-sur-Andelle	C	324	4 083 €	4 286 €
Motteville	C	782	12 363 €	12 805 €
Moulineaux	C	948	29 026 €	29 297 €
Muchedent	C	142	2 203 €	2 284 €
Nesle-Hodeng	C	378	4 890 €	5 124 €
Nesle-Normandeuse	C	530	10 376 €	10 639 €
Neufbosc	C	410	4 948 €	5 209 €
Neufchâtel-en-Bray	B	4 920	138 686 €	143 092 €
Neuf-Marché	C	718	10 825 €	11 241 €
Neuville-Ferrières	C	588	9 240 €	9 574 €
Néville	C	1 457	26 795 €	27 549 €
Nointot	C	1 397	18 968 €	19 818 €
Nolléval	C	462	5 438 €	5 735 €
Normanville	C	700	10 268 €	10 679 €
Norville	C	1 031	15 516 €	16 114 €
Notre-Dame-d'Aliermont	C	784	9 674 €	10 169 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	C	822	10 870 €	11 376 €
Notre-Dame-de-Bondeville	B	7 103	233 179 €	238 917 €
Notre-Dame-du-Bec	C	472	6 515 €	6 800 €
Notre-Dame-du-Parc	C	190	2 431 €	2 550 €
Nullemont	C	143	1 834 €	1 923 €
Ocqueville	C	494	10 598 €	10 825 €
Octeville-sur-Mer	B	6 150	104 098 €	110 917 €
Offranville	B	3 424	105 742 €	108 634 €
Oherville	C	252	3 998 €	4 140 €
Oissel	B	12 387	376 040 €	386 625 €
Omonville	C	326	4 897 €	5 087 €
Orival	C	902	28 229 €	28 476 €
Osmoy-Saint-Valery	C	350	5 316 €	5 518 €
Ouainville	C	536	11 555 €	11 800 €
Oudalle	C	431	16 322 €	16 386 €
Ourville-en-Caux	C	1 175	24 682 €	25 232 €
Ouville-l'Abbaye	C	682	9 618 €	10 026 €
Ouville-la-Rivière	C	510	8 311 €	8 596 €
Paluel	C	514	10 199 €	10 451 €
Parc-d'Anxtot	C	599	8 314 €	8 675 €
Pavilly	B	6 280	122 702 €	129 355 €
Petit Caux	C	10 277	225 911 €	230 529 €
Petit-Couronne	B	8 883	293 579 €	300 717 €
Petiville	C	1 155	26 633 €	27 129 €
Pierrecourt	C	505	7 686 €	7 977 €
Pierrefiques	C	162	1 911 €	2 015 €
Pierreval	C	563	6 092 €	6 464 €
Pissy-Pôville	C	1 301	18 900 €	19 669 €
Pleine-Sève	C	145	2 669 €	2 744 €
Pommereux	C	110	1 521 €	1 587 €
Pommeréval	C	515	5 349 €	5 694 €
Ponts-et-Marais	C	838	18 061 €	18 444 €
Port Jérôme sur Seine B	B	8 922	359 999 €	365 936 €
Port Jérôme sur Seine C	C	1 566	60 133 €	60 351 €
Préaux	C	1 873	27 877 €	28 970 €
Prétot-Vicquemare	C	246	2 496 €	2 661 €
Preuseville	C	168	2 210 €	2 314 €
Puisenval	C	31	1 010 €	1 018 €
Quevillon	C	611	17 409 €	17 609 €
Quévreville-la-Poterie	C	1 039	28 565 €	28 924 €
Quiberville	C	863	12 839 €	13 343 €
Quièvre-court	C	447	6 489 €	6 753 €
Quincampoix	C	3 193	45 821 €	47 717 €
Raffetot	C	517	8 006 €	8 302 €
Rainfreville	C	94	1 402 €	1 456 €
Réalcamp	C	630	10 332 €	10 682 €
Rebets	C	164	1 981 €	2 085 €
Rétonval	C	200	2 922 €	3 040 €
Reuville	C	145	1 990 €	2 078 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Ricarville-du-Val	C	195	1 982 €	2 113 €
Richemont	C	455	7 492 €	7 744 €
Rieux	C	624	9 780 €	10 135 €
Rives en Seine B	B	2 297	63 760 €	65 836 €
Rives en Seine C	C	2 003	51 482 €	52 241 €
Riville	C	318	4 409 €	4 601 €
Robertot	C	243	2 193 €	2 362 €
Rocquefort	C	338	4 682 €	4 886 €
Rocquemont	C	816	10 747 €	11 250 €
Rogerville	C	1 599	55 378 €	55 714 €
Rolleville	C	1 212	19 054 €	19 743 €
Roncherolles-en-Bray	C	502	7 403 €	7 698 €
Roncherolles-sur-le-Vivier	C	1 234	32 178 €	32 637 €
Ronchois	C	201	2 600 €	2 725 €
Rosay	C	279	3 964 €	4 131 €
Rouen	A	115 888	3 802 332 €	3 951 807 €
Roumare	C	1 552	19 537 €	20 511 €
Routes	C	286	3 238 €	3 424 €
Rouville	C	618	8 840 €	9 208 €
Rouvray-Catillon	C	242	3 385 €	3 530 €
Rouxmesnil-Bouteilles	B	1 867	60 036 €	61 568 €
Royville	C	320	4 451 €	4 643 €
Ry	C	768	14 669 €	15 056 €
Saâne-Saint-Just	C	157	2 520 €	2 608 €
Sahurs	C	1 244	38 508 €	38 856 €
Sainneville	C	865	13 690 €	14 180 €
Saint-Aignan-sur-Ry	C	358	4 873 €	5 091 €
Saint-André-sur-Cailly	C	858	13 783 €	14 264 €
Saint-Antoine-la-Forêt	C	1 117	16 025 €	16 689 €
Saint-Arnoult	C	1 478	21 823 €	22 690 €
Saint-Aubin-Celloville	C	1 183	28 470 €	28 955 €
Saint-Aubin-de-Crétot	C	521	8 081 €	8 379 €
Saint-Aubin-Épinay	C	1 040	30 874 €	31 190 €
Saint-Aubin-le-Cauf	C	881	15 041 €	15 518 €
Saint-Aubin-lès-Elbeuf	B	8 528	268 470 €	275 576 €
Saint-Aubin-Routot	C	1 932	21 025 €	22 299 €
Saint-Aubin-sur-Mer	C	292	4 250 €	4 423 €
Saint-Aubin-sur-Scie	C	1 274	34 302 €	34 755 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	C	621	9 487 €	9 845 €
Saint-Crespin	C	317	4 578 €	4 766 €
Saint-Denis-d'Aclon	C	141	2 255 €	2 334 €
Saint-Denis-le-Thibault	C	526	8 259 €	8 558 €
Saint-Denis-sur-Scie	C	702	10 231 €	10 645 €
Sainte-Adresse	B	7 659	155 960 €	163 954 €
Sainte-Agathe-d'Aliermont	C	312	4 922 €	5 099 €
Sainte-Austreberthe	C	634	10 037 €	10 396 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	C	194	2 687 €	2 804 €
Sainte-Colombe	C	244	4 719 €	4 841 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	C	706	9 567 €	9 997 €
Sainte-Foy	C	641	8 970 €	9 355 €
Sainte-Geneviève	C	290	4 304 €	4 473 €
Sainte-Hélène-Bondeville	C	748	11 450 €	11 881 €
Sainte-Marguerite-sur-Duclair	C	2 062	59 608 €	60 264 €
Sainte-Marguerite-sur-Mer	C	699	20 295 €	20 516 €
Sainte-Marie-au-Bosc	C	386	4 041 €	4 299 €
Sainte-Marie-des-Champs	C	1 604	29 925 €	30 747 €
Saint-Étienne-du-Rouvray	A	28 673	1 000 669 €	1 036 518 €
Saint-Eustache-la-Forêt	C	1 244	18 900 €	19 619 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	C	924	13 162 €	13 713 €
Saint-Germain-des-Essourts	C	403	6 050 €	6 284 €
Saint-Germain-d'Étables	C	259	4 215 €	4 359 €
Saint-Germain-sous-Cailly	C	350	3 860 €	4 090 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	C	228	3 457 €	3 589 €
Saint-Gilles-de-Crétot	C	434	4 928 €	5 211 €
Saint-Gilles-de-la-Neuville	C	663	9 558 €	9 951 €
Saint-Hellier	C	517	7 176 €	7 487 €
Saint-Honoré	C	209	3 089 €	3 211 €
Saint-Jacques-d'Aliermont	C	350	5 490 €	5 689 €
Saint-Jacques-sur-Darnétal	C	3 098	79 721 €	80 894 €
Saint-Jean-de-Folleville	C	847	14 361 €	14 823 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	C	625	8 188 €	8 574 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	C	1 382	22 732 €	23 498 €
Saint-Jouin-Bruneval	C	1 953	49 071 €	49 833 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Saint-Laurent-de-Brèvedent	C	1 534	24 097 €	24 968 €
Saint-Laurent-en-Caux	C	792	14 986 €	15 388 €
Saint-Léger-aux-Bois	C	520	7 509 €	7 817 €
Saint-Léger-du-Bourg-Denis	B	3 652	113 105 €	116 184 €
Saint-Léonard	C	1 832	37 263 €	38 143 €
Saint-Lucien / Ex Sigy en Bray fusionné	C	247	3 497 €	3 645 €
Saint-Maclou-de-Folleville	C	644	10 071 €	10 437 €
Saint-Maclou-la-Brière	C	477	7 156 €	7 434 €
Saint-Mards	C	197	3 284 €	3 392 €
Saint-Martin-au-Bosc	C	280	3 063 €	3 248 €
Saint-Martin-aux-Arbres	C	331	4 872 €	5 066 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	C	984	15 267 €	15 830 €
Saint-Martin-de-Boscherville	C	1 580	45 657 €	46 161 €
Saint-Martin-de-l'If	C	1 759	24 715 €	25 770 €
Saint-Martin-du-Bec	C	657	9 228 €	9 622 €
Saint-Martin-du-Manoir	C	1 504	23 397 €	24 256 €
Saint-Martin-du-Vivier	C	1 725	51 987 €	52 496 €
Saint-Martin-le-Gaillard	C	321	5 263 €	5 441 €
Saint-Martin-l'Hortier	C	282	3 562 €	3 738 €
Saint-Martin-Osmonville	C	1 223	14 850 €	15 627 €
Saint-Maurice-d'Ételan	C	320	4 240 €	4 436 €
Saint-Michel-d'Halescourt	C	133	1 896 €	1 975 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	B	3 816	65 529 €	69 742 €
Saint-Nicolas-de-la-Haie	C	428	6 427 €	6 675 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	C	1 679	20 217 €	21 288 €
Saint-Ouen-du-Breuil	C	802	11 990 €	12 457 €
Saint-Ouen-le-Mauger	C	285	4 489 €	4 651 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	C	237	3 236 €	3 380 €
Saint-Paër	C	1 333	40 739 €	41 121 €
Saint-Pierre-Bénouville	C	401	5 565 €	5 807 €
Saint-Pierre-de-Manneville	C	929	25 145 €	25 473 €
Saint-Pierre-des-Jonquières	C	81	1 753 €	1 790 €
Saint-Pierre-de-Varengeville	C	2 343	69 671 €	70 380 €
Saint-Pierre-en-Port	C	1 058	16 496 €	17 099 €
Saint-Pierre-en-Val	C	1 120	17 250 €	17 893 €
Saint-Pierre-lès-Elbeuf	B	8 400	272 289 €	279 140 €
Saint-Pierre-le-Vieux	C	227	3 104 €	3 242 €
Saint-Pierre-le-Viger	C	285	4 562 €	4 722 €
Saint-Rémy-Boscrocourt	C	828	11 950 €	12 440 €
Saint-Riquier-en-Rivière	C	159	2 331 €	2 424 €
Saint-Riquier-ès-Plains	C	675	13 764 €	14 088 €
Saint-Romain-de-Colbosc	B	4 332	81 365 €	86 015 €
Saint-Saëns	C	2 398	47 103 €	48 287 €
Saint-Saire	C	629	8 515 €	8 898 €
Saint-Sauveur-d'Émalleville	C	1 261	16 916 €	17 687 €
Saint-Sylvain	C	168	4 434 €	4 495 €
Saint-Vaast-d'Équiqueville	C	790	10 209 €	10 700 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	C	424	7 912 €	8 130 €
Saint-Vaast-du-Val	C	483	7 311 €	7 590 €
Saint-Valery-en-Caux	B	4 797	113 160 €	117 874 €
Saint-Victor-l'Abbaye	C	788	11 907 €	12 364 €
Saint-Vigor-d'Ymonville	C	1 161	40 941 €	41 171 €
Saint-Vincent-Cramesnil	C	718	8 771 €	9 226 €
Sandouville	C	811	34 219 €	34 274 €
Sassetot-le-Malgardé	C	127	1 927 €	2 000 €
Sassetot-le-Mauconduit	C	1 272	20 633 €	21 344 €
Sasseville	C	291	5 729 €	5 872 €
Sauchay	C	452	6 000 €	6 278 €
Saumont-la-Poterie	C	440	6 511 €	6 769 €
Sauqueville	C	364	11 577 €	11 673 €
Saussay	C	373	5 336 €	5 558 €
Saussezemare-en-Caux	C	452	6 193 €	6 467 €
Senneville-sur-Fécamp	C	942	17 696 €	18 177 €
Sept-Meules	C	185	2 734 €	2 842 €
Serqueux	C	1 005	15 217 €	15 798 €
Servaville-Salmonville	C	1 149	18 556 €	19 199 €
Sierville	C	1 109	14 844 €	15 523 €
Sigy-en-Bray / Ex Sigy en Bray fusionné	C	524	7 198 €	7 515 €
Smermesnil	C	407	4 049 €	4 325 €
Sommery	C	871	11 339 €	11 878 €
Sommesnil	C	119	1 471 €	1 546 €
Sorquainville	C	200	2 543 €	2 668 €
Sotteville-lès-Rouen	A	29 763	1 022 683 €	1 060 198 €

Communes	Zone SDACR	Population DGF 2022	Contributions brutes 2022	Contributions brutes 2023
Sotteville-sous-le-Val	C	762	23 628 €	23 840 €
Sotteville-sur-Mer	C	553	6 903 €	7 251 €
Tancarville	C	1 273	25 810 €	26 423 €
Terres de Caux B	B	2 389	34 759 €	37 515 €
Terres de Caux C	C	1 950	26 687 €	27 869 €
Thérouldeville	C	691	8 234 €	8 676 €
Theuville-aux-Maillots	C	575	6 860 €	7 228 €
Thiergeville	C	428	5 264 €	5 535 €
Thiétreville	C	417	6 054 €	6 300 €
Thil-Manneville	C	671	9 278 €	9 683 €
Thiouville	C	311	4 248 €	4 437 €
Tocqueville-en-Caux	C	154	2 019 €	2 114 €
Tocqueville-les-Murs	C	287	3 705 €	3 884 €
Torcy-le-Grand	C	841	12 032 €	12 532 €
Torcy-le-Petit	C	504	7 707 €	7 997 €
Tôtes	C	1 620	23 877 €	24 827 €
Touffreville-la-Corbeline	C	862	13 468 €	13 959 €
Touffreville-sur-Eu	C	233	3 511 €	3 647 €
Tourville-la-Rivière	B	2 515	81 457 €	83 509 €
Tourville-les-Ifs	C	708	11 230 €	11 630 €
Tourville-sur-Arques	C	1 264	37 406 €	37 792 €
Toussaint	C	721	12 735 €	13 118 €
Trémauville	C	109	1 550 €	1 615 €
Trouville	C	632	9 734 €	10 097 €
Turretot	C	1 494	22 388 €	23 258 €
Val-de-la-Haye	C	728	20 402 €	20 646 €
Val-de-Saâne	C	1 539	23 294 €	24 185 €
Val-de-scie	C	2 598	39 835 €	41 329 €
Valliquerville	C	1 462	23 427 €	24 248 €
Valmont	C	904	18 244 €	18 681 €
Varengeville-sur-Mer	C	1 274	37 607 €	37 998 €
Varneville-Bretteville	C	345	4 921 €	5 127 €
Vassonville	C	454	6 750 €	7 015 €
Vatierville	C	145	1 867 €	1 957 €
Vattetot-sous-Beaumont	C	588	8 444 €	8 794 €
Vattetot-sur-Mer	C	487	9 512 €	9 754 €
Vatteville-la-Rue	C	1 201	16 315 €	17 045 €
Veauville-lès-Quelles	C	145	2 501 €	2 579 €
Vénestanville	C	219	3 092 €	3 223 €
Ventes-Saint-Rémy	C	243	3 688 €	3 828 €
Vergetot	C	465	6 066 €	6 354 €
Veules-les-Roses	C	1 075	15 599 €	16 234 €
Veulottes-sur-Mer	C	632	7 941 €	8 337 €
Vibeuf	C	627	9 181 €	9 549 €
Vieux-Manoir	C	772	10 634 €	11 101 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	C	571	10 063 €	10 366 €
Villainville	C	317	4 874 €	5 056 €
Villers-Écalles	C	1 789	49 680 €	50 288 €
Villers-sous-Foucarmont	C	195	3 312 €	3 418 €
Villy-sur-Yères	C	213	2 507 €	2 644 €
Vinnemerville	C	256	3 612 €	3 765 €
Virville	C	356	4 659 €	4 879 €
Vittefleur	C	796	15 452 €	15 849 €
Wanchy-Capval	C	370	4 985 €	5 211 €
Yainville	C	1 057	31 935 €	32 245 €
Yébleron	C	1 302	22 252 €	22 958 €
Yerville	B	2 545	40 063 €	42 942 €
Ymare	C	1 177	35 034 €	35 389 €
Yport	C	1 086	23 026 €	23 530 €
Ypreville-Biville	C	611	7 987 €	8 365 €
Yquebeuf	C	250	3 718 €	3 864 €
Yvecrique	C	651	10 607 €	10 970 €
Yvetot	B	11 762	308 014 €	318 993 €
Yville-sur-Seine	C	456	13 622 €	13 759 €

TOTAL	1 302 692
--------------	------------------

**CONTRIBUTEURS BENEFICIANT D'UN ABATTEMENT AU TITRE
DU DISPOSITIF DE SOUTIEN AU VOLONTARIAT**

Communes éligibles au dispositif	Nombre de SPV éligibles au dispositif au 01/10/2021	Nombre de SPV éligibles au dispositif au 01/10/2022	Montant de l'abattement
Aumale	3	1	1 000 €
Blangy-sur-Bresle	1	0	- €
Cailly	1	1	1 000 €
Étoutteville	0	1	1 000 €
Ferrières-en-Bray	0	1	1 000 €
Fontaine-le-Bourg	2	2	2 000 €
Forges-les-Eaux	3	3	3 000 €
Foucarmont	3	2	2 000 €
Gaillefontaine	1	1	1 000 €
Gonzeville	1	1	1 000 €
Grandcourt	1	0	- €
Héricourt-en-Caux	0	1	1 000 €
La Feuillie	2	2	2 000 €
Les Grandes-Ventes	2	3	3 000 €
Rives en Seine	1	0	- €
Saint-Laurent-en-Caux	1	0	- €
Saint-Nicolas-d'Alermont	1	1	1 000 €
Saint-Vaast-d'Équieville	1	1	1 000 €
Servaville-Salmonville	1	0	- €
Terres de Caux	1	1	1 000 €
Villers-sous-Foucarmont	1	1	1 000 €
	27	23	23 000 €

Pour mémoire, conformément à la délibération n°2018-CA-38 du 13 décembre 2018, avant de fixer le montant à appeler auprès de chaque contributeur (c'est-à-dire la contribution nette), il est pris en compte le financement du dispositif de soutien au volontariat des communes rurales (au sens de l'INSEE) ou de moins de 5 000 habitants ayant conventionné, avant le 1er octobre de l'année N-1, pour libérer leurs personnels engagés en tant que sapeur-pompier volontaire dans un Centre d'incendie et de secours (Cis) non mixte, tel que stipulé dans le Règlement opérationnel en vigueur au 1er octobre de l'année N-1.

Ces communes bénéficient d'un abattement fixé à 1 000 € par agent communal disponible ou, à titre exceptionnel, de 500 € par agent pour les communes contributrices qui sortent du dispositif en cas de modification du statut du Cis en centre mixte.

Le montant total des abattements accordé est répercuté sur l'ensemble des autres contributeurs proportionnellement au niveau de leur contribution brute de l'année N.

CONTRIBUTIONS NETTES 2023 APPELEES

EPCI / COMMUNES	MONTANT A REGLER
-----------------	---------------------

EPCI

CA de la Région Dieppoise	1 687 210 €
Fécamp Caux Littoral Agglo	886 256 €
Le Havre Seine Métropole	10 922 371 €
CC des Villes Sœurs	673 609 €
CC Roumois Seine	2 466 €
CC Terroir de Caux	627 125 €
Métropole Rouen Normandie	16 979 802 €

**COMMUNES NOUVELLES DONT LE CLASSEMENT SDACR
DES COMMUNES DELEGUEES EST DIFFERENT**

Forges-les-Eaux	93 718 €
Port Jérôme sur Seine	426 543 €
Rives en Seine	118 148 €
Terres de Caux	64 401 €

COMMUNES

Allouville-Bellefosse	27 112 €
Alvimare	8 600 €
Amfreville-les-Champs	1 938 €
Anceaumeville	10 954 €
Ancourteville-sur-Héricourt	4 207 €
Ancretierville-Saint-Victor	5 131 €
Angerville-Bailleul	3 143 €
Angiens	10 397 €
Anglesqueville-la-Bras-Long	2 073 €
Annouville-Vilmesnil	7 043 €
Anquetierville	5 324 €
Anvéville	4 521 €
Ardouval	2 505 €
Arelaune-en-Seine	45 926 €
Argueil	5 680 €
Aubéguimont	3 129 €
Aubermesnil-aux-Érables	3 533 €
Auberville-la-Manuel	2 396 €
Auberville-la-Renault	6 465 €
Aumale	72 860 €
Authieux-Ratiéville	6 165 €
Autigny	4 228 €
Auvilliers	1 871 €
Auzebosc	18 483 €
Auzouville-l'Esneval	6 145 €
Auzouville-sur-Ry	10 507 €

Avesnes-en-Bray	4 627 €
Avesnes-en-Val	4 318 €
Bailleul-Neuville	3 274 €
Baillolet	1 966 €
Bailly-en-Rivière	8 754 €
Baons-le-Comte	6 190 €
Barentin	270 933 €
Bazinval	5 693 €
Beaubec-la-Rosière	7 284 €
Beaumont-le-Hareng	3 588 €
Beaussault	6 645 €
Beauvoir-en-Lyons	8 933 €
Bec-de-Mortagne	10 890 €
Bellencombre	12 152 €
Bellengreville	7 214 €
Bénarville	3 635 €
Bénesville	2 688 €
Bernières	10 220 €
Bertheauville	2 185 €
Bertreville	2 353 €
Berville	9 008 €
Beuzeville-la-Grenier	18 556 €
Beuzeville-la-Guérand	2 906 €
Beuzevillette	10 170 €
Bézancourt	4 874 €
Bierville	4 687 €
Blacqueville	10 085 €
Blainville-Crevon	20 435 €
Blangy-sur-Bresle	56 815 €
Blosseville	6 843 €
Bois-d'Ennebourg	8 998 €
Bois-Guilbert	3 638 €
Bois-Hérault	2 639 €
Bois-Himont	7 047 €
Bois-l'Évêque	7 110 €
Boissay	5 136 €
Bolbec	296 717 €
Bolleville	9 368 €
Bornambusc	4 245 €
Bosc-Bérenger	3 109 €
Bosc-Bordel	7 634 €
Bosc-Édeline	5 200 €
Bosc-Guérand-Saint-Adrien	14 147 €
Bosc-Hyons	5 879 €
Bosc-le-Hard	33 062 €
Bosc-Mesnil	4 044 €
Bosville	12 732 €
Boudeville	3 275 €
Bouelles	4 344 €
Bourdainville	6 063 €
Bourville	5 084 €
Bouville	15 502 €
Bradiancourt	2 673 €
Brametot	3 157 €
Bréauté	21 042 €
Brémontier-Merval	6 454 €
Bretteville-du-Grand-Caux	20 527 €
Bretteville-Saint-Laurent	2 799 €
Buchy	47 696 €

Bully	14 228 €
Bures-en-Bray	4 468 €
Butot	4 771 €
Butot-Vénesville	6 505 €
Cailleville	5 714 €
Cailly	15 474 €
Challengeville	8 108 €
Campneuseville	7 930 €
Canehan	5 538 €
Canouville	6 485 €
Canville-les-Deux-Églises	5 423 €
Cany-Barville	79 863 €
Carville-la-Folletière	4 391 €
Carville-Pot-de-Fer	1 926 €
Catenay	11 323 €
Cideville	5 176 €
Clais	3 754 €
Clasville	5 908 €
Claville-Motteville	4 206 €
Clères	24 293 €
Cleuville	2 347 €
Cléville	2 609 €
Cliponville	4 342 €
Compainville	2 026 €
Conteville	8 058 €
Cottévrard	6 349 €
Crasville-la-Mallet	3 396 €
Crasville-la-Rocquefort	4 124 €
Criquetot-le-Mauconduit	4 271 €
Criquetot-sur-Ouville	11 364 €
Criquiers	10 765 €
Critot	7 873 €
Croisy-sur-Andelle	9 144 €
Croixdalle	4 324 €
Croix-Mare	10 943 €
Cuverville-sur-Yères	3 192 €
Cuy-Saint-Fiacre	9 740 €
Dampierre-en-Bray	6 764 €
Dampierre-Saint-Nicolas	8 297 €
Dancourt	4 031 €
Daubeuf-Serville	5 888 €
Doudeauville	1 462 €
Doudeville	45 048 €
Douvrend	8 301 €
Drosay	4 614 €
Écalles-Alix	8 721 €
Écrainville	16 438 €
Écretteville-lès-Baons	6 453 €
Ectot-l'Auber	8 349 €
Ectot-lès-Baons	6 637 €
Elbeuf-en-Bray	6 482 €
Elbeuf-sur-Andelle	5 555 €
Ellecourt	2 612 €
Émanville	9 559 €
Envermeu	41 657 €
Envronville	5 803 €
Ermenouville	2 441 €
Ernemont-la-Villette	3 108 €
Ernemont-sur-Buchy	3 627 €

Esclavelles	5 608 €
Eslettes	24 734 €
Esteville	6 967 €
Étalleville	6 658 €
Étoutteville	7 742 €
Fallencourt	2 749 €
Ferrières-en-Bray	42 994 €
Fesques	2 003 €
Flamanville	6 542 €
Flamets-Frétils	2 526 €
Fontaine-en-Bray	2 985 €
Fontaine-le-Bourg	28 686 €
Fontaine-le-Dun	27 247 €
Foucarmont	15 356 €
Foucart	5 658 €
Fréauville	2 244 €
Fresles	2 875 €
Fresne-le-Plan	8 452 €
Fresnoy-Folny	11 240 €
Fresquiennes	16 969 €
Freulleville	5 940 €
Frichemesnil	6 980 €
Fry	2 431 €
Fultot	3 089 €
Gaillefontaine	22 369 €
Gancourt-Saint-Étienne	3 786 €
Goderville	46 070 €
Gonfreville-Caillet	4 891 €
Gonzeville	789 €
Goupillières	6 582 €
Gournay-en-Bray	143 170 €
Grainville-la-Teinturière	25 263 €
Grainville-sur-Ry	8 108 €
Grainville-Ymauville	6 973 €
Grand-Camp	11 484 €
Grandcourt	5 811 €
Graval	1 936 €
Grémonville	6 318 €
Grigneuseville	5 798 €
Gruchet-le-Valasse	82 507 €
Grugny	16 737 €
Grumesnil	7 180 €
Guerville	7 320 €
Gueutteville-les-Grès	7 848 €
Harcanville	7 437 €
Hattenville	10 228 €
Haucourt	3 593 €
Haudricourt	7 628 €
Haussez	4 402 €
Hautot-l'Auvray	8 285 €
Hautot-le-Vatois	4 956 €
Hautot-Saint-Sulpice	10 171 €
Héberville	2 034 €
Héricourt-en-Caux	14 362 €
Héronchelles	1 741 €
Heurteauville	5 335 €
Hodeng-au-Bosc	18 917 €
Hodeng-Hodenger	3 871 €
Houdetot	2 550 €

Houquetot	5 237 €
Hugleville-en-Caux	5 502 €
Illois	5 119 €
Ingouville	6 595 €
La Bellière	1 170 €
La Chapelle-Saint-Ouen	1 451 €
La Chapelle-sur-Dun	3 369 €
La Crique	5 221 €
La Ferté-Saint-Samson	6 476 €
La Feuillie	17 558 €
La Frénaye	39 257 €
La Gaillarde	6 604 €
La Hallotière	2 874 €
La Haye	5 024 €
La Houssaye-Béranger	8 720 €
La Rue-Saint-Pierre	7 496 €
La Trinité-du-Mont	11 743 €
La Vaupalière	26 222 €
La Vieux-Rue	7 687 €
Landes-Vieilles-et-Neuves	2 107 €
Lanquetot	17 862 €
Le Bocasse	12 250 €
Le Bourg-Dun	7 212 €
Le Caule-Sainte-Beuve	7 341 €
Le Hanouard	5 837 €
Le Héron	4 092 €
Le Mesnil-Durdent	731 €
Le Mesnil-Lieubray	1 476 €
Le Thil-Riberpré	3 350 €
Le Torp-Mesnil	4 692 €
Les Grandes-Ventes	34 667 €
Les Ifs	1 699 €
Les-Hauts-de-Caux	23 628 €
Lillebonne	369 043 €
Limésy	23 402 €
Lindebeuf	5 357 €
Lintot	6 768 €
Londinières	20 159 €
Longmesnil	1 379 €
Longuerue	5 000 €
Louvetot	10 489 €
Lucy	2 470 €
Malleville-les-Grès	3 739 €
Manneville-ès-Plains	6 575 €
Manneville-la-Goupil	16 488 €
Marques	3 799 €
Martainville-Épreville	12 401 €
Massy	5 059 €
Mathonville	3 449 €
Maucomble	5 888 €
Maulévrier-Sainte-Gertrude	15 979 €
Mauquenchy	5 119 €
Mélamare	16 188 €
Ménerval	3 104 €
Ménonval	3 203 €
Mentheville	3 151 €
Mésangueville	2 609 €
Mesnières-en-Bray	19 042 €
Mesnil-Follemprise	1 955 €

Mesnil-Mauger	4 002 €
Mesnil-Panneville	9 676 €
Mesnil-Raoul	13 673 €
Meulers	7 449 €
Mirville	5 568 €
Molagnies	2 712 €
Monchaux-Soreng	10 933 €
Mont-Cauvaire	10 818 €
Montérolier	8 999 €
Montigny	19 652 €
Montroty	3 941 €
Montville	90 364 €
Morgny-la-Pommeraye	15 936 €
Morienne	2 882 €
Mortemer	1 593 €
Morville-sur-Andelle	4 289 €
Motteville	12 813 €
Nesle-Hodeng	5 127 €
Nesle-Normandeuse	10 645 €
Neufbosc	5 212 €
Neufchâtel-en-Bray	143 178 €
Neuf-Marché	11 248 €
Neuville-Ferrières	9 580 €
Néville	27 566 €
Nointot	19 830 €
Nolléval	5 738 €
Normanville	10 685 €
Norville	16 124 €
Notre-Dame-d'Aliermont	10 175 €
Notre-Dame-de-Bliquetuit	11 383 €
Nullemont	1 924 €
Ocqueville	10 832 €
Oherville	4 142 €
Osmoy-Saint-Valery	5 521 €
Ouainville	11 807 €
Ourville-en-Caux	25 247 €
Ouville-l'Abbaye	10 032 €
Paluel	10 457 €
Parc-d'Anxtot	8 680 €
Pavilly	129 433 €
Petit Caux	230 667 €
Petiville	27 145 €
Pierrecourt	7 982 €
Pierreval	6 468 €
Pissy-Pôville	19 681 €
Pleine-Sève	2 746 €
Pommereux	1 588 €
Pommeréval	5 697 €
Préaux	28 987 €
Prétot-Vicquemare	2 663 €
Preuseville	2 315 €
Puisenval	1 019 €
Quièvre-court	6 757 €
Quincampoix	47 746 €
Raffetot	8 307 €
Réalcamp	10 688 €
Rebets	2 086 €
Rétonval	3 042 €
Reuville	2 079 €

Ricarville-du-Val	2 114 €
Richemont	7 749 €
Rieux	10 141 €
Robertot	2 363 €
Rocquefort	4 889 €
Rocquemont	11 257 €
Roncherolles-en-Bray	7 703 €
Ronchois	2 727 €
Rosay	4 133 €
Roumare	20 523 €
Routes	3 426 €
Rouville	9 214 €
Rouvray-Catillon	3 532 €
Ry	15 065 €
Saint-Aignan-sur-Ry	5 094 €
Saint-André-sur-Cailly	14 273 €
Saint-Antoine-la-Forêt	16 699 €
Saint-Arnoult	22 704 €
Saint-Aubin-de-Crétot	8 384 €
Saint-Aubin-le-Cauf	15 527 €
Saint-Aubin-sur-Mer	4 426 €
Saint-Clair-sur-les-Monts	9 851 €
Saint-Denis-le-Thiboult	8 563 €
Sainte-Agathe-d'Aliermont	5 102 €
Sainte-Austreberthe	10 402 €
Sainte-Beuve-en-Rivière	2 806 €
Sainte-Colombe	4 844 €
Sainte-Croix-sur-Buchy	10 003 €
Sainte-Geneviève	4 476 €
Sainte-Marie-des-Champs	30 765 €
Saint-Eustache-la-Forêt	19 631 €
Saint-Georges-sur-Fontaine	13 721 €
Saint-Germain-des-Essourts	6 288 €
Saint-Germain-sous-Cailly	4 092 €
Saint-Germain-sur-Eaulne	3 591 €
Saint-Gilles-de-Crétot	5 214 €
Saint-Hellier	7 491 €
Saint-Jacques-d'Aliermont	5 692 €
Saint-Jean-de-Folleville	14 832 €
Saint-Jean-de-la-Neuville	8 579 €
Saint-Jean-du-Cardonnay	23 512 €
Saint-Laurent-en-Caux	15 397 €
Saint-Léger-aux-Bois	7 822 €
Saint-Lucien / Ex Sigy en Bray fusionné	3 647 €
Saint-Maclou-la-Brière	7 438 €
Saint-Martin-au-Bosc	3 250 €
Saint-Martin-aux-Arbres	5 069 €
Saint-Martin-aux-Buneaux	15 840 €
Saint-Martin-de-l'If	25 785 €
Saint-Martin-le-Gaillard	5 444 €
Saint-Martin-l'Hortier	3 740 €
Saint-Martin-Osmonville	15 636 €
Saint-Maurice-d'Ételan	4 439 €
Saint-Michel-d'Halescourt	1 976 €
Saint-Nicolas-d'Aliermont	68 742 €
Saint-Nicolas-de-la-Haie	6 679 €
Saint-Nicolas-de-la-Taille	21 301 €
Saint-Ouen-sous-Bailly	3 382 €
Saint-Pierre-des-Jonquières	1 791 €

Saint-Pierre-le-Vieux	3 244 €
Saint-Pierre-le-Viger	4 725 €
Saint-Riquier-en-Rivière	2 425 €
Saint-Riquier-ès-Plains	14 096 €
Saint-Saëns	48 316 €
Saint-Saire	8 903 €
Saint-Sauveur-d'Émalleville	17 698 €
Saint-Sylvain	4 498 €
Saint-Vaast-d'Équiqueville	9 700 €
Saint-Vaast-Dieppedalle	8 135 €
Saint-Valery-en-Caux	117 945 €
Sasseville	5 876 €
Sauchay	6 282 €
Saumont-la-Poterie	6 773 €
Saussay	5 561 €
Saussezemare-en-Caux	6 471 €
Sept-Meules	2 844 €
Serqueux	15 807 €
Servaville-Salmonville	19 211 €
Sierville	15 532 €
Sigy-en-Bray / Ex Sigy en Bray fusionné	7 520 €
Smermesnil	4 328 €
Sommery	11 885 €
Sommesnil	1 547 €
Sotteville-sur-Mer	7 255 €
Tancarville	26 439 €
Thiouville	4 440 €
Tocqueville-les-Murs	3 886 €
Touffreville-la-Corbeline	13 967 €
Touffreville-sur-Eu	3 649 €
Trémauville	1 616 €
Trouville	10 103 €
Valliquerville	24 263 €
Vatierville	1 958 €
Vattetot-sous-Beaumont	8 799 €
Vatteville-la-Rue	17 055 €
Veauville-lès-Quelles	2 581 €
Ventes-Saint-Rémy	3 830 €
Veules-les-Roses	16 244 €
Veulettes-sur-Mer	8 342 €
Vibeuf	9 555 €
Vieux-Manoir	11 108 €
Vieux-Rouen-sur-Bresle	10 372 €
Villers-Écalles	50 318 €
Villers-sous-Foucarmont	2 418 €
Villy-sur-Yères	2 646 €
Vinnemerville	3 767 €
Virville	4 882 €
Vittefleur	15 859 €
Wanchy-Capval	5 214 €
Yébleron	22 972 €
Yerville	42 968 €
Yquebeuf	3 866 €
Yvecrique	10 977 €
Yvetot	319 184 €

38 824 794 €

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
15
- Pouvoir :
-
- Votants :
15

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER DES DEPENSES JUSQU'A
L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2023**

Le 06 décembre 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 15 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY.

MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.

M. Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Julien HURE, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE et Madame Béatrice DUFOUR.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Christine MOREL – représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, Dominique TESSIER.

MM. Julien DEMAZURE, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Capitaine Nicolas VACLE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, Pierre GAMBLIN, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	-	-

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1612-1,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61,*
- *la délibération n°DCA-2022-011 en date du 31 mars 2022 approuvant le budget primitif 2022 du budget principal, modifié,*
- *la délibération n° DCA-2022-012 en date du 31 mars 2022 approuvant le budget primitif 2022 du budget annexe Restauration, modifié.*

*

* *

L'instruction budgétaire et comptable M61 prévoit les modalités d'exécution du budget pour la période du 1^{er} janvier jusqu'au vote du budget par le Conseil d'administration. Elle permet ainsi au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime (Sdis76), pour cette période, de recouvrer les recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses. Cependant, la mise en œuvre est différente selon la section concernée.

Aussi, s'agissant de la section de fonctionnement, l'instruction permet la mise en recouvrement des recettes, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Pour la section investissement, il est précisé que le Sdis peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

S'agissant des dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, l'instruction comptable permet leur liquidation et leur mandatement dans la limite des crédits de paiement prévus.

Le Sdis est également en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement de la dette (en capital et en intérêts) des annuités venant à échéance avant le vote du budget.

Le tableau ci-après recense les crédits ouverts pour la période du 1^{er} janvier jusqu'au vote du budget de l'année 2023 :

Chapitre	Libellé	Budget 2022	Crédits maximum pouvant être ouverts dans l'attente du vote du BP 2023	Crédits autorisés avant le vote du BP 2023
BUDGET PRINCIPAL				
Section de fonctionnement				
011	Charges à caractère général	13 929 322,00 €	13 929 322,00 €	12 000 000,00 €
012	Charges de personnel	70 788 983,00 €	70 788 983,00 €	70 788 983,00 €
65	Autres charges de gestion courante	1 361 557,00 €	1 361 557,00 €	1 000 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	35 000,00 €	35 000,00 €	8 000,00 €
68	Dotation aux provisions	- €	- €	- €
022	Dépenses imprévues	6 384 934,70 €	6 384 934,70 €	50 000,00 €
042	Opérations d'ordre entre sections	8 200 000,00 €	8 200 000,00 €	8 200 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	8 100 000,00 €	8 100 000,00 €	- €
TOTAL		108 799 796,70 €	108 799 796,70 €	92 046 983,00 €
Section d'investissement				
20	Immobilisations incorporelles	410 628,70 €	102 657,18 €	5 500,00 €
204	Subvention d'équipement versées	600 000,00 €	150 000,00 €	- €
21	Immobilisations corporelles	11 337 074,09 €	2 834 268,52 €	878 930,00 €
23	Immobilisations en cours	10 276 550,21 €	2 569 137,55 €	50 000,00 €
27	Autres immobilisations financières	- €	- €	- €
020	Dépenses imprévues	2 514 637,06 €	628 659,27 €	500 000,00 €
040	Opérations d'ordre entre sections	2 378 130,00 €	594 532,50 €	- €
041	Opérations patrimoniales	170 000,00 €	42 500,00 €	- €
TOTAL		27 687 020,06 €	6 921 755,02 €	1 434 430,00 €
BUDGET ANNEXE				
Section de fonctionnement				
011	Charges à caractère général	350 000,00 €	350 000,00 €	300 000,00 €
012	Charges de personnel	482 884,00 €	482 884,00 €	400 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	10,00 €	10,00 €	10,00 €
67	Charges exceptionnelles	250,00 €	250,00 €	250,00 €
022	Dépenses imprévues	1 000,00 €	1 000,00 €	- €
042	Opérations d'ordre entre sections	14 000,00 €	14 000,00 €	14 000,00 €
TOTAL		848 144,00 €	848 144,00 €	714 260,00 €
Section d'investissement				
21	Immobilisations corporelles	17 333,65 €	4 333,41 €	4 300,00 €
020	Dépenses imprévues	1 200,00 €	300,00 €	300,00 €
TOTAL		18 533,65 €	4 633,41 €	4 600,00 €

Ces crédits autorisés seront obligatoirement inscrits au budget lors de son adoption.

Pour mémoire, s'agissant des autorisations de programme, les crédits de paiement sont ouverts à hauteur des derniers montants validés, selon le détail suivant :

N°d'AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2023
2013000002	Modernisation des outils informatiques	40 425,24 €
2014000012	Construction du CIS Le Havre Sud	1 455 670,35 €
2017000001	Travaux au Centre Départemental de Formation	140 000,00 €
2017000004	Construction CIS Duclair	987 000,00 €
2018000003	Construction CIS Fécamp	350 000,00 €
2019000001	Matériels non opérationnels	150 000,00 €
2019000002	Matériels d'intervention courants	23 000,00 €
2019000003	Matériels roulants et naviguants	399 999,83 €
2019000006	Projet e-Secours	264 771,73 €
2019000007	Construction CIS Les-Grandes-Ventes	6 998,08 €
2019000008	Construction Malaunay Montville	2 050 000,00 €
2020000001	Construction Bosc-Le-Hard	2 410 000,00 €
2022000001	Toitures et façades	750 000,00 €
2022000002	Sécurisation des sites	380 000,00 €
2022000003	Système de gestion des données de référence et système d'information décisionnel	90 000,00 €
Total		9 497 865,23 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le Président du Conseil d'administration,



André GAUTIER

